

69 S 59

— Année 1893 —

Commission de l'Armée

Projets et Propositions de loi

Dossiers

Cabinet
du Ministre.

Paris, le 3 juillet 1893.

Monsieur le Président,

Informé à l'instant
que le Conseil des Ministres se
réunira demain mardi à
1^h $\frac{1}{2}$ de l'après-midi, j'ai le
très-vif regret de ne pouvoir
assister à la réunion de la
Commission Sénatoriale de
l'Armée qui aura lieu à la
même heure.

M. le Général Renouard
qui a étudié les divers projets
de lois qui seront soumis à
l'examen de la commission

M. le Général Billot, Sénateur

et qui connaît mon sentiment
sur les questions qu'il
traite pourra donner à
la Commission toute les
explications nécessaires.

Je reste à la disposition
de la Commission, si elle désire
m'entendre, pour la date
qu'elle voudra bien m'indiquer.

Agreez, Monsieur le
Président, les assurances de
ma haute considération

G^{al} Loizelle

EPREUVE

N° 99

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 mars 1893.

PROPOSITION DE LOI

*Tendant à modifier l'article 23 de la loi
du 15 juillet 1889,*

PRÉSENTÉE

PAR M. CORNIL

Sénateur.

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 15 juillet 1889, les étudiants en médecine et en pharmacie ont la faculté de n'accomplir qu'une année de service à la condition d'être pourvus du diplôme de docteur, de pharmacien de 1^{re} classe ou du titre d'interne des hôpitaux à l'âge de 26 ans.

Pendant cette année de service, ils reçoivent l'instruction militaire du soldat d'infanterie.

Soit qu'ils s'engagent à 18 ans, avant de prendre leur première inscription, suivant le bénéfice de la loi du

11 juillet 1892, soit qu'ils attendent l'année de leur tirage au sort, ils sont astreints à passer sous les drapeaux une année qui est entièrement perdue au point de vue scolaire. L'obtention de leur diplôme est ainsi retardée d'au moins un an.

Ces dispositions de la loi sont à la fois préjudiciables aux études médicales et pharmaceutiques et à l'intérêt du service de l'armée.

Tout en reconnaissant l'heureuse influence morale qu'exercent sur les étudiants les habitudes de discipline militaire, il est certain qu'ils n'acquièrent actuellement, durant leur année de service, aucune des connaissances professionnelles ou administratives dont ils auront à faire preuve plus tard comme officiers du service de santé. On leur a appris pendant un an l'exercice du fusil dont ils n'auront jamais plus à se servir. Temps perdu pour l'armée et pour eux. Par contre, la période d'appel de vingt-huit jours durant laquelle ils devront se familiariser avec le détail et la réglementation du service de santé est tout à fait insuffisante.

Si, au contraire, ces jeunes gens étaient mis en sursis d'appel et accomplissaient leur année de service comme docteurs ou comme pharmaciens de 1^{re} classe, on en retirerait les avantages suivants :

1° Les études n'étant plus interrompues par l'année de service militaire, les élèves obtiendraient un an plus tôt leur diplôme de docteur ou de pharmacien de 1^{re} classe, ce qui revient à dire qu'au moment de la mobilisation on aurait une classe de plus de médecins et de pharmaciens;

2° Les docteurs en médecine, par le fait même de leur service dans les fonctions dévolues par le règlement aux médecins aide-majors de 2^e classe, se familiariseraient avec le matériel, les règlements administratifs et la pratique journalière du service. On pourrait très utilement alors leur enseigner ce que comporte de plus essentiel l'instruction spéciale que reçoivent les stagiaires à l'école d'application du Val-de-Grâce.

3° Enfin, ces médecins et pharmaciens concourraient très efficacement au service de garde dans les hôpitaux et aux services du temps de paix, en assurant les services extérieurs (assistance au tir à la cible, aux baignades, marches militaires, manœuvres) dans les garnisons, lesquels sont réellement en souffrance en raison de l'insuffisance numérique du cadre du corps de santé.

Il faut être bien convaincu, en effet, que le nombre des médecins militaires, insuffisant aujourd'hui en temps de paix (1), devra être quintuplé en temps de guerre; tous les docteurs et pharmaciens de 1^{re} classe valides jusqu'à l'âge de 45 ans seront alors versés dans le corps de santé.

Si le législateur a repoussé jusqu'ici le principe des sursis d'appel, c'est parce qu'il a voulu qu'au moment de la mobilisation tout Français en âge de servir ait appris son métier de soldat. La proposition de loi que nous vous présentons ne porte dans la réalité des choses aucune atteinte à l'application de ce principe. L'étudiant en médecine, par le fait seul qu'il est étudiant, se prépare au service qu'il accomplira en temps de guerre, les élèves en médecine et en pharmacie étant au moment de la mobilisation versés dans le service de santé, qui les utilise, soit comme infirmiers, soit comme médecins auxiliaires, selon le nombre de leurs inscriptions. On peut dire que du jour où il a pris sa première inscription, l'étudiant en médecine ou en pharmacie reçoit son affectation normale de guerre, qui variera parallèlement à l'avancement de ses études en temps de paix. Cette situation n'a pas d'analogue, si ce n'est pour le service vétérinaire, et l'on ne peut pas craindre que la faculté d'obtenir des sursis puisse être légitimement réclamée par d'autres professions.

(1) L'effectif des médecins et pharmaciens militaires est aujourd'hui de 1.300, dont 200 sont immobilisés en Algérie, en Tunisie, au Dahomey et au Tonkin. Le projet de loi des cadres soumis à la Chambre des Députés le porterait à 1.441, y compris les 60 stagiaires du Val-de-Grâce.

Le médecin est le seul qui soit appelé à rendre dans l'armée le même office, et l'un des plus essentiels, que dans la vie civile.

L'acceptation du projet qui vous est soumis n'entraîne aucune charge nouvelle pour le budget, puisque l'incorporation des étudiants en médecine et en pharmacie est comprise dans les prévisions annuelles.

Enfin nous avons tenu à demander que les internes continuent à jouir comme les docteurs du bénéfice de la loi. Nous appellerons ultérieurement l'attention de M. le Ministre de la Guerre sur la nécessité de prendre à leur égard des mesures spéciales lors de leur nomination au grade d'aide-major de réserve; sans cela, comme les internes arrivent au doctorat plusieurs années après ceux qui n'ont pas concouru pour cet emploi dont l'accès exige un si long et si grand travail, il en résulterait qu'ils seraient d'autant moins anciens de grade, et par conséquent d'autant moins avancés dans la hiérarchie, qu'ils posséderaient une plus grande valeur professionnelle.

Rien ne serait du reste changé aux dispositions générales de la loi du 15 juillet 1889, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention du diplôme, qui serait portée à 27 ans au lieu de 26. Sans cela un élève ayant commencé la médecine à 20 ans ne pourrait pas toujours concourir pour l'internat dans des conditions suffisantes de préparation, ou même terminer ses études médicales avec tout le soin nécessaire.

Nous vous demanderons d'abroger, en ce qui concerne les étudiants en médecine et en pharmacie, le bénéfice de l'article 59, qui permet de contracter un engagement volontaire et d'être renvoyé après un an de présence sous les drapeaux, la loi que nous vous proposons n'ayant pas pour objet de créer un privilège en faveur des étudiants en médecine et en pharmacie. Par une loi récente, le Parlement a bien voulu accorder aux élèves de l'École centrale de ne faire leur service qu'à la sortie de l'école, et cela dans

l'intérêt de leurs études. Celle que nous avons l'honneur de vous proposer a pour but principal l'intérêt de l'armée, qui exige que, pendant son année de présence sous les drapeaux, le médecin et le pharmacien concourent effectivement au service du temps de paix, et se préparent à leur rôle éventuel dans les formations sanitaires, où le soldat blessé trouvera les soins qu'il doit attendre de leur art au jour de la mobilisation. Nous avons la confiance que vous voudrez bien accueillir favorablement cette proposition, qui accorde les intérêts de la défense nationale et ceux des études scientifiques.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juillet 1889 :

Les dispositions de l'article 23 relatives aux étudiants aspirant au diplôme de docteur en médecine, de pharmacien de 1^{re} classe ou pourvus du titre d'interne des hôpitaux nommés aux concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, sont remplacées par les suivantes :

Art. 23 bis. — Les jeunes gens qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien de 1^{re} classe peuvent, sur leur demande, être mis en sursis d'appel jusqu'à l'obtention de leur diplôme, ou de leur nomination comme interne titulaire

des hôpitaux nommés au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, une Faculté mixte ou une École supérieure de pharmacie.

Avant l'âge de 27 ans, et dans le mois qui suivra leur réception ou leur nomination, les docteurs en médecine, pharmaciens de 1^{re} classe ou internes des hôpitaux, seront appelés sous les drapeaux et renvoyés dans leurs foyers après un an de présence; ils pourront alors être nommés médecins ou pharmaciens, aides-major de réserve, s'ils ont satisfaits aux conditions de conduite et d'instruction déterminées par le Ministre de la Guerre.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie sont versés dans le service de santé.

L'article 24, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention des diplômes, et les articles 25, 26, 27, 33, 44 et 45, mais non les dispositions de l'article 59, modifié par la loi du 11 juillet 1892, sont applicables aux jeunes gens visés par le présent article.

ART. 2.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

SÉNAT

Paris, le

189

Questure.

Proposition de loi
Tendant à modifier l'art. 23 de la loi du Recrutement
(Elus, en Médecine)

—
M. Cornil.
—

Tout à Monsieur Cardon d'avoir l'extrême
obligeance de faire savoir à la Commission, d'ici à l'année ou
un peu plus tôt, si ce projet de loi est d'actualité
SÉNAT Paris, le 19 Dec 1892

Questure.

Chambre N° 2430. Proj. de loi - Renv. des S. off. -
26 nov. 1892

Ce projet de loi a-t-il été rapporté
et si oui, discuté ? non rapporté

2^o Proj. de loi N° 2618 (Renv. des S. off.)

4 mars 1893.

non rapporté

quid ?

N° 2107 - (proposition de loi relative aux officiers)

Rapport par M. Vilfeu N° 2172

avis de la C^{on} du budget - 258 f.

A-propos a-t-il été voté ?

non

ASSOCIATION DE LA PRESSE MÉDICALE

Le Service militaire des Étudiants en Médecine.

Vendredi dernier, 3 mars, M. le Ministre de la Guerre a bien voulu recevoir les membres de la Commission nommée par l'Association de la Presse médicale pour l'étude de la question du Service militaire des Étudiants en médecine.

M. le Pr Cornil a présenté la Commission, que M. le Ministre de la Guerre a accueillie avec la plus parfaite courtoisie.

M. le Ministre a promis de faire étudier la question par les bureaux compétents et a donné l'assurance qu'il était résolu à entrer dans la voie indiquée par l'Association de la Presse médicale.

Le rapporteur de la Commission a déposé alors sur le bureau de M. le Ministre le rapport ci-dessous :

Monsieur le Ministre,

« Dans sa réunion du 13 février 1893, tenue sous la présidence de M. le Pr Cornil, sénateur de l'Allier, l'Association de la Presse médicale a voté, à l'unanimité des membres présents, la proposition suivante, relative au Service militaire des Étudiants en médecine.

« Les Étudiants en médecine feront leur service militaire comme *médecins*, leurs études médicales terminées; ils devront être docteurs ou internes nommés au concours, dans une ville où siège une Faculté, à l'âge de 27 ans. »

Au nom de la Commission nommée par cette assemblée, et composée de MM. Cadet de Gassicourt, Laborde et Lereboullet, membres de l'Académie de médecine, Cézilly et Marcel Baudouin, secrétaire, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de soumettre à votre bienveillante attention l'exposé des motifs qui ont entraîné la conviction de tous les membres de notre Association.

De l'adoption du vœu que nous vous présentons, et que nous vous prions de vouloir bien examiner, dépendent, en effet, et la vie de nos soldats exposés aux balles ennemies et l'avenir du corps médical de nos armées, au jour d'une déclaration de guerre.

C'est l'intérêt suprême de la Patrie qui est ici en jeu ; et si jamais la devise : *Si vis pacem, para bellum*, a pu être citée dans une question militaire, c'est certes le cas de la rappeler encore à cette occasion.

Aussi serait-il superflu d'insister trop longuement devant vous sur l'immense préjudice apporté aux études médicales par le système actuellement en vigueur. En effet, par suite de l'âge (19 ans) auquel l'étudiant en médecine se fait inscrire d'ordinaire dans une École ou une Faculté, et de la nécessité où il est de partir comme soldat à 21 ans, il y a interruption forcée dans le cours de ses études. Ce temps d'arrêt est très préjudiciable à l'élève qui, pendant l'année qu'il passe au régiment, abandonne toute habitude de travail intellectuel et oublie en partie les matières précédemment apprises. En réalité, à sa rentrée à l'Université, il a souvent perdu le fruit de plus d'une année d'études.

Nous croyons plus urgent et plus utile d'envisager la question au seul point de vue militaire, l'intérêt de notre Armée devant évidemment primer toute autre considération.

Or, l'obligation de faire actuellement une année de service comme soldat, dans un régiment d'infanterie, ne se justifie pas pour les étudiants en médecine au point de vue exclusivement militaire, cela pour plusieurs raisons.

1^o L'étudiant en médecine, du fait de son inscription à une École ou Faculté, est, d'office, en cas de guerre, un soldat qui

n'ira jamais au combat. *Il ne sera jamais un combattant.* Même, si la guerre éclatait aujourd'hui, pendant qu'il fait son année de service, l'étudiant serait immédiatement *désarmé* et versé dans une section d'infirmiers : le règlement est formel.

Il y a donc là des conditions spéciales sur lesquelles on ne saurait trop insister. Les médecins sont, en effet, les seuls qui, pendant la période de temps qu'ils doivent à la Patrie et pendant la durée d'une guerre, soient aptes à remplir les mêmes fonctions que celles qu'ils exerçaient dans la vie civile. Les élèves d'une autre École (Polytechnique, Normale, Centrale) ne sauraient être placés sur le même pied que les étudiants en médecine. Le corps de santé militaire est la seule arme qui présente un pareil caractère distinctif.

Pourquoi dès lors donner l'instruction du futur combattant à celui qui ne combattrait jamais, à celui qui n'a pas le droit de combattre — puisqu'il est neutralisé en temps de guerre par la Convention de Genève, — à celui qui, à supposer qu'il pût sauver une armée et même son pays en tirant un seul coup de fusil, n'aurait pas le droit de le faire ?

Pourquoi vouloir quand même, faire porter le fusil pendant six mois au moins, à celui auquel un règlement sacré, un règlement international, défend de porter les armes ? L'étudiant en médecine se trouve placé dans de toutes autres conditions que ses camarades des grandes Écoles du Gouvernement : Pourquoi dès lors tenir à l'initier, comme ces derniers, aux exercices militaires, lui qui ne doit être que médecin, avant de l'incorporer dans les rangs de ses confrères immédiats, à la suite des médecins aides-majors de l'armée active ?

2° D'autre part, alors même que l'étudiant apprend pendant un an le métier de combattant, tout ce qu'il a à apprendre — et il assimile vite, en raison de ses études antérieures, — tout ce qu'il a appris ne lui ouvre plus tard aucun droit au commandement de la troupe, quand il a été nommé médecin de réserve.

3° L'étudiant en médecine, pendant son année de service militaire, ne s'initie pas aux difficultés du métier qu'il sera tenu d'exercer à la déclaration de guerre. Il faut à tout prix les lui faire connaître, les lui apprendre. Aussi l'Etat et l'Armée doivent-ils lui accorder toutes facilités pour qu'il puisse acquérir

au plus vite le grade de docteur en médecine et, partant, devenir pour eux toute autre chose qu'une non-valeur.

Le système actuel met un obstacle très grand à l'instruction professionnelle de médecin militaire. En effet, le jour où il sera nommé médecin de réserve, l'étudiant n'aura pas encore servi comme « professionnel », mais simplement comme combattant. Il ignorerait par conséquent le premier mot du rôle qu'il serait appelé à jouer du jour au lendemain, si la guerre venait à éclater avant qu'il n'ait fait ses 28 jours comme médecin de réserve ! Et, à supposer qu'il ait servi 28 jours dans ce grade, il n'en saura guère davantage : il faut un plus long temps pour apprendre à connaître le matériel du service de santé en campagne, l'administration militaire, etc. ! Enfin le médecin de réserve passe dans la territoriale, tout aussi ignorant ; et c'est alors qu'il peut être appelé à diriger un hôpital de campagne et peut avoir sous ses ordres un officier d'administration du cadre auxiliaire, aussi peu instruit que lui sur les fonctions qu'il a à remplir ! On frémit quand on songe à la responsabilité encourue. Et dire que, sur nos seize hôpitaux de campagne, il y en aura douze qui devront fonctionner de la sorte !

Tous ces inconvénients disparaîtront le jour où l'étudiant, reçu docteur ou interne avant 27 ans, pourra faire, à 28 ans au plus tard, son année de service militaire comme médecin aide-major de réserve, c'est-à-dire comme officier, au même titre que ses camarades de l'École polytechnique ou de l'École centrale. En un an il saura son métier et il sera inutile de l'obliger à refaire deux fois de suite 28 jours. En un an, avec un bon programme, avec 6 mois d'hôpital et 6 mois de régiment, il aura appris à diriger un hôpital de campagne, même sans le secours d'un officier d'administration du cadre actif et, dès lors, pourra parfaitement remplir les fonctions de médecin de l'armée territoriale, au moment opportun.

Bien entendu, en raison de la faveur spéciale qui leur serait accordée, les médecins ainsi nommés aides-majors de réserve ne recevraient aucune espèce d'appointements, sauf exception pour des cas tout à fait particuliers à déterminer.

4° Il est une dernière considération qu'il importe au plus haut point de ne pas passer sous silence. Chacun sait qu'en cas de guerre le nombre de médecins disponibles *se trouvera très insuffisant*. Or, en accordant aux étudiants la faculté de

ne servir un an qu'après leur 5^e, 6^e ou 7^e année d'études, après l'obtention de leur doctorat ou du titre d'interne, on augmentera sensiblement le nombre des médecins aides-majors de 2^e classe de réserve.

Et ce surplus, ce contingent nouveau de médecins de la réserve (le chiffre en sera très respectable) viendra très utilement renforcer le cadre actif en temps de paix des médecins de l'armée régulière. Tout cela est de capitale importance, car personne n'ignore que ce cadre actif est aujourd'hui notablement insuffisant, principalement en aides-majors, et que cette insuffisance même est telle que le service régimentaire et surtout le service hospitalier se trouvent presque compromis.

En terminant, nous voudrions insister sur la nécessité absolue d'autoriser légalement les internes, reçus au concours dans une ville où il y a une Faculté de médecine, à jouir des mêmes prérogatives que les docteurs. L'Armée a, en effet, le plus grand intérêt à incorporer tous les internes le jour de la mobilisation avec le titre de médecins traitants (c'est-à-dire d'officiers) et non plus de médecins auxiliaires (c'est-à-dire sous-officiers) ; car voici qui deviendrait grave si l'on ne voulait entrer dans cette voie : la direction et le commandement appartenant toujours de droit à l'officier ayant le grade le plus élevé ou étant le plus ancien dans le grade le plus élevé, le commandement et la direction des hôpitaux de campagne passeraient forcément aux médecins territoriaux les moins instruits et les moins capables, parce qu'ils sont les plus anciens, parce que l'ancienneté de service compte pour beaucoup dans l'obtention de l'avancement, et parce que l'interne sera nécessairement toujours de 2 à 3 ans en retard sur un camarade d'études qui n'aura pas passé par l'internat. Il en résulterait un réel préjudice et pour le Corps de santé et pour l'Armée, le moins digne commandant au plus digne.

Peut-être faudrait-il encore justifier la limite d'âge adoptée : 27 ans ? Mais une telle discussion nous entraînerait trop loin. Qu'il nous suffise d'ajouter qu'en demandant l'adoption de ce chiffre l'Association de la Presse médicale a cru pouvoir parer à toutes les objections faites à la limite d'âge (26 ans) de la loi de 1889.

Ainsi donc l'intérêt des études médicales se confond avec l'intérêt de l'État et de l'Armée. Et nous ne craignons pas d'ajouter que le second justifie bien mieux encore que le premier la revision de la loi sur le recrutement.

Ce n'est pas d'ailleurs, Monsieur le Ministre, la première fois que se trouve posée de cette façon la question du Service militaire des Étudiants en médecine. En effet, l'article 23 du projet de loi déposé le 25 mai 1886 sur le bureau de la Chambre des Députés, par M. le Ministre de la guerre, était ainsi conçu :

« Art. 23. — Ceux qui sont pourvus du diplôme de docteur en médecine accomplissent leur service actif dans un corps de troupe en qualité de médecins auxiliaires. Si, après une année de présence, ils sont l'objet d'un rapport favorable de leurs chefs, ils sont nommés médecins aides-majors de 3^e classe de réserve et renvoyés dans leurs foyers. »

Malheureusement, cet article 23 a subi bien des tribulations, et bien des transformations à la Chambre des Députés et au Sénat. Deux fois la Chambre des Députés voulut y revenir ou se rallier à un texte à peine différent : Deux fois le Sénat s'y refusa. Finalement, rien ne fut obtenu ; mais le dernier rapporteur à la Chambre, M. Ed. Thiers, tout en concluant à l'admission des restrictions formulées par le Sénat, ajoutait :

« Cela ne veut pas dire que, ni dans l'esprit de la Commission ni dans celui de son rapporteur, les dispositions pour lesquelles la Chambre aura combattu jusqu'à sa dernière heure doivent être abandonnées à jamais. Non, Messieurs, toute loi est perfectible... Vos successeurs n'auront plus tout à reprendre. Leur tâche, plus simple, se réduira à quelques perfectionnements, déjà bien définis par vous-mêmes. »

Ce que nous demandons, M. le Ministre, n'est que l'un de ces perfectionnements.

Et c'est pour les raisons que nous venons de vous exposer et en raison de bien d'autres considérations sur lesquelles nous n'avons pas pu nous appesantir, que notre Commission, au nom de l'Association de la Presse Médicale, vous prie de vouloir prendre en considération le vœu qu'elle a l'honneur de vous soumettre et qui est ainsi formulé :

« *Les Etudiants en Médecine feront leur service militaire comme médecins aides-majors de 2^e classe de réserve, leurs études médicales terminées. Ils devront être docteurs ou internes nommés au concours dans une ville o ù siège une Faculté, à l'âge de 27 ans.* »

Le Rapporteur,

MARCEL BAUDOUIN,

Secrétaire.

Paris, le 3 Mars 1893.

ASSOCIATION DE LA PRESSE MÉDICALE

Le Service militaire des Étudiants en Médecine.

Vendredi dernier, 3 mars, M. le Ministre de la Guerre a bien voulu recevoir les membres de la Commission nommée par l'Association de la Presse médicale pour l'étude de la question du Service militaire des Étudiants en médecine.

M. le Pr Cornil a présenté la Commission, que M. le Ministre de la Guerre a accueillie avec la plus parfaite courtoisie.

M. le Ministre a promis de faire étudier la question par les bureaux compétents et a donné l'assurance qu'il était résolu à entrer dans la voie indiquée par l'Association de la Presse médicale.

Le rapporteur de la Commission a déposé alors sur le bureau de M. le Ministre le rapport ci-dessous :

Monsieur le Ministre,

« Dans sa réunion du 13 février 1893, tenue sous la présidence de M. le Pr Cornil, sénateur de l'Allier, l'Association de la Presse médicale a voté, à l'unanimité des membres présents, la proposition suivante, relative au Service militaire des Étudiants en médecine.

« Les Étudiants en médecine feront leur service militaire comme *médecins*, leurs études médicales terminées; ils devront être docteurs ou internes nommés au concours, dans une ville où siège une Faculté, à l'âge de 27 ans. »

Au nom de la Commission nommée par cette assemblée, et composée de MM. Cadet de Gassicourt, Laborde et Lereboullet, membres de l'Académie de médecine, Cézilly et Marcel Baudouin, secrétaire, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de soumettre à votre bienveillante attention l'exposé des motifs qui ont entraîné la conviction de tous les membres de notre Association.

De l'adoption du vœu que nous vous présentons, et que nous vous prions de vouloir bien examiner, dépendent, en effet, et la vie de nos soldats exposés aux balles ennemies et l'avenir du corps médical de nos armées, au jour d'une déclaration de guerre.

C'est l'intérêt suprême de la Patrie qui est ici en jeu; et si jamais la devise : *Si vis pacem, para bellum*, a pu être citée dans une question militaire, c'est certes le cas de la rappeler encore à cette occasion.

Aussi serait-il superflu d'insister trop longuement devant vous sur l'immense *préjudice* apporté aux études médicales par le système actuellement en vigueur. En effet, par suite de l'âge (19 ans) auquel l'étudiant en médecine se fait inscrire d'ordinaire dans une École ou une Faculté, et de la nécessité où il est de partir comme soldat à 21 ans, il y a interruption forcée dans le cours de ses études. Ce temps d'arrêt est très préjudiciable à l'élève qui, pendant l'année qu'il passe au régiment, abandonne toute habitude de travail intellectuel et oublie en partie les matières précédemment apprises. En réalité, à sa rentrée à l'Université, il a souvent perdu le fruit de plus d'une année d'études.

Nous croyons plus urgent et plus utile d'envisager la question *au seul point de vue militaire*, l'intérêt de notre Armée devant évidemment primer toute autre considération.

Or, l'obligation de faire actuellement une année de service comme soldat, dans un régiment d'infanterie, ne se justifie pas pour les étudiants en médecine au point de vue exclusivement militaire, cela pour plusieurs raisons.

1° L'étudiant en médecine, du fait de son inscription à une École ou Faculté, est, d'office, en cas de guerre, un soldat qui

n'ira jamais au combat. *Il ne sera jamais un combattant.* Même, si la guerre éclatait aujourd'hui, pendant qu'il fait son année de service, l'étudiant serait immédiatement *désarmé* et versé dans une section d'infirmiers : le règlement est formel.

Il y a donc là des conditions spéciales sur lesquelles on ne saurait trop insister. Les médecins sont, en effet, les seuls qui, pendant la période de temps qu'ils doivent à la Patrie et pendant la durée d'une guerre, soient aptes à remplir les mêmes fonctions que celles qu'ils exerçaient dans la vie civile. Les élèves d'une autre École (Polytechnique, Normale, Centrale) ne sauraient être placés sur le même pied que les étudiants en médecine. Le corps de santé militaire est la seule arme qui présente un pareil caractère distinctif.

Pourquoi dès lors donner l'instruction du futur combattant à celui qui ne combattrait jamais, à celui qui n'a pas le droit de combattre — puisqu'il est neutralisé en temps de guerre par la Convention de Genève, — à celui qui, à supposer qu'il pût sauver une armée et même son pays en tirant un seul coup de fusil, n'aurait pas le droit de le faire ?

Pourquoi vouloir quand même, faire porter le fusil pendant six mois au moins, à celui auquel un règlement sacré, un règlement international, défend de porter les armes ? L'étudiant en médecine se trouve placé dans de toutes autres conditions que ses camarades des grandes Écoles du Gouvernement : Pourquoi dès lors tenir à l'initier, comme ces derniers, aux exercices militaires, lui qui ne doit être que médecin, avant de l'incorporer dans les rangs de ses confrères immédiats, à la suite des médecins aides-majors de l'armée active ?

2° D'autre part, alors même que l'étudiant apprend pendant un an le métier de combattant, tout ce qu'il a à apprendre — et il assimile vite, en raison de ses études antérieures, — tout ce qu'il a appris ne lui ouvre plus tard aucun droit au commandement de la troupe, quand il a été nommé médecin de réserve.

3° L'étudiant en médecine, pendant son année de service militaire, ne s'initie pas aux difficultés du métier qu'il sera tenu d'exercer à la déclaration de guerre. Il faut à tout prix les lui faire connaître, les lui apprendre. Aussi l'Etat et l'Armée doivent-ils lui accorder toutes facilités pour qu'il puisse acquérir

au plus vite le grade de docteur en médecine et, partant, devenir pour eux toute autre chose qu'une non-valeur.

Le système actuel met un obstacle très grand à l'instruction professionnelle de médecin militaire. En effet, le jour où il sera nommé médecin de réserve, l'étudiant n'aura pas encore servi comme « professionnel », mais simplement comme combattant. Il ignorerait par conséquent le premier mot du rôle qu'il serait appelé à jouer du jour au lendemain, si la guerre venait à éclater avant qu'il n'ait fait ses 28 jours comme médecin de réserve ! Et, à supposer qu'il ait servi 28 jours dans ce grade, il n'en saura guère davantage : il faut un plus long temps pour apprendre à connaître le matériel du service de santé en campagne, l'administration militaire, etc. ! Enfin le médecin de réserve passe dans la territoriale, tout aussi ignorant ; et c'est alors qu'il peut être appelé à diriger un hôpital de campagne et peut avoir sous ses ordres un officier d'administration du cadre auxiliaire, aussi peu instruit que lui sur les fonctions qu'il a à remplir ! On frémit quand on songe à la responsabilité encourue. Et dire que, sur nos seize hôpitaux de campagne, il y en aura douze qui devront fonctionner de la sorte !

Tous ces inconvénients disparaîtront le jour où l'étudiant, reçu docteur ou interne avant 27 ans, pourra faire, à 28 ans au plus tard, son année de service militaire comme médecin aide-major de réserve, c'est-à-dire comme officier, au même titre que ses camarades de l'École polytechnique ou de l'École centrale. En un an il saura son métier et il sera inutile de l'obliger à refaire deux fois de suite 28 jours. En un an, avec un bon programme, avec 6 mois d'hôpital et 6 mois de régiment, il aura appris à diriger un hôpital de campagne, même sans le secours d'un officier d'administration du cadre actif et, dès lors, pourra parfaitement remplir les fonctions de médecin de l'armée territoriale, au moment opportun.

Bien entendu, en raison de la faveur spéciale qui leur serait accordée, les médecins ainsi nommés aides-majors de réserve ne recevraient aucune espèce d'appointements, sauf exception pour des cas tout à fait particuliers à déterminer.

4° Il est une dernière considération qu'il importe au plus haut point de ne pas passer sous silence. Chacun sait qu'en cas de guerre le nombre de médecins disponibles *se trouvera très insuffisant*. Or, en accordant aux étudiants la faculté de

ne servir un an qu'après leur 5^e, 6^e ou 7^e année d'études, après l'obtention de leur doctorat ou du titre d'interne, on augmentera sensiblement le nombre des médecins aides-majors de 2^e classe de réserve.

Et ce surplus, ce contingent nouveau de médecins de la réserve (le chiffre en sera très respectable) viendra très utilement renforcer le cadre actif en temps de paix des médecins de l'armée régulière. Tout cela est de capitale importance, car personne n'ignore que ce cadre actif est aujourd'hui notablement insuffisant, principalement en aides-majors, et que cette insuffisance même est telle que le service régimentaire et surtout le service hospitalier se trouvent presque compromis.

En terminant, nous voudrions insister sur la nécessité absolue d'autoriser légalement les internes, reçus au concours dans une ville où il y a une Faculté de médecine, à jouir des mêmes prérogatives que les docteurs. L'Armée a, en effet, le plus grand intérêt à incorporer tous les internes le jour de la mobilisation avec le titre de médecins traitants (c'est-à-dire d'officiers) et non plus de médecins auxiliaires (c'est-à-dire sous-officiers) ; car voici qui deviendrait grave si l'on ne voulait entrer dans cette voie : la direction et le commandement appartenant toujours de droit à l'officier ayant le grade le plus élevé ou étant le plus ancien dans le grade le plus élevé, le commandement et la direction des hôpitaux de campagne passeraient forcément aux médecins territoriaux les moins instruits et les moins capables, parce qu'ils sont les plus anciens, parce que l'ancienneté de service compte pour beaucoup dans l'obtention de l'avancement, et parce que l'interne sera nécessairement toujours de 2 à 3 ans en retard sur un camarade d'études qui n'aura pas passé par l'internat. Il en résulterait un réel préjudice et pour le Corps de santé et pour l'Armée, le moins digne commandant au plus digne.

Peut-être faudrait-il encore justifier la limite d'âge adoptée : 27 ans ? Mais une telle discussion nous entraînerait trop loin. Qu'il nous suffise d'ajouter qu'en demandant l'adoption de ce chiffre l'Association de la Presse médicale a cru pouvoir parer à toutes les objections faites à la limite d'âge (26 ans) de la loi de 1889.

Ainsi donc l'intérêt des études médicales se confond avec l'intérêt de l'État et de l'Armée. Et nous ne craignons pas d'ajouter que le second justifie bien mieux encore que le premier la revision de la loi sur le recrutement.

Ce n'est pas d'ailleurs, Monsieur le Ministre, la première fois que se trouve posée de cette façon la question du Service militaire des Étudiants en médecine. En effet, l'article 23 du projet de loi déposé le 25 mai 1886 sur le bureau de la Chambre des Députés, par M. le Ministre de la guerre, était ainsi conçu :

« Art. 23. — Ceux qui sont pourvus du diplôme de docteur en médecine accomplissent leur service actif dans un corps de troupe en qualité de médecins auxiliaires. Si, après une année de présence, ils sont l'objet d'un rapport favorable de leurs chefs, ils sont nommés médecins aides-majors de 3^e classe de réserve et renvoyés dans leurs foyers. »

Malheureusement, cet article 23 a subi bien des tribulations, et bien des transformations à la Chambre des Députés et au Sénat. Deux fois la Chambre des Députés voulut y revenir ou se rallier à un texte à peine différent : Deux fois le Sénat s'y refusa. Finalement, rien ne fut obtenu ; mais le dernier rapporteur à la Chambre, M. Ed. Thiers, tout en concluant à l'admission des restrictions formulées par le Sénat, ajoutait :

« Cela ne veut pas dire que, ni dans l'esprit de la Commission ni dans celui de son rapporteur, les dispositions pour lesquelles la Chambre aura combattu jusqu'à sa dernière heure doivent être abandonnées à jamais. Non, Messieurs, toute loi est perfectible... Vos successeurs n'auront plus tout à reprendre. Leur tâche, plus simple, se réduira à quelques perfectionnements, déjà bien définis par vous-mêmes. »

Ce que nous demandons, M. le Ministre, n'est que l'un de ces perfectionnements.

Et c'est pour les raisons que nous venons de vous exposer et en raison de bien d'autres considérations sur lesquelles nous n'avons pas pu nous appesantir, que notre Commission, au nom de l'Association de la Presse Médicale, vous prie de vouloir prendre en considération le vœu qu'elle a l'honneur de vous soumettre et qui est ainsi formulé :

« Les Etudiants en Médecine feront leur service militaire comme médecins aides-majors de 2^e classe de réserve, leurs études médicales terminées. Ils devront être docteurs ou internes nommés au concours dans une ville où siège une Faculté, à l'âge de 27 ans. »

Le Rapporteur,

MARCEL BAUDOUIN,

Secrétaire.

Paris, le 3 Mars 1893.

Questure.

Les dispositions des articles 1 et 2 du Contre projet sont déjà spécifiées aux articles 43 et 59 de la loi du 11 Juillet 1889.

L'article 43 accorde en effet le bénéfice de la dispense de deux années de service aux étudiants en médecine et en pharmacie et l'avant-dernier paragraphe de l'article 59 est ainsi conçu : "L'engagé volontaire qui remplira l'une quelconque des conditions fixées par l'article 43 pourra bénéficier des dispositions dudit article, après un an de présence sous les drapeaux, à la condition que la demande ait été formulée au moment de l'engagement."

Pour introduire dans la loi de recrutement les dispositions contenues dans les articles 3 et 4 du Contre-projet il suffirait de modifier légèrement le texte du 2^e § du 4^e de l'article 43 en supprimant les mots « les étudiants en médecine et en pharmacie » et en faisant suivre ce § ainsi modifié du suivant : « En temps de paix, après 4 mois de service et en cas de mobilisation les étudiants en médecine et en pharmacie sont également versés dans le service de Santé ».

La loi du 11 Juillet 1889 ne subirait ainsi, en définitive, d'autre

modification que celle qui résulterait de l'addition
des mots « En temps de paix, après 4 mois de
Service », ajoutés qui réalisent le but poursuivi
dans le contre projet.

Paris, le 2 Janvier 1894

Mon cher Collègue

La Commission de l'Armée, pour laquelle nous avons été, Vous et moi, désignés par le 1^{er} Bureau, est convoquée pour demain, Vendredi, 2 h^{1/2}. A la même heure doit également se tenir la première séance, au Ministère de la Marine, de la Commission mixte extra-parlementaire dont je suis membre.

Je viens, Mon cher Collègue, Vous prier de vouloir bien présenter mes excuses si, contre mon gré, il ne m'étoit pas possible de me rendre au Sénat, demain, avec à temps pour prendre part à

la Constitution du bureau de
la Commission de l'Armée.

Veuillez agréer, mon cher
Collègue, l'assurance de mes
sentiments bien dévoués.

T. Teytral

Commission de l'Armée.⁽¹⁾

(Année 1893)

1 ^{er}	Bureau.	M. M. Ezenas ,	Bardoux .
2 ^e	"	March ,	de Serninae .
3 ^e	"	Benazet ,	Vercy .
4 ^e	"	Général Geéry ,	Claris .
5 ^e	"	Chovert ,	Gilbert Gaillard .
6 ^e	"	Général Billot ,	Général Japy .
7 ^e	"	Berthelot ,	Isaac .
8 ^e	"	Guyot-Lavaline ,	Marquis de Carne .
9 ^e	"	Richard Waddington ,	Seblin .

Composition du Bureau .

Président : M. le Général Billot .
Vice-Présidents : M. M. le Général Geéry , Berthelot .
Secrétaires : M. M. Gilbert Gaillard , Seblin .

Secrétaire adjoint : M. E. Dupré .

⁽¹⁾ Nommée le 10 janvier 1893 .

69 S 59

Commission de l'Armée.⁽¹⁾

(Année 1893)

1 ^{er} Bureau	M. M. Sérenas ,	Bardoux .
2 ^e "	March ,	de Serninae .
3 ^e "	Benazet ,	Vérrey .
4 ^e "	Général Geéry ,	Claris .
5 ^e "	Chovert ,	Gilbert Gaillard .
6 ^e "	Général Billot ,	Général Japy .
7 ^e "	Berthelot ,	Isaac .
8 ^e "	Guyot-Lavaline ,	Marquis de Carné .
9 ^e "	Richard Waddington ,	Seblin .

Composition du Bureau .

Président : M. le Général Billot .

Vice-Présidents : M. M. le Général Geéry , Berthelot .

Secrétaires : M. M. Gilbert Gaillard , Seblin .

Secrétaire adjoint : M. E. Dupré .

⁽¹⁾ Nommée le 10 janvier 1893 .

1^{ère}

Séance du 17 Janvier.

Présidence de M. le Colonel Lézénas



Sont présents : M. M. Bardoux, Benard, G^{al} Gréry, Claris, Gilbert Gaillard, G^{al} Billot, G^{al} Japy, Berthelot, Isaac, Guyot, Caraline, M^{quis} de Carné, Richard Maddington, Séblin, Choret.

La présidence d'âge est occupée par M. Lézénas. Il est procédé au vote pour le choix d'un Président, de deux Vice-Présidents et de deux Secrétaires.

Nomination du Président

Résultat du Scrutin: Nombre des votants : 14.

Majorité absolue : 8

ont obtenu :

M. le Général Billot : 12 voix

M. Berthelot : 1 voix

Bulletin blanc : 1

M. le Général Billot est élu Président.

Nomination des Vice-Présidents.

ont obtenu :

M. le Général Gréry : 11 voix.

M. Berthelot : 7 voix.

M. le C^{al} Lézénas : 3 voix.

M. Bardoux 4 : voix.

M. le Général Japy : 1 voix.

M. Séblin : 1 voix.

M. le Général Gréry est élu Vice-Président.

Il est ensuite procédé à un second tour de scrutin pour la nomination d'un second Vice-Président.

Nombre des votants : 15.

M. Berthelot est élu Vice-Président par 8 voix, contre

3^e à M. Bardoux et 1^{er} à M. Ezéras.

Nomination des Secrétaires.

Nombre des votants : 13.

Majorité absolue : 7.

Ont obtenu :

M. Gilbert Gaillard : 8 voix.

M. Seblin : 7 voix.

M. Isaac : 6 "

M. Benazet : 5 "

M. M. Gilbert Gaillard et Seblin sont élus Secrétaires.

Le Bureau ainsi constitué, M. le Colonel Ezéras cède le fauteuil de la Présidence à M. le Général Billot.

Présidence de M. le Général Billot

En prenant possession de la Présidence, M. le G^{ral} Billot remercie ses collègues et M. le C^{te} Ezéras puis il donne la parole aux représentants des bureaux pour rendre compte d'observation du mandat qu'ils ont reçu.

1^{er} Bureau.

M. Ezéras a été élu dans son bureau après avoir émis l'avis que la Commission de l'armée aurait à se mettre en garde contre les nouvelles augmentations de cadres spéciales dans le Troisième d'ensemble sur cette matière, élaboré par le précédent Ministre de la guerre, il ne faut pas oublier qu'il y est déjà entré dans cette voie avec un grand nombre de projets de détails présentés successivement et votés depuis quelques années.

M. Bardoux a été nommé plus spécialement comme représentant des intérêts des hautes études dans la mise en oeuvre de nos lois militaires d'organisation générale.

1^{er} Bureau

Pas de discussion.

2^{er} Bureau

M. Bénazet a rappelé dans son bureau les motifs qui ont guidé la Commission de 1892 dans son élaboration de la loi sur l'armée coloniale, appelée sans doute à revenir devant le Sénat. Il a fait valoir en outre, l'importance de cadres solides pour nos régiments de réserve.

4^{er} Bureau

M. le Général Givry s'est montré favorable à la proposition qui se dégage du projet de loi déposé à la Chambre et qui place des officiers de l'armée active à la tête des unités de réserve. Bien que l'exposé des motifs fasse entendre qu'il n'en résultera aucune charge nouvelle pour le trésor, et faut s'attendre à une surcroît de dépenses provenant de l'augmentation du matériel.

5^{er} Bureau

Aucune discussion ne s'est élevée dans le 5^{er} B^{ureau}.

6^{er} Bureau

M. le Général Japy a déclaré qu'à son sentiment, le projet de loi des cadres, tel qu'il a été conçu, ne réalise à aucun degré une sérieuse organisation de nos régiments mixtes; Cependant les événements qui se passent à l'heure actuelle soit en Alsace, soit en Italie, nous montrent trop clairement qu'il n'y a pas un instant à perdre, et qu'une bonne loi sur cette matière doit aussitôt être mise en œuvre dès le printemps prochain.

Or la confection de deux budgets va absorber toute l'attention de la Chambre des Députés, le Sénat, au contraire, pourrait consacrer ses travaux à l'élaboration de cette loi urgente.

Dans ces conditions, le Général émet le vœu, que M. le Président de la Commission S^{énat}

4

Toute une démarche auprès du nouveau
Ministre de la guerre pour l'inviter à retirer
le Projet de loi, déposé par son prédécesseur
et bien à tort sur le bureau de la Chambre,
puis après l'avoir modifié et fait sien
à en saisir le Sénat.

7^e Bureau.

M. Berthelot n'a fait valoir aucune considération
relative à la loi des Cadres, il a été élu
comme représentant des intérêts de la haute
culture intellectuelle à sauvegarder dans
l'application de nos lois militaires.

M. Isaac a déclaré dans son bureau son
intention de soutenir les principes qu'il a déjà
défendus lors des discussions sur l'organisation
de l'armée Coloniale, Si la loi revient au
Sénat, il s'attachera à faire prévaloir encore
les mêmes opinions, il a ajouté que dans
le cas où l'armée Coloniale serait rattachée
au Ministère de la Marine, il demanderait
au Sénat d'admettre les généraux des
troupes coloniales dans le cadre de l'Etat
major général de l'armée de terre.
Enfin il est favorable au vote d'une loi
des cadres.

8^e Bureau

n'est pas représenté.

9^e Bureau

Aucune indication n'a été donnée, relativement
au projet de loi des Cadres.

M. Séblane a fait valoir quelques conside-
rations dans un sens favorable aux regards
des Carrières libérales au point de vue des
obligations du service militaire.

5
M. le Général Billot, Président — Il résulte des déclarations que nous venons d'entendre que la Commission de l'armée pourra exercer son mandat avec une entière liberté d'appréciation, les indications données à ses Membres, n'ont eu effet aucun caractère nettement défini au regard de la loi des Cadres.

Je prends note d'ailleurs des observations présentées par M. le Général Tapy, toutfois la motion qu'il a formulée soulève des difficultés d'une nature assez délicate et qui réclame un ~~moyen~~ ~~examen~~ ~~il est~~ ~~certain~~ d'autre part que le projet relatif des Cadres ~~élaboré~~ ~~en ce qui touche~~ ~~les~~ ~~diverses armes~~ ~~dans les Directions corres-~~ ~~pondantes~~ ~~, pour~~ ~~renvoyer~~ ~~pour~~ ~~les~~ ~~soins~~ ~~de~~ ~~l'Etat-Major~~ ~~général~~ ~~et~~ ~~au~~ ~~Cabinet~~ ~~du~~ ~~Ministre~~, est appelé à subir encore des modifications.

M. le Président soumet ensuite à l'approbation de ses Collègues deux motions d'ordre intérieur. La 1^{re} consiste à maintenir M. E. Dupré dans les fonctions de Secrétaire-adjoint, qu'il remplit avec zèle depuis sept années. La 2^e est relative aux rapports de la Commission de l'armée avec la Presse. L'expérience des deux dernières années semble avoir démontré les avantages de la ligne de conduite adoptée à cet égard pendant les deux dernières années, à savoir : borner les communications à celles qui servent ~~de~~ ~~base~~ ~~et~~ ~~arbitres~~ ~~dans~~ ~~le~~ ~~sein~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~Com-~~ ~~mission~~.

Cette tradition concourrait à nos délibérations des avantages précieux : faire la réclame et diffuser les mandements de quelque

Source qu'elles proviennent.

Ces deux motions sont adoptées à l'unanimité
des Membres présents.

L'Assemblée est ensuite levée à 3 h $\frac{1}{4}$.

Le Président

Le Secrétaire

W. P. P. P.

P. P. P.

Nota — La Commission de l'armée (année 1893)
dépêche de deux propositions de loi dont la
Commission de l'armée (année 1892) a été saisie
1^{re} Proposition de loi, tendant à modifier les articles
5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sur le
Recrutement de l'armée. — (N^o 184. S. O. 1892)

Proposition de loi présentée par M. Béranger,
Jules Simon, Chérad, Gouin, le 1^{er} juillet 1892.

2^{de} Proposition de loi, adoptée par la Chambre des
Députés, portant modification de l'article 7 de la
loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de
l'armée. — (N^o 34. S. E. 1892).

Proposition de loi transmise par le Président
de la Chambre des Députés, le 1^{er} X^{bre} 1892.

SÉNAT

SESSION 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1892.

PROPOSITION DE LOI

Tendant à modifier les articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889, sur le **recrutement de l'armée,**

PRÉSENTÉE

PAR MM. BÉRENGER, JULES SIMON, LÉOPOLD THEZARD,
EUGÈNE GOUIN,

Sénateurs.

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'application de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée a révélé de graves inconvénients en ce qui touche une catégorie assez nombreuse de jeunes gens qui, bien que s'étant rendus coupables de fautes justement punies, se sont cependant acquis des droits réels à l'intérêt par des efforts courageusement faits pour se relever par la bonne conduite et le travail.

Les législations antérieures, la loi de 1872 elle-même, sauf les cas d'exclusion de l'armée attachés à certaines condamnations de nature particulièrement grave, ne contenaient à leur égard aucune disposition spéciale. Ils étaient admis à servir dans les conditions ordinaires. Mais le pouvoir disciplinaire des chefs suppléait à ce que cette mesure

pouvait avoir de trop absolu. Informés exactement des antécédents de chaque individu, ils exerçaient sur les suspects une surveillance spéciale. A la moindre faute, ils les envoyaient disciplinairement soit dans l'arme spéciale des bataillons d'infanterie légère d'Afrique, soit même dans les compagnies disciplinaires.

Tout paraissait ainsi bien réglé.

Celui pour lequel l'expiation subie avait été une leçon profitable et qui, depuis sa libération, s'était appliqué à racheter sa faute par sa bonne conduite, n'était point signalé. L'œuvre toujours si délicate de son relèvement n'était pas interrompue ; il y avait au contraire toute chance qu'il trouvât dans le frein salutaire de la discipline, au grand avantage de la société, une cause décisive de salut.

Vis-à-vis des autres, il n'y avait que justice à user de rigueur, puisqu'ils avaient donné de nouveaux motifs de sévir contre eux.

La loi du 15 juillet 1889 a profondément modifié cet état de choses. Ce n'est pas que le Gouvernement eût songé à y apporter aucun changement. Son projet ne différerait pas des lois précédentes.

L'initiative parlementaire a jugé qu'il en devait être autrement et, sans qu'il en ait été donné d'autre motif que celui de soustraire les fils de famille, désormais astreints sans exception à l'obligation du service, au contact d'éléments déclarés indignes, motif d'un caractère démocratique peut-être contestable, on a posé en principe que les jeunes soldats précédemment condamnés seraient réunis dans des corps spéciaux, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

La règle fixée par la loi du 15 juillet 1889 est désormais celle-ci : Sont envoyés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, outre les individus reconnus coupables de crime et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal, ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, pour vol, escro-

querie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, ou qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en ait été la durée, pour l'un de ces délits.

Or, que sont ces bataillons ? Peut-être renfermaient-ils avant 1889 d'autres éléments que les condamnés. C'est sans doute ce qui a permis d'affirmer dans la discussion de la loi qu'ils ne pouvaient être confondus avec les compagnies disciplinaires dont le caractère serait exclusivement pénal. Il n'en sera bientôt plus, et peut-être déjà n'en est-il plus ainsi. A consulter en effet la statistique du Ministère de la Justice, on voit que le contingent de ces bataillons est insuffisant pour comprendre la totalité des condamnés appelés à servir. Ils ne seront donc bientôt plus, ils ne sont sans doute plus déjà que des bataillons de condamnés. Ce serait peut-être exagérer de dire que le fait seul d'y servir est une véritable peine. Mais il est incontestable qu'il constitue au moins une condition pénale des plus dures et des plus humiliantes.

Il fait succéder, pour le même fait, sans condamnation nouvelle, une seconde expiation à la première.

Il soumet le libéré, sur la simple présomption d'une indignité morale dont sa conduite, depuis sa libération, a pu le relever, à une discipline plus rigoureuse, à la honte et au danger des contacts déshonorants.

Il renouvelle la publicité de sa faute, ce qui en aggrave singulièrement pour lui les conséquences.

Le livret militaire lui imprimera en outre jusqu'à la fin de ses obligations militaires, c'est-à-dire jusqu'à quarante-cinq ans, cette flétrissure d'avoir servi dans un régiment de condamnés.

Par une mesure dont la haute justice ne saurait être trop louée, l'administration militaire a décidé, il y a quelques années, que les condamnations civiles ne seraient plus inscrites sur le livret. Le bénéfice de cette mesure n'existera pas pour lui. Car l'indication seule du corps où il aura servi dira : *condamné*, et, le disant sans explication, laissera le champ libre aux suppositions les plus graves.

Comment concilier tout cela avec les principes les plus élémentaires du droit pénal ?

Et à un autre point de vue, quelle contradiction manifeste avec les efforts tentés depuis tant d'années, poursuivis au prix des plus gros sacrifices, réalisés en partie par la législation civile, pour diminuer la récidive par l'isolement des condamnés, par le patronage ensuite et la réhabilitation.

On fait à grands frais des prisons cellulaires, on consacre des sommes considérables à organiser des institutions de patronage, on a fait ou on prépare des lois telles que celle sur le sursis à l'exécution de la peine, pour préserver le condamné de la contagion des prisons et l'exciter à se relever, ou telles que le projet sur le casier judiciaire, pour le délivrer dans la mesure du possible de la marque infamante qui le signale à la défiance et au mépris ; et voilà que, pour les plus intéressants, pour les plus faciles à amender, c'est-à-dire pour ceux qui n'ont pas atteint vingt et un ans, tout cela va être anéanti. La loi militaire les replonge sans exception dans un milieu pire peut-être que celui auquel on s'est efforcé de les soustraire, et leur inflige, sans faute nouvelle, une marque plus grave que l'ancienne, et en même temps plus ineffaçable, car la réhabilitation elle-même, qui fait disparaître le casier judiciaire, ne les relèvera pas des mentions inscrites pour toujours au livret.

Il est impossible de ne pas être ému du sort cruel fait ainsi au malheureux dont plusieurs années d'efforts difficiles auront peut-être fait oublier ou pardonner la faute, et qui va en voir le souvenir ravivé pour longtemps, peut-être pour toujours, avec toutes les complications que peuvent jeter dans sa vie cette injuste divulgation, et aussi les relations redoutables nées de la vie commune.

Mais, n'y a-t-il pas lieu de s'effrayer plus encore du péril que cet état de choses peut faire courir à la société ? Peut-on, en effet, contester qu'une des principales causes de la récidive est dans les obstacles déjà trop nombreux

que rencontrent dans la recherche du travail les résolutions les plus fermes et dans les découragements parfois les irritations que fait naître le poids d'une condamnation retombant sans cesse sur le malheureux qui lutte pour la faire oublier.

Il faut ajouter que ce n'est pas seulement pendant la durée du service effectif que se présentent les inconvénients signalés, ils se reproduisent et se renouvellent, d'une manière peut-être plus grave encore, pendant les périodes d'exercice prescrites pour la réserve et pour l'armée territoriale. Et combien ne sont-ils pas plus sensibles alors ! Il ne s'agit plus de jeunes gens, envoyés du moins au loin pour y subir l'humiliation d'une incorporation spéciale ; ce sont des hommes faits de vingt-cinq à trente ans, rentrés depuis plusieurs années dans la vie civile, qui ont pu y acquérir, comme ouvriers, comme employés, des situations qui les font vivre et qu'une divulgation imprudente peut leur faire perdre, et c'est le plus souvent dans la région même qu'ils habitent que leur passé va être rappelé à tous, par la manière dont ils sont traités.

L'article 49 prescrit en effet expressément pour la réserve que « en temps de paix ils accompliront leurs périodes d'exercice dans des *compagnies spécialement désignées à cet effet.* »

Il en est de même pour les périodes d'instruction dans l'armée territoriale.

Ainsi, quatre fois dans le cours de leur existence militaire, la même humiliation leur sera réservée.

L'article 5 de la loi contient à la vérité un correctif à ces rigueurs.

« Après un séjour d'une année dans un bataillon, dit son dernier paragraphe, les hommes désignés au présent article qui seraient l'objet des rapports favorables de leurs chefs *pourront* être envoyés dans d'autres corps par le Ministre de la Guerre. »

Les chefs de corps usent-ils souvent de la faculté qui

leur est ainsi donnée, au risque de se priver des bons éléments qu'ils peuvent découvrir dans le milieu difficile où ils ont la responsabilité de faire régner la discipline, pour n'y conserver que les pires, nous l'ignorons. Dans tous les cas, le séjour dans le bataillon spécial, ne fût-il habituellement que d'une année, serait plus que suffisant pour présenter la plupart des dangers signalés plus haut.

Quel remède proposer ? La solution que nous considérerions de beaucoup comme la préférable serait, comme l'a proposé l'un de nous lors de la discussion de la loi de 1889, de revenir à la législation antérieure. Le Sénat n'a pas cru pouvoir accueillir alors cette proposition, et par respect pour sa décision nous nous abstenons de la reprendre. Nous nous bornons à demander que le Ministre puisse, par des décisions spéciales prises après enquête, relever de la règle les jeunes soldats dont la conduite depuis leur sortie de prison a donné lieu de considérer leur retour au bien comme assuré. Ce serait simplement placer, au moment de l'incorporation, l'appréciation morale que la loi prescrit après une année de service. M. le Ministre de la Guerre s'était rallié, dans la séance du Sénat du 19 juin 1888, à cette proposition.

Elle aurait donc pris place avec son assentiment dans la loi si quelques concessions faites sur d'autres points par la Commission de l'armée de la Chambre des Députés ne lui avaient fait à tort juger inutile de la maintenir.

Un autre point doit appeler l'attention du Sénat.

Il existe entre l'article 5 de la loi de 1889, tel qu'il vient d'être résumé, et l'article 59 relatif aux engagements volontaires, une contradiction singulière.

Le jeune soldat qui se présente au recrutement avec sa classe n'est incorporé dans les bataillons d'Afrique que lorsqu'il a subi plus de trois mois d'emprisonnement ou deux condamnations, quelle qu'en soit la durée, pour les cinq délits spécifiés par la loi. En conséquence, si la peine subie a été moindre, il est versé dans les régiments ordinaires.

Veut-il devancer l'appel et s'engager, les conditions sont toutes différentes. N'eût-il été condamné qu'à vingt-quatre heures de prison, même à une simple amende, son engagement n'est reçu que pour le bataillon spécial.

Cette différence avait une raison d'une réelle importance dans les législations antérieures. Avec le service restreint et le régime du remplacement, c'était un moyen efficace d'éliminer de l'armée des éléments qu'on jugeait préférable de n'y point introduire. Mais cette raison n'a-t-elle pas disparu avec le service obligatoire pour tous ?

Ces jeunes gens, auxquels on ne permet de s'engager dans les régiments que pour les bataillons spéciaux, à 18, 19 et 20 ans, ils n'auront qu'à attendre l'appel de leur classe pour servir dans les conditions ordinaires.

Pourquoi dès lors cette exclusion dont il dépend d'eux de s'affranchir ?

Il y a là une inégalité de traitement dont on cherche en vain quel peut être l'avantage pour l'armée, mais dont il est facile au contraire de comprendre le grave préjudice à un point de vue qui ne peut être mis en oubli, celui du relèvement de la jeunesse coupable.

L'engagement militaire, ce moyen de salut si puissant et généralement si efficace pour tous ceux en qui la faute commise n'a pas éteint le sentiment de l'honneur, est devenu aujourd'hui à peu près impossible.

Nous savons qu'il est cependant encore admis pour les jeunes gens que la justice s'est bornée à envoyer, après constatation de leur absence de discernement, dans les maisons de correction, et nous nous félicitons de la jurisprudence adoptée à leur égard par l'autorité militaire. Elle les considère avec raison, malgré leur séjour parfois très long dans un pénitencier, comme acquittés, et elle a raison.

Mais la faveur très légitime de ce traitement ne fait que mieux ressortir la rigueur, à notre sens, inexplicable de l'autre.

Ne sait-on pas, en effet, qu'il arrive fréquemment aux

magistrats, si la famille des jeunes délinquants offre quelques garanties, si même sa faute leur semble n'avoir été qu'un acte de légèreté ou d'entraînement, de préférer lui infliger une courte peine plutôt que de l'envoyer au milieu des éléments peut-être plus corrompus de la colonie agricole. La dernière statistique criminelle ne relève pas moins pour une seule année de 1.306 condamnations de ce genre.

Ceux-là sont assurément les moins mauvais. Ils ne profiteront pas cependant du droit reconnu aux autres.

Dira-t-on que l'autorité militaire est obligée de se défendre contre le trop grand nombre des engagements ? Comment cela serait-il possible à l'heure actuelle, où il est question de faire surtout appel à ce mode particulier de recrutement pour la composition de certaines de nos forces militaires ?

N'est-il pas d'ailleurs toujours loisible au Ministre de suspendre les engagements par une simple décision ministérielle quand il en juge le nombre excessif.

Nous demandons simplement, sur ce point, que les conditions de service pour les engagés (art. 59) soient les mêmes que celles fixées pour les appelés par l'article 5.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

« Les articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sont modifiés comme il suit :

« *Art. 5.* — Les individus reconnus coupables... sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, *sauf décision contraire du Ministre de la Guerre, rendue après enquête sur leur conduite depuis leur libération.*

« *Art. 59.* — L'engagé volontaire doit : 1°.....; 2°.....; 3° n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, ou qu'il ne justifie d'une décision rendue par le Ministre de la Guerre après enquête sur sa conduite depuis sa libération.

(1^{re} Séance)

Séance du 4 Mai 1893.

Audition de M^e Béranger,
g^o de M^e Cornil.

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents ; M. M. Gilbert Gaillard, Berthelot,
Général Grévy, Cholet, Cérinas, Waddington,
Benazet, Isaac, de Lermine

La séance est ouverte à 2 heures.

M. Dupré, Secrétaire adj.^t donne lecture du
procès verbal de la précédente séance.

L'ordre du jour appelle l'examen d'une proposition
de loi, relative aux articles 5 et 59 de la loi du
11 juillet 1889, présentée par M. Béranger
et un certain nombre de ses collègues.

Cette proposition déposée sur le bureau du
Sénat le 1^{er} juillet 1892, a été l'objet d'une
discussion dans le sein de la Commission
de l'armée le 1892 — Voir les 10^e et 13^e Séances.
Registre des procès-verbaux — Aucune décision
n'ayant été prise à cette époque, il appar-
tient à la Commission pour 1893 de
Statuer.

M. Béranger, auteur de la proposition est
introduit dans la salle des délibérations et
fini de vouloir bien s'expliquer.

M. Béranger reproduit les considérations
contenues dans l'exposé des motifs ci-
contre.

M. le Général Grévy demande à l'orateur quelle est dans sa pensée
la procédure qui serait suivie au point de vue
de l'enquête sur la moralité des jeunes gens

appelés à bénéficier des dispositions de l'amendement proposé.

M^r Berenger déclare qu'il a entendu faire au Ministre de la guerre le soin de s'en éclairer par tels moyens qu'il jugera convenables. Les éléments d'appréciation lui seront fournis par les familles elles-mêmes ou par les Sociétés de patronage.

M. le Général Billot fait observer que l'intérêt pourrait peut-être se poursuivre devant le Conseil de révision, car le Ministre de la guerre n'a aucun droit à exercer sur un homme qui ne tombera dans ses attributions que le jour de son incorporation dans les rangs de l'armée.

M. Berenger rappelle qu'à une proposition de cette nature le Ministre de la guerre a opposé l'avis que le Conseil de révision n'avait pas à se préoccuper de la question de moralité.

M. Benazet fait observer que le Ministre de la guerre sera en mesure de statuer sur la demande de l'appel, après les opérations du Conseil de révision et au moment de la répartition du contingent mis à la disposition de l'administration centrale.

M. le Général Billot remercie ensuite M. Berenger qui se retire.

L'ordre du jour appelle l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier l'art. 23 de la loi du 17 juillet 1884 en ce qui concerne les obligations militaires des Etudiants en médecine et en pharmacie et présentée par M. Cornil - Voir ci-dessus -
N^o 99 - Sénat - Session 1893 - 23 mars 1893 -

N° 99

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 mars 1893.

PROPOSITION DE LOI

*Tendant à modifier l'article 23 de la loi
du 15 juillet 1889,*

PRÉSENTÉE

PAR M. CORNIL

Sénateur.

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 15 juillet 1889, les étudiants en médecine et en pharmacie ont la faculté de n'accomplir qu'une année de service à la condition d'être pourvus du diplôme de docteur, de pharmacien de 1^{re} classe ou du titre d'interne des hôpitaux à l'âge de 26 ans.

Pendant cette année de service, ils reçoivent l'instruction militaire du soldat d'infanterie.

Soit qu'ils s'engagent à 18 ans, avant de prendre leur première inscription, suivant le bénéfice de la loi du

11 juillet 1892, soit qu'ils attendent l'année de leur tirage au sort, ils sont astreints à passer sous les drapeaux une année qui est entièrement perdue au point de vue scolaire. L'obtention de leur diplôme est ainsi retardée d'au moins un an.

Ces dispositions de la loi sont à la fois préjudiciables aux études médicales et pharmaceutiques et à l'intérêt du service de l'armée.

Tout en reconnaissant l'heureuse influence morale qu'exercent sur les étudiants les habitudes de discipline militaire, il est certain qu'ils n'acquièrent actuellement, durant leur année de service, aucune des connaissances professionnelles ou administratives dont ils auront à faire preuve plus tard comme officiers du service de santé. On leur a appris pendant un an l'exercice du fusil dont ils n'auront jamais plus à se servir. Temps perdu pour l'armée et pour eux. Par contre, la période d'appel de vingt-huit jours durant laquelle ils devront se familiariser avec le détail et la réglementation du service de santé est tout à fait insuffisante.

Si, au contraire, ces jeunes gens étaient mis en sursis d'appel et accomplissaient leur année de service comme docteurs ou comme pharmaciens de 1^{re} classe, on en retirerait les avantages suivants :

1° Les études n'étant plus interrompues par l'année de service militaire, les élèves obtiendraient un an plus tôt leur diplôme de docteur ou de pharmacien de 1^{re} classe, ce qui revient à dire qu'au moment de la mobilisation on aurait une classe de plus de médecins et de pharmaciens ;

2° Les docteurs en médecine, par le fait même de leur service dans les fonctions dévolues par le règlement aux médecins aide-majors de 2^e classe, se familiariseraient avec le matériel, les règlements administratifs et la pratique journalière du service. On pourrait très utilement alors leur enseigner ce que comporte de plus essentiel l'instruction spéciale que reçoivent les stagiaires à l'école d'application du Val-de-Grâce ;

3° Enfin, ces médecins et pharmaciens concourraient très efficacement au service de garde dans les hôpitaux et aux services du temps de paix, en assurant les services extérieurs (assistance au tir à la cible, aux baignades, marches militaires, manœuvres) dans les garnisons, lesquels sont réellement en souffrance en raison de l'insuffisance numérique du cadre du corps de santé.

Il faut être bien convaincu, en effet, que le nombre des médecins militaires, insuffisant aujourd'hui en temps de paix (1), devra être quintuplé en temps de guerre; tous les docteurs et pharmaciens de 1^{re} classe valides jusqu'à l'âge de 45 ans seront alors versés dans le corps de santé.

Si le législateur a repoussé jusqu'ici le principe des sursis d'appel, c'est parce qu'il a voulu qu'au moment de la mobilisation tout Français en âge de servir ait appris son métier de soldat. La proposition de loi que nous vous présentons ne porte dans la réalité des choses aucune atteinte à l'application de ce principe. L'étudiant en médecine, par le fait seul qu'il est étudiant, se prépare au service qu'il accomplira en temps de guerre, les élèves en médecine et en pharmacie étant au moment de la mobilisation versés dans le service de santé, qui les utilise, soit comme infirmiers, soit comme médecins auxiliaires, selon le nombre de leurs inscriptions. On peut dire que du jour où il a pris sa première inscription, l'étudiant en médecine ou en pharmacie reçoit son affectation normale de guerre, qui variera parallèlement à l'avancement de ses études en temps de paix. Cette situation n'a pas d'analogue, si ce n'est pour le service vétérinaire, et l'on ne peut pas craindre que la faculté d'obtenir des sursis puisse être légitimement réclamée par d'autres professions.

(1) L'effectif des médecins et pharmaciens militaires est aujourd'hui de 1.300, dont 200 sont immobilisés en Algérie, en Tunisie, au Dahomey et au Tonkin. Le projet de loi des cadres soumis à la Chambre des Députés le porterait à 1.441, y compris les 60 stagiaires du Val-de-Grâce.

Le médecin est le seul qui soit appelé à rendre dans l'armée le même office, et l'un des plus essentiels, que dans la vie civile.

L'acceptation du projet qui vous est soumis n'entraîne aucune charge nouvelle pour le budget, puisque l'incorporation des étudiants en médecine et en pharmacie est comprise dans les prévisions annuelles.

Enfin nous avons tenu à demander que les internes continuent à jouir comme les docteurs du bénéfice de la loi. Nous appellerons ultérieurement l'attention de M. le Ministre de la Guerre sur la nécessité de prendre à leur égard des mesures spéciales lors de leur nomination au grade d'aide-major de réserve; sans cela, comme les internes arrivent au doctorat plusieurs années après ceux qui n'ont pas concouru pour cet emploi dont l'accès exige un si long et si grand travail, il en résulterait qu'ils seraient d'autant moins anciens de grade, et par conséquent d'autant moins avancés dans la hiérarchie, qu'ils posséderaient une plus grande valeur professionnelle.

Rien ne serait du reste changé aux dispositions générales de la loi du 15 juillet 1889, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention du diplôme, qui serait portée à 27 ans au lieu de 26. Sans cela un élève, ayant commencé la médecine à 20 ans, ne pourrait pas toujours concourir pour l'internat dans des conditions suffisantes de préparation, ou même terminer ses études médicales avec tout le soin nécessaire.

Nous vous demanderons d'abroger, en ce qui concerne les étudiants en médecine et en pharmacie, le bénéfice de l'article 59, qui permet de contracter un engagement volontaire et d'être renvoyé après un an de présence sous les drapeaux, la loi que nous vous proposons n'ayant pas pour objet de créer un privilège en faveur des étudiants en médecine et en pharmacie. Par une loi récente, le Parlement a bien voulu accorder aux élèves de l'École centrale de ne faire leur service qu'à la sortie de l'école, et cela dans

l'intérêt de leurs études. Celle que nous avons l'honneur de vous proposer a pour but principal l'intérêt de l'armée, qui exige que, pendant son année de présence sous les drapeaux, le médecin et le pharmacien concourent effectivement au service du temps de paix, et se préparent à leur rôle éventuel dans les formations sanitaires, où le soldat blessé trouvera les soins qu'il doit attendre de leur art au jour de la mobilisation. Nous avons la confiance que vous voudrez bien accueillir favorablement cette proposition, qui accorde les intérêts de la défense nationale et ceux des études scientifiques.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juillet 1889 :

Les dispositions de l'article 23 relatives aux étudiants aspirant au diplôme de docteur en médecine, de pharmacien de 1^{re} classe ou pourvus du titre d'interne des hôpitaux nommés aux concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, sont remplacées par les suivantes :

Art. 23 bis. — Les jeunes gens qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien de 1^{re} classe peuvent, sur leur demande, être mis en sursis d'appel jusqu'à l'obtention de leur diplôme, ou de leur nomination comme interne titulaire

des hôpitaux nommés au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, une Faculté mixte ou une École supérieure de pharmacie.

Avant l'âge de 27 ans, et dans le mois qui suivra leur réception ou leur nomination, les docteurs en médecine, pharmaciens de 1^{re} classe ou internes des hôpitaux, seront appelés sous les drapeaux et renvoyés dans leurs foyers après un an de présence; ils pourront alors être nommés médecins ou pharmaciens, aides-major de réserve, s'ils ont satisfaits aux conditions de conduite et d'instruction déterminées par le Ministre de la Guerre.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie sont versés dans le service de santé.

L'article 24, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention des diplômes, et les articles 25, 26, 27, 33, 44 et 45, mais non les dispositions de l'article 59, modifié par la loi du 11 juillet 1892, sont applicables aux jeunes gens visés par le présent article.

ART. 2.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

L'auteur de la proposition de loi est introduit dans la salle des délibérations et prie par M. le Président de vouloir bien s'expliquer. Avant de donner la parole à M. Cornil, M. le Général Billot informe ses collègues que M. Labbé exprime le regret de ne pouvoir être entendu en faveur de la proposition de M. Cornil mais il est retenu à la chambre par une indisposition.

M. Cornil reproduit les considérations contenues dans l'exposé des motifs ci. contre en insistant particulièrement sur différents points :

1^o Sur le nombre considérable de médecins et de pharmaciens civils auxquels il faudra faire appel au moment d'une mobilisation, pour atteindre au chiffre de 4000 docteurs qui correspond à peu près aux besoins, le recours aux médecins âgés de moins de 45 ans ne suffira pas.

2^o Au sentiment de l'orateur, l'année de service à laquelle sont astreints les étudiants en médecine ne profite actuellement ni à leur instruction personnelle ni à l'armée. Elle pourrait être mieux employée en vue du rôle que ces jeunes gens sont appelés à remplir. Six semaines ou deux mois d'exercices purement militaires seraient amplement suffisants pour les initier au maniement du fusil et aux marches.

Il faudrait ensuite les employer soit à l'hôpital soit au régiment dans les fonctions désignées par le règlement aux aides majors, et les familiariser ainsi avec le matériel du service de santé, et les opérations de campagne. Le système d'évacuation des malades et des blessés par les différents voies de terre, non seulement

se prépareraient aussi très utilement à leurs devoirs
mais ils rendraient, même dans le présent, de
réels services; en effet le nombre des médecins
aide-majors de l'armée est si restreint qu'à
l'heure actuelle 50 jeunes étudiants de 1^{ère} ou
2^e année, remplissent des fonctions ^{analogues} dans
les bataillons alpins où ils accomplissent
leur année de service. On conçoit quels
inconvénients présente une semblable pratique
bien qu'elle s'exerce sous la surveillance
plus ou moins immédiate d'officiers des 1^{ère} et 2^e années.
Une des conséquences heureuses de la proposition de
loi serait que l'armée recrutât un ou
plus tôt les jeunes docteurs appelés à faire
leur service m^{re} où ils seraient utilement
employés, mais non avec le grade d'aide-
major, l'auteur ne demande pas, en effet,
pour les jeunes médecins civils un privilège
que le titre de l'école de Lyon, eux-mêmes
n'obtiennent qu'après une année de stage
au Val de Grâce.

M. M. Charis, Benazet et Lezinas formulent
sous des formes diverses l'objection suivante au
système préconisé par M. Cornil: Si les
étudiants en médecine et en pharmacie obtiennent
un sursis d'appel jusqu'à l'âge de 27 ans,
ou le trouvera, en cas de mobilisation, dans
l'impossibilité d'utiliser ce nombre considérable
de jeunes gens, car ils n'auront reçu aucune
instruction militaire, pourront-ils du moins
les employer tous comme infirmiers?

au sentiment de M. Cornil cela n'est pas
douteux car si le nombre des étudiants en
médecine, s'étend pour la période de 21 à
27 ans, au chiffre d'environ 4000 et celui
des élèves en pharmacie à 500, l'effectif de

total du personnel placé sous la direction du Service de Santé militaire doit être évalué environ à 40000 unités, sinon davantage; dont environ 12 à 13000 infirmiers. Ce qui semble répondre à l'objectif, car ces étudiants forment à coup sûr des infirmiers modèles. Cela résulte d'ailleurs de la pratique actuelle: pendant les 6 premiers mois de l'année Service exigée des étudiants en médecine ils sont exercés au métier militaire proprement dit, et ensuite employés dans les hôpitaux comme infirmiers de visite, ou se montre même très disposé à leur conférer des grades dans les sections au moment où ils quittent l'armée active mais là aussi apparaît un grand inconvénient car dès qu'ils deviennent docteurs, ils quittent forcément leurs emplois dans les sections et y créent des vides.

M. Benazek et M^r Isaac seraient partisans d'un système analogue à celui qui a été adopté en Allemagne et qui consiste à incorporer les étudiants en médecine dans des corps stationnés dans les villes où il existe des facultés, puis à leur procurer toutes les facilités de nature à leur permettre de continuer leurs études médicales pendant cette année réservée M^r.

M. Gilbert Gaillard demande à M. Cornil pourquoi il a jugé nécessaire de reculer de 26 à 27 ans l'époque où est exigé le diplôme de Docteur, puisque dans le système de l'auteur de la proposition les candidats gagneraient une ou deux années d'études.

M. Cornil explique que le délai actuel a été reconnu insuffisant par l'expérience faite depuis la mise en œuvre de la loi de

11 juillet 1889, c'est ainsi que les élèves qui
passent par l'internat n'obtiennent guère
leur diplôme avant 30 ou 32 ans.

On peut donner pour certains les chiffres ci-après.

4 à 5 % d'étudiants sont docteurs avant 28 ans.

28 % " à 28 ans.

40 % " à 26 ou 27

30 % " à 27, 28, 29 ou 30 ans.

M. le général Billot désirait que la rédaction
de M. Cornil spécifiait plus nettement que
les jeunes docteurs n'accomplissent pas leur
année de service en qualité d'officiers de
1^{re} de haute ; il est en effet, indispensable
qu'ils apprennent dans le rang les principes
de la discipline, car leurs chefs hiérarchiques
eux-mêmes n'en sont pas toujours
suffisamment imbus.

M. le Président remercie ensuite M. Cornil
qui se retire.

La Commission décide que des plus amples
éclaircissements seront demandés à M. le
Ministre de la Guerre.

La séance est ensuite levée

Le Président

Le Secrétaire

N° 1762

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1891

Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1891.

PROPOSITION DE LOI

*tendant à modifier l'article 6 de la loi du 30 novembre 1875
sur l'élection des Députés,*

(Urgence déclarée.)

PRÉSENTÉE

PAR MM. LE PROVOST DE LAUNAY, [DE KERGARIOU,
PAUL DE CASSAGNAC,

Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Le service militaire, devenu obligatoire pour tous, est le premier des devoirs qui s'impose à tous les Français.

Il est indispensable que personne ne puisse profiter d'un oubli, d'une faveur ou d'une fraude, pour éviter de remplir ce devoir.

Il est inadmissible surtout qu'un citoyen qui aurait évité

de servir son pays sous les drapeaux puisse venir ensuite revendiquer l'honneur de le représenter.

C'est sous l'inspiration de ces sentiments que nous proposons la disposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique.

L'article 6 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés :

« Tout électeur est éligible, sans condition de cens, à l'âge de vingt-cinq ans accomplis, »

est ainsi complété :

« Il doit, toutefois, s'il est élu, justifier qu'il a accompli son service militaire, en temps de paix et en temps de guerre, suivant les prescriptions des lois, ou qu'il a bénéficié d'une dispense légale. »

N° 1769

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1891

Annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} décembre 1891

PROPOSITION DE LOI

relative aux conditions d'éligibilité,

(Renvoyée à la Commission de l'élection des députés.)

PRÉSENTÉE

PAR MM. ARMAND DESPRÉS, HERBECQ (Nord), GEORGES
BERGER (Seine), BUVIGNIER, DE MAHY,

Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Les difficultés qui peuvent surgir sur les droits électoraux et sur les privilèges qu'ils confèrent, sur la valeur des déclarations de candidatures à la députation ont inspiré à un certain nombre de mes collègues et à moi l'idée de proposer ces dispositions qui me paraissent conformes à l'équité.

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

Nul ne peut être inscrit sur les listes électorales s'il n'a satisfait à la loi militaire.

Art. 2.

Les étrangers nés ou élevés en France qui n'auront demandé leur naturalisation qu'après l'âge de 25 ans, devront, s'ils font une déclaration de candidature à la députation, fournir la preuve qu'ils appartiennent ou ont appartenu à la réserve de l'armée active.

N° 2402

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 10 novembre 1892.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION* CHARGÉE D'EXAMINER LES PROPOSITIONS DE LOI :

1° de MM. LE PROVOST DE LAUNAY, DE KERGARIOU et PAUL DE CASSAGNAC, *tendant à modifier l'article 6 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés;*

(Urgence déclarée.)

2° de MM. ARMAND DESPRÉS, HERBECQ, GEORGES BERGER, BUVIGNIER et DE MAHY, *relative aux conditions d'éligibilité,*

PAR M. BERTRAND,

Député.

* Cette Commission est composée de MM. Ceccaldi, *président*; Guillemet, *secrétaire*; Le Hérisse, Robert-Mitchell, Barthou, comte de Lanjuinais, Herbecq (Nord), Bertrand, Antoine Perrier (Savoie), Le Provost de Launay, Pontois.
(Voir les nos 1762-1769.)

Messieurs,

I

Aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée :

- « Tout Français doit le service militaire personnel ;
- « L'obligation du service militaire est égale pour tous ;
- « Elle a une durée de vingt-cinq années. »

Considérant comme inadmissible « qu'un citoyen qui aurait évité de servir son pays sous les drapeaux puisse venir ensuite revendiquer l'honneur de le représenter », notre honorable collègue M. Le Provost de Launay déposait, le 30 novembre 1891, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi pour laquelle il demandait et obtenait la déclaration d'urgence.

Cette proposition est ainsi conçue :

Article unique.

L'article 6 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés :

- « Tout électeur est éligible, sans conditions de cens, à l'âge de vingt-cinq ans accomplis. »

Est ainsi complété :

- « Il doit, toutefois, s'il est élu, justifier qu'il a accompli son service militaire, en temps de paix et en temps de guerre, suivant les prescriptions des lois, ou qu'il a bénéficié d'une dispense légale. »

En outre, le 1^{er} décembre 1891, un autre de nos collègues, l'honorable M. Armand Després, déposait également sur le bureau de la Chambre la proposition de loi suivante :

Article premier.

« Nul ne peut être inscrit sur les listes électorales s'il n'a satisfait à la loi militaire.

Art. 2.

« Les étrangers, nés ou élevés en France, qui n'auront demandé leur naturalisation qu'après l'âge de vingt-cinq ans, devront, s'ils font une déclaration de candidature à la députation, fournir la preuve qu'ils appartiennent ou ont appartenu à la réserve de l'armée active. »

Nommée pour examiner ces deux propositions, votre Commission en a délibéré et elle a l'honneur de vous soumettre les observations et le projet de résolution ci-après.

Il n'est pas téméraire d'affirmer que nos collègues, MM. Le Provost de Launay et Armand Després, ont obéi à la même inspiration en déposant, à un jour d'intervalle, ces deux propositions qui ont d'ailleurs un but à peu près semblable. Justement impressionnés par les circonstances tout à fait spéciales dans lesquelles se présentait une élection sur la validité de laquelle la Chambre allait être appelée à se prononcer, ils ont pensé qu'il y avait lieu de légiférer sur le champ et de modifier pour l'avenir les conditions d'éligibilité à la Chambre des Députés.

En présence de l'initiative que nos honorables collègues ont cru devoir prendre, votre Commission a tout d'abord, et d'une façon générale, estimé qu'il ne fallait pas faire une loi dite d'exception ou de circonstance.

D'un autre côté, il lui a paru difficile d'admettre qu'un Français qui, « par oubli, erreur ou fraude », n'a pas rempli ses devoirs de service militaire fût désormais inéligible à la Chambre des Députés, alors qu'il pourrait être valablement

élu, par exemple, Président de la République, Sénateur, Conseiller général, Juge consulaire, etc.

Il y aurait évidemment là une anomalie sur laquelle il paraît inutile d'insister.

En outre, en ce qui concerne spécialement la proposition de M. Després, son article premier, tel qu'il est rédigé, ne remplirait peut-être pas absolument le but poursuivi par notre collègue. En effet, « on peut être éligible sans être inscrit sur les listes électorales » (*Organisation des Pouvoirs publics*, par M. Eugène Pierre, 1889, page 434, note 154). L'auteur cite l'élection de M. Welles de La Valette, séance du Corps législatif du 19 novembre 1863, et nous pouvons y ajouter celle de M. Lafargue, séance de la Chambre des Députés du 7 décembre 1891.

D'autre part, suivant la remarque d'un de nos collègues, en rapprochant l'article 10 de la loi militaire du 15 juillet 1889 des articles 12 du décret organique du 2 février 1852, 1 et 2 du décret réglementaire du même jour, on arrive à cette conclusion que, dans certains cas, l'article premier de la proposition de M. Després ne pourrait pas recevoir son application.

Prenons, en effet, comme exemple, tous les Français nés entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 1872 : ils auront atteint l'âge de vingt ans révolus dans le cours de l'année 1892, et devront seulement être inscrits en 1893 sur les tableaux de recensement, aux termes de la loi militaire. Or, comme ils auront vingt et un ans accomplis avant le 1^{er} avril 1893, les Commissions de revision des listes électorales devront les inscrire sur les nouvelles listes du 1^{er} au 10 janvier 1893, en conformité des deux décrets précités de 1852. A ce moment, il sera tout à fait impossible de leur demander s'ils ont satisfait aux obligations militaires, qui ne s'imposeront à eux qu'au cours de cette année 1893, c'est-à-dire postérieurement au 10 janvier 1893.

En outre, dans la pratique, lors de la confection des listes électorales, ne serait-il pas très délicat et même très difficile de confier aux commissions municipales le soin

d'apprécier et de décider si un citoyen, demandant son inscription ou son maintien sur les listes, a ou non « satisfait à la loi militaire ». D'après le décret de 1852, sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques : il existe, il est vrai, un certain nombre d'incapacités électorales, mais dans des cas précis, prévus et déterminés par la loi ou à la suite de jugements devenus définitifs ; or telle ne serait pas la situation créée par la proposition de notre honorable collègue ; il est, en effet, permis de supposer que, d'après lui, c'est à l'autorité municipale que devrait être faite la justification d'avoir satisfait à la loi militaire.

Quant à l'article 2 de cette même proposition, concernant « les étrangers, nés ou élevés en France, qui n'auront demandé leur naturalisation qu'après l'âge de vingt-cinq ans », nous nous demandons, tout d'abord, si les dispositions proposées seraient bien en conformité avec les articles 1 de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité et 11 et 12 de la loi militaire du 15 juillet 1889.

En outre, ces étrangers « devront, s'ils font une déclaration de candidature à la députation, fournir la preuve qu'ils appartiennent ou ont appartenu à la réserve de l'armée active ». Votre Commission a pensé que cette prescription pourrait, dans une certaine mesure, porter atteinte à la libre manifestation du suffrage universel, et en outre aux droits de la Chambre, en vertu de l'article 10 de la loi du 16 juillet 1875, comme juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. Il lui a paru dangereux de permettre que le récépissé de déclaration, prescrit par l'article 2 de la loi du 17 juillet 1889, relatif aux candidatures multiples, puisse être, dans les conditions proposées par notre collègue, refusé à un candidat, mis dès lors dans l'impossibilité de se présenter aux suffrages des électeurs.

En conséquence, Messieurs, votre Commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de vous demander d'adopter soit la propo-

sition de M. Le Provost de Launay, soit celle de M. Armand Després.

II.

Et maintenant, est-il bon, est-il juste qu'un Français, qui n'a pas satisfait à la loi militaire, puisse être investi de fonctions publiques électives?

A cette question, la loi du 15 juillet 1889, que nous avons déjà citée et que nous citerons encore plus d'une fois, répond pour deux cas déterminés pendant le temps de guerre. Aux termes d'une disposition du paragraphe 2 de l'article 73, « le condamné pour insoumission ou désertion en temps de guerre sera, en outre privé de ses droits électoraux ». Dans son rapport, annexé au procès-verbal de la séance du 28 janvier 1887, l'honorable M. Laisant, rapporteur, appuyait cette disposition nouvelle par les considérations suivantes : « A l'article visant les insoumissions, nous proposons d'ajouter aux peines prononcées contre l'insoumis en temps de guerre la privation des droits électoraux. C'est une disposition qui n'a rien d'excessif, et que tout justifie. Un homme ne saurait rester en possession de ses droits de citoyen lorsqu'il s'est dérobé au premier de tous les devoirs du citoyen. »

D'un autre côté, aux termes de l'article 15 du décret organique du 2 février 1852, ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales « les individus condamnés à l'emprisonnement, par application des articles 38, 41, 43 et 45 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée », et par l'article 27 du même décret, « sont déclarés indignes d'être élus les individus désignés aux articles 15 et 16 de la présente loi ».

La loi du 21 mars 1832 est aujourd'hui remplacée par la loi du 15 juillet 1889. Elle avait été précédemment abrogée par la loi du 27 juillet 1872, et sous l'empire de cette loi, il avait été établi que les articles substitués au texte de 1832 étaient les articles 60, 63 et 66 de la loi de 1872, qui portent les n^{os} 69, 70 et 71 dans la loi actuelle. (*Organisation des pou-*

voirs publics, par M. Eugène Pierre, 1889, p. 468, note 214).

Quelques extraits de ces articles indiqueront la nature des cas prévus par le législateur.

» ART. 69. — Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement....., les jeunes gens appelés qui, par suite d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le conseil de revision; les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres, se font exempter ou dispenser par un conseil de revision....., les auteurs ou complices.....

« ART. 70. — Tout homme reconnu coupable de s'être rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi....., les complices.....

« ART. 71. — Les médecins militaires ou civils qui, appelés au conseil de revision, ont reçu des dons ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner même pour une exemption ou dispense justement prononcée ceux qui leur ont fait des dons ou promesses »

Mais pour les déserteurs, mais pour les insoumis en temps de paix, mais pour les omis? La loi militaire édicte bien certaines pénalités, mais elle ne contient aucune disposition au point de vue de leur éligibilité aux fonctions publiques.

Et cependant le législateur de 1889 est loin d'avoir accordé une extrême sympathie à ceux qui ne satisfont pas aux obligations résultant de la loi militaire, puisque aux termes de l'article 7, « nul n'est admis dans une administra-

tion de l'État, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi ».

Dans la séance du 20 juin 1887, à la Chambre, M. Lorois avait déposé un amendement dont la seconde partie consistait à ajouter à cet article les mots : « Ou ne peut être investi de fonctions publiques électives. » Et à cette occasion, M. Lorois s'exprimait ainsi : « S'il y a un point sur lequel nous devons être unanimes, c'est que, si nous défendons aux insoumis ou aux omis, à ceux qui, pour un motif quelconque, n'ont pas rempli leur devoir, l'accès même des plus modestes fonctions, il ne peut entrer dans la pensée de personne qu'ils puissent devenir Sénateurs ou Députés. »

Nous devons reconnaître qu'au scrutin cet amendement a été rejeté par 316 voix contre 208; toutefois, d'après la discussion qui a précédé le vote, nous estimons que la Chambre s'est, en quelque sorte, trouvée appelée à se prononcer non sur le fond de l'amendement proposé, mais sur l'opportunité d'une disposition additionnelle qui pouvait, en compliquant le débat, éloigner le vote de la loi. Et, en effet, dans les observations présentées par M. Laisant, nous trouvons le passage suivant : « On nous demande de faire ici un article de la loi sur les incompatibilités par l'extension aux fonctions électives de la disposition de l'article 7. Eh bien, la Commission se refuse à entrer dans cette voie; elle a étudié consciencieusement une loi de recrutement; elle vous demande de discuter une loi de recrutement, de consacrer des principes qui semblent bons, dont la mise en application est assurément possible, et de laisser soit aux lois spéciales à intervenir, soit aux autorités administratives, par voie de règlements d'administration publique, le soin de régler les questions qui découlent de ces principes, c'est-à-dire la mise en application de la loi elle-même. »

Aujourd'hui, Messieurs, la situation est tout autre : d'un côté, la loi militaire est votée et promulguée depuis plus de deux ans; d'un autre côté, il est peut-être permis de penser

que l'addition proposée n'était pas sans utilité et sans intérêt pratique.

Et dans ces conditions, votre Commission, à l'unanimité, a décidé de vous demander d'ajouter à cet article 7 de la loi militaire l'addition proposée en 1887 par M. Lorois.

Mais que faut-il entendre par les expressions « avoir satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement de l'armée » ? Pour quelques-uns de nos collègues, cette question paraîtra-t-elle superflue, presque puérile ? Et cependant une lettre, adressée à M. le Président de la Chambre et communiquée au Président de votre Commission, prouve qu'il est peut-être prudent de ne pas laisser subsister de doute à ce sujet et de rassurer ceux qui pourraient être inquiets par suite d'une interprétation trop rigoureuse.

C'est encore, d'ailleurs, dans la discussion de la loi militaire que nous trouvons la solution, et précisément à l'occasion de l'article 7. Répondant à une question qui lui était posée par M. Margaine, M. le Rapporteur s'est exprimé ainsi :

« M. Margaine disait : « Les réformés ont-ils satisfait aux obligations de la classe quand ils se sont présentés devant le conseil de revision et que, pour cause d'inaptitude physique, ils ont été déclarés impropres au service militaire ? »

« Je réponds : Oui ; dans la pensée de la Commission, il n'y a pas d'hésitation possible ; ils ont évidemment satisfait aux obligations de leur classe.....
« A qui pourra s'appliquer le principe ? A un très petit nombre d'individus, et je m'en félicite. Il pourra s'appliquer aux insoumis, aux omis. J'ajoute qu'il s'appliquera à une catégorie particulière d'insoumis — aux insoumis temporaires — aux hommes qui, ayant fait leur service actif et étant rappelés pour une période d'instruction, refuseraient de s'y rendre et se mettraient en état d'insoumission. Le service militaire doit, en effet, être

aussi rigoureux pour ceux qui ont à faire leurs vingt-huit jours ou leurs treize jours que pour ceux qui font leur service actif. L'armée française se composant non seulement des hommes en activité de service, mais de ceux de la réserve et de l'armée territoriale, il est indispensables que les rigueurs de la législation s'appliquent aux hommes placés dans ces deux dernières catégories tout aussi bien qu'aux hommes de l'armée active. »

A ces explications, convient-il encore d'ajouter que votre Commission n'entend pas atteindre et rendre par suite inéligibles ceux qui, après avoir été régulièrement inscrits sur les registres de l'armée, n'observent pas ensuite scrupuleusement toutes les prescriptions de la loi militaire ; ceux qui, par exemple, n'effectuent pas en temps utile et dans les conditions prescrites le dépôt ou la remise de leur livret, ne répondent pas exactement aux convocations pour les différentes périodes d'instruction, ce sont là, aux yeux de votre Commission, des questions de discipline, qui ont leur sanction dans la loi et les règlements militaires, mais qui ne rentrent en aucune façon dans le cadre de la question soumise à votre Commission.

Pour elle, il s'agit uniquement des citoyens qui, suivant l'expression de M. Le Provost de Launay, ont « évité de servir leur pays sous les drapeaux », par conséquent des omis, des insoumis, des déserteurs.

Enfin, cette loi aura-t-elle un effet rétroactif ? Non, sauf en ce qui concerne l'application de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

III

L'attention de votre Commission a été aussi appelée sur la situation des étrangers devenant Français, soit par le fait de la loi, soit par la naturalisation. Convient-il de prendre des mesures nouvelles à leur égard ? Convient-il de modifier soit les lois électorales, soit la loi sur la nationalité ?

Tant qu'un étranger n'est pas Français, il est incontestable que nous n'avons pas à nous préoccuper de lui au point de vue électoral ou au point de vue de ses devoirs militaires envers la France ; il est soumis aux lois, décrets, arrêtés, règlements, etc..., sur les conditions de séjour des étrangers en France. Mais une fois qu'il possède la qualité de Français, il a de nouveaux droits et de nouveaux devoirs qui ont d'ailleurs justement appelé l'attention du législateur.

Les devoirs sont notamment énumérés dans les articles 11 et 12 de la loi militaire du 15 juillet 1889, que nous croyons bon de transcrire ici textuellement.

« ART. 11. — Les individus déclarés Français en vertu de l'article premier de la loi du 16 décembre 1874 (1) sont portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité. Ils sont soumis au service militaire s'ils n'établissent pas leur qualité d'étranger.

« Les individus nés en France d'étrangers et résidant en France sont également portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française. Ils peuvent réclamer contre leur inscription lors de l'examen du tableau de recensement et lors de leur convocation au Conseil de revision, confor-

(1) Cette loi a été abrogée et remplacée par la loi du 26 juin 1889.

mément à l'article 16 ci-après. S'ils ne réclament pas, le tirage au sort équivaldra pour eux à la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil. S'ils se font rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice dudit article.

« Les mêmes dispositions sont applicables aux individus résidant en France et nés en pays étranger, soit d'un étranger qui depuis lors a été naturalisé Français, soit d'un Français ayant perdu la qualité de Français, mais qui l'a recouvrée ultérieurement, si ces individus étaient mineurs lorsque leurs parents ont acquis ou recouvré la nationalité française. »

« ART. 12. — les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration faite conformément aux lois, sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité.

« Les individus inscrits sur les tableaux de recensement en vertu du présent article et de l'article précédent ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge. »

Quant aux droits, l'article 3 de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité s'exprime ainsi :

« ART. 3. — L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

« Les Français qui recouvrent cette qualité, après l'avoir perdue, acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives ».

Il est bien vrai que les étrangers naturalisés Français,

vers quarante ans, par exemple, auront peu de service militaire à accomplir; qu'après quarante-cinq ans, ils n'en auront aucun! Aussi quelques membres de la Commission avaient pensé à ne pas leur accorder l'éligibilité, considérant que ces étrangers ne sauraient, dans de telles conditions, prétendre à l'honneur de diriger les affaires du pays.

Mais, d'une part, l'étranger naturalisé n'est, en principe, éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, ce qui est déjà d'une certaine importance; d'autre part, un étranger naturalisé, sans avoir, par suite de son âge, servi dans l'armée française, peut néanmoins avoir rendu ou être appelé à rendre à la France d'éminents services par son talent, sa valeur personnelle, ses connaissances spéciales, etc... Serait-il juste, serait-il même de notre intérêt de lui refuser la faculté d'être investi de fonctions publiques électives?

Toutefois, l'attention de votre Commission a été appelée sur une catégorie spéciale d'étrangers, de ceux qui, ne voulant servir ni leur pays d'origine, ni la France, viennent ou restent parmi nous pour échapper au service militaire dans leur pays, mais se gardent bien de solliciter leur naturalisation tant que leur âge les expose à un service militaire quelconque. Sont-ils tous ensuite de bons Français?

A ce sujet, on peut répondre que la naturalisation n'est pas un droit, mais une faveur en quelque sorte : en effet, la loi de juin 1889 ne dit pas « *seront naturalisés*, mais *peuvent être naturalisés* » et « après une enquête sur la moralité de l'étranger ».

Aujourd'hui, le Gouvernement, représenté par la Chancellerie, est tout-puissant en cette matière.

D'après l'article 1^{er} de la loi du 3 décembre 1849, la naturalisation ne pouvait être accordée que sur l'avis favorable du Conseil d'Etat; l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1867 exigeait seulement que le Conseil d'Etat fût entendu, mais son avis ne liait pas le Gouvernement, la loi nouvelle étant muette sur ce point, la formalité n'existe plus. (Duvergier, collection des

lois, 1889, page 238, note 2). En conséquence, par suite de la loi de juin 1889, le Gouvernement n'a plus à prendre cet avis; à lui seul incombe donc toute la responsabilité pour son application. Or la majorité de votre Commission considérerait comme regrettable que, soit par les Préfets, dans les renseignements qu'ils transmettent avec les dossiers de demandes de naturalisation, soit par la Chancellerie ensuite, il ne fût pas admis une prudente réserve quand il s'agit de ces étrangers qui n'ont voulu remplir leur devoir militaire ni dans leur pays, ni en France.

Mais, à l'exception de cette observation, la Commission n'oublie pas que la population de la France est loin d'augmenter dans les mêmes proportions que la population de certaines puissances voisines: cette situation d'infériorité ne saurait malheureusement être contestée d'une façon sérieuse. Aussi, il n'est pas dans sa pensée de risquer, par de nouvelles dispositions législatives, de diminuer le nombre de ceux qui viennent à la France et qui sollicitent leur naturalisation. Au surplus, n'y a-t-il pas lieu de considérer que la loi que nous vous proposons de voter s'appliquera également, bien entendu, à tous les étrangers devenus Français, et astreints par leur âge aux obligations de la loi militaire de 1889. En conséquence, il ne nous paraît pas qu'il y ait, pour le moment, besoin d'apporter une modification quelconque aux lois dont nous venons de parler en ce qu'elles concernent spécialement les étrangers.

IV.

Comme conclusion de ces diverses observations, votre Commission a l'honneur de vous demander, Messieurs, de bien vouloir adopter la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique.

L'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié :

« Nul n'est admis dans une administration de l'État, ou ne peut être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

N° 34

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} décembre 1892.

PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Portant modification de l'article 7 de la loi du 15 juillet
1889 sur le **recrutement de l'armée**,*

TRANSMISE PAR

M. LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

Paris, le 29 novembre 1892.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans sa séance du 28 novembre 1892, la Chambre
des Députés a adopté une proposition de loi portant modi-

(Voir les nos 1762-1769-2402, — 5^e légis]. — de la Chambre des Députés.)

fication de l'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

(Le vote a eu lieu après déclaration de l'urgence.)

Conformément aux dispositions de l'article 141 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Chambre des Députés,

Signé : C. FLOQUET.

La Chambre des Députés a adopté la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

L'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié :

« Nul n'est admis dans une administration de l'État, ou ne peut être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 novembre 1892.

Le Président,

Signé : C. FLOQUET.

Les Secrétaires,

Signé : SAINT-GERMAIN,

COMTE DE BAR,

VICOMTE C. DE VILLEBOIS-MAREUIL.

— 3^e Séance —

Séance du 10 juin 1893.

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents : M. M. Verrey, général Grévy, G^{al} Japy, Guyot, Lavaline, Maret, Isaac, Bardoux, Gilbert Jullien.
M. Berthelot s'excuse de ne pouvoir assister à la séance pour raison de santé.

M. Dupré Secrétaire adj^t donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté sans observations.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés et portant modification de l'article 7 de la loi du 1^{er} juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (adoptée par la Chambre le 28 novembre 1892 sans discussion).

M. le Président donne lecture de l'article unique qui est ainsi rédigé :

L'article 7 de la loi du 1^{er} juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié : "Nul n'est admis dans une administration de l'Etat, on ne peut être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi."

M. Isaac demande qu'il soit spécifié dans le Rapport que la disposition ci-dessus ne saurait être opposée aux habitants des Colonies, qui, en fait, ne sont pas astreints aux obligations du Service militaire — Cette réserve s'impose et ne rencontre aucune objection.

M. le Président fait observer que si le principe de la proposition de loi semble devoir rallier tous les suffrages, la rédaction adoptée par la Chambre laisse dans le vague la situation qui sera faite

à plusieurs catégories d'individus placés dans des conditions spéciales. Quid ? par exemple, des omis, des réfractaires qui se présenteront devant l'autorité militaire après l'âge de 48 ans, c'est-à-dire à une époque où ils ne peuvent plus être légalement astreints au Service M^{re}. Quid des étrangers qui ne se feront naturaliser qu'après avoir dépassé l'âge qui entraîne pour eux des obligations militaires ? Quid enfin des Amnisties ?

Si la Commission partage cet avis elle pourra procéder à la nomination du rapporteur en lui confiant en même temps la mission de s'entendre avec le Ministre de l'Intérieur et M. le garde des Sceaux, sur un texte convenable.

Cette motion ayant été adoptée, le principe de la proposition est mis aux voix et adopté à l'unanimité des membres présents.

M. Isaac est ensuite nommé Rapporteur par acclamation.

L'ordre du jour appelle ensuite l'examen de la proposition de loi de M. Beranger.

M. Bardoux se montre très favorable à la proposition de loi, l'intérêt qui s'y attache au point de vue du retournement moral des jeunes gens dont il s'agit est incontestable et d'autre part l'enquête ministérielle sur leur conduite depuis la libération offre toute garantie.

M. le Président fait observer qu'il y a lieu de connaître à cet égard l'opinion du Ministre de guerre, or soit de vive voix soit par lettre son avis parviendra à la Commission lundi prochain, dans ces conditions la

Solution est ajournée à cette époque.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi de M. Cornil.

M. le Président fait passer sous les yeux de M. M. les Commissaires tous les textes relatifs à cette question.

M. Bardoux soumet à ses collègues les termes d'un rapport de la Faculté de médecine rédigé par M. le D^r Le Fort cette haute assemblée considère la question comme présentant une extrême gravité. En effet, le corps de Santé militaire réduit à 1300 officiers de divers grades au temps de paix devra être quintuplé et porté aux environs du chiffre de 5000, en cas de mobilisation, on ne saurait donc trop se préoccuper des moyens de parer à une semblable éventualité. C'est dans cette vue que l'orateur commente et développe les arguments présentés par M. Cornil dans l'exposé des motifs de la proposition de loi. Il se résume en disant que les obligations militaires imposées aux étudiants en médecine menacent d'affaiblir le corps médical civil lui-même en interrompant pendant une année le cours des études sans profit d'ailleurs pour l'armée et au grand détriment des jeunes gens qui perdent ainsi une partie du fruit de leur travail. Il résulte, d'autre part, d'une statistique faite par les soins de la Faculté que la durée des études pour le Doctorat est plus longue qu'elle ne le croit généralement; C'est ainsi que sur 663 élèves, 61 seulement y consacrent 5 ans. 113 entre 5 et 6 ans, 142 de 6 à 7, 91 de 7 à 8 enfin, en négligeant les chiffres intermédiaires

1/6^e années des étudiants n'obtiennent leur Diplôme qu'après plus de 10 années, les derniers ne sont pas les moins laborieux, ils constituent au contraire ceux qui prennent tous leurs grades en passant par l'interne.

Malheureusement M. Cornil consent au maximum de la limite d'âge de 16 ans révolus, au lieu de 17 qu'il eût espéré obtenir.

M. le Général Gésy redoute que la voie où l'on cherche à entraîner la Commission ne conduise ensuite à réclamer la même faveur pour les Séminaristes; il y aurait lieu de faire ressortir nettement dans le rapport, si la proposition est adoptée, qu'aucune assimilation ne saurait être établie entre les deux catégories de jeunes gens.

M. le Général Billot estime qu'il est indispensable de connaître l'opinion du Ministre de la Guerre; à la vérité le Service de Santé Militaire est favorable au projet mais il n'est pas sans présenter des inconvénients au point de vue de la discipline, car ses principes salutaires s'imposent moins facilement à des hommes faits déjà pour le grade de Docteur qu'à des élèves en médecine âgés de 15 ans.

La séance est ensuite levée.

Le Président

Le Secrétaire.

(4^e Séance)Séance du Lundi 1^{er} juin 1893

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents M. le général Grévy, Haddington, Guyot-Loraine, Bovet, Leroy, général Japy, Bardoux, Gilbert Gaillard, Maret.

La séance est ouverte à 9^h 1/2 du matin.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de M. Berenger portant modification des articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement.

M. le général Billot informe ses collègues qu'il a reçu de M. le Ministre de la guerre une lettre dans laquelle il expose ses vues concernant les modifications à la loi du recrutement, demandées par M. Berenger. Le document est ainsi conçu :

« Monsieur le Président,

En réponse à la demande que vous avez bien voulu m'adresser verbalement, j'ai l'honneur de vous faire connaître mon opinion au sujet du projet de loi de M. Berenger et quelques uns de ses collègues, tendant à modifier les articles 5 et 59 de la loi du Recrutement du 15 juillet 1889.

J'ai été vivement frappé par les considérations philanthropiques très élevées développées dans l'exposé des motifs de ce projet de loi; aussi, non seulement je me rallie au principe même de la proposition de loi mais j'estime qu'il y a lieu d'étendre des dispositions analogues aux hommes visés dans le dernier paragraphe de l'article 48 de la loi du recrutement,

Il me paraît toutefois indispensable de remanier la rédaction proposée en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvera souvent le Ministre de la guerre d'apprécier les gages de repentance des condamnés après leur sortie de prison.

J'estime, en effet, que l'enquête à laquelle donne lieu la conduite de ces hommes doit être dirigée par l'autorité administrative qui aura eu les moyens de suivre le jeune homme pendant la détention et après la libération.

Par conséquent, la situation des intéressés devrait à moyen être examinée, d'abord par le Préfet du départ^t où réside le condamné. Dans le cas où d'après l'enquête le Préfet jugerait qu'une faveur doit être accordée, il adresserait au Ministre de la guerre son avis et les pièces de l'enquête; il serait possible alors, que le Ministre ait les pièces sous les yeux et sur l'avis de la plus haute autorité administrative du départ^t de l'intéressé, de statuer en toute connaissance de cause.

D'autre part, en raison du petit nombre des engagements admis pour trois ans, il importe de les réserver aux jeunes-gens indemnes de tout antécédent judiciaire; l'armée étant considérée comme une école de relèvement pour les jeunes-gens qui ont subi certaines condamnations et qui se seront amendés depuis leur sortie de prison, j'estime que la faveur ne peut servir dans les bataillons d'Afrique doit être compensée par une durée plus longue de l'engagement. En portant à cinq ans la durée de l'engagement ou outre, en outre, à ces jeunes gens l'obligation de demander

l'autorisation de s'engager à des chefs de corps qui seront peu soucieux, en raison des demandes nombreuses de la part de Jeunes-hommes dont la conduite n'a donné lieu à aucun reproche, d'introduire dans leurs régiments des éléments ayant encouru des condamnations. En outre, il y a lieu de remarquer que les engagements de trois ans ne sont reçus qu'à certaines époques de l'année tandis que ceux de cinq ans sont reçus toute l'année.

Enfin, la rédaction proposée à l'article 59 par M. Beranger et ses collègues, permettrait au Jeune Homme condamné à moins de trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs de s'engager dans un corps quelconque sans qu'il ait à justifier d'amélioration dans sa conduite; il paraît préférable de laisser à l'autorité militaire le soin de prendre une décision à ce sujet, après enquête.

Ainsi que je le disais au début de cette lettre, je crois devoir appeler votre attention sur l'intérêt qu'il y aurait à modifier les dispositions édictées par l'article 48 de la loi du 15 Juillet 1884.

Aux termes du dernier § de cet art. les Hommes qui après avoir quitté l'armée active ont encouru les condamnations spécifiées à l'article 5, doivent être affectés comme réservistes aux Bataillons d'Afrique. Il semble qu'il conviendrait de ne pas inscrire sur le livret de l'Homme une mention qui peut être considérée comme une flétrissure avant que son indignité morale ait été définitivement reconnue; il y aurait lieu d'éviter d'autre part, que des hommes ayant subi une condamnation récente et n'ayant pas donné encore des preuves de leur

repentir puissent venir accomplir leurs périodes d'instruction dans des corps de troupes autres que les bataillons d'Afrique.

Pour ces raisons, j'estime que la proposition de loi pourrait être rédigée de la façon suivante:

Article unique

Les articles 5, 48 et 59 de la loi du 1^{er} juillet 1889 sont modifiés comme il suit:

Art. 5 — Les individus reconnus coupables
 sont incorporés dans les bat^{ons} d'infanterie légère d'Afrique.
 Toutefois sur la proposition du Préfet et après enquête l'autorité militaire pourra affecter à d'autres corps ceux de ces jeunes gens dont la conduite depuis leur sortie de prison aura été reconnue satisfaisante.

Art. 48 — Les dispositions des deux derniers § seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active ont encouru les condamnations spécifiées à l'art. 5.

Cependant ces hommes ne seront affectés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, qu'au ou après leur sortie de prison et par une décision du ministre de la Guerre, rendue sur la proposition du Préfet et après enquête sur leur conduite depuis ce moment.

Les périodes d'exercices auxquelles ils pourraient être astreints au cours de cette année ne seront accomplies qu'après qu'il aura été statué sur leur affectation comme hommes de la disponibilité, de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Art. 59 — L'engagé volontaire doit 1^o, ...
 2^o, 3^o n'avoir jamais été condamné pour

vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et n'avoit subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le Ministre de la guerre après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison; la demande de l'intéressé sera transmise par le Préfet qui y joindra ses avis motivés. L'engagement ne sera reçu que pour 5 ans dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.»

Les dispositions ci-dessus, ne visant que l'armée de terre, il y aurait peut-être lieu d'examiner, s'il ne conviendrait pas de faciliter dans une certaine mesure, en les réduisant à 3 ou 4 ans par exemple, les engagements des hommes dont il s'agit dans les troupes coloniales.

Le 10 Juin 1893.

Signé : G^{al} Loizillon.

Le Général Gréy constate que le Ministre de la place au même point de vue que M. Béranger, et n'est pas fait dans le document ci-dessus, la moindre allusion aux inconvénients que présente pour l'armée les modifications proposées dans un but humanitaire.

M. Bardoux communique à ses collègues les renseignements statistiques suivants :

Le nombre total des mineurs poursuivis pour délits de toutes natures est de 32,061 (ballon l'g du compte rendu de la justice criminelle) - se

decomposant ainsi :

Mineurs de moins de 16 ans	5743
de 16 à 21 ans	29318
	<hr/> 32.061

Le nombre des mineurs poursuivis pour les 4 délits visés par la loi de recrutement, art. 59, engagés volontaires est de 13.696.

Le décomposant ainsi :

	moins de 16 ans	de 16 à 21 ans
Outrage à la pudeur	105	384
Vol	4080	8310
Escroquerie	49	403
Abus de confiance	55	310
	<hr/> 4289	<hr/> 9407

13.696.

Ces quatre délits figurent donc pour 44 % dans le nombre total des mineurs poursuivis.

Si on prend maintenant le chiffre des mineurs condamnés, pour les quels on ne peut avoir qu'un chiffre total, sans détermination de délits, on trouve : (Tableau 32 du Compt. Rendu)

	Mineurs de moins de 16 ans	de 16 à 21 ans
Condamnés à l'amende seulement	858	6,690
" à moins de 6 jours d'emprison ^{ne}	208	2176
	<hr/> 1066	<hr/> 8966
	Total = 10.032.	

L'orateur ajoute qu'un véritable intérêt social est engagé dans cette question ; il s'agit un ~~nombre~~ ^{nombre} d'hommes condamnés à des peines légères et que l'armée, cette grande école de discipline peut ramener définitivement dans la bonne voie. D'ailleurs l'enquête qui sera faite avant de leur ouvrir les portes de nos régiments est une garantie incontestable.

M. le G^{ral} Grisy déclare être très favorable aux modifications

proposés en ce qui touche les mentions portées au livret des hommes qui ont servi aux bataillons d'infanterie légère, elles entraîneront pour eux des conséquences graves et fâcheuses qu'il faut faire disparaître; Quant au contact journalier auquel nos jeunes soldats se trouveront exposés, jour et nuit dans la chambre, avec des individus ayant subi des condamnations graves soit pour vol ou attentat aux mœurs, il est déplorable et le général vote contre une semblable disposition. Lors de la discussion de la loi de recrutement les mêmes arguments ont été présentés, et même avec beaucoup de vivacité, mais sans succès. Quant aux garanties que présenteront les enquêtes elles varieront selon qu'elles seront faites dans les villes ou à la campagne.

M. Guyot-Larosière partage dans une certaine mesure les craintes du général Grévy sur la contamination morale qui pourrait résulter du contact d'hommes ayant encouru des condamnations; quant aux garanties qu'il faut attendre de l'enquête il est convaincu que celles qui seront confiées à la gendarmerie seront faites avec un soin extrême; son expérience de maire lui permet d'accueillir ce témoignage aux simples législateurs qui diffrient toujours dans de semblables circonstances, beaucoup de zèle et aussi d'incertitude.

M. Choron appuie cette dernière opinion.

M. le g^{al} Billot fait observer que la loi accorde au bout d'une année de présence dans les bat^{ons} d'Afrique ce que M. Béranger demande qu'on accorde d'emblée aux anciens condamnés qui se conduisent bien.

La discussion générale est ensuite déclarée close
et la Commission passe à la discussion des articles.

M. le Président donne lecture de la rédaction proposée par M.
Beranger pour l'art. 5 et ensuite du texte proposé
par le Ministre.

M. Cholet préfère la rédaction de M. Beranger qui laisse
au Ministre le soin de procéder à l'enquête, sur
la conduite des intendants, il se place au point de
vue de l'unité des motifs qui se compromettent.
Si l'enquête est confiée à 86 préfets.

M. Guyot-Lardim : qui dit enquête, dit Collectif de renseignements
or le Préfet seul tient tous les fils, qui aboutissent
à ces renseignements.

M. le Général Billot dit que la rédaction ministérielle a
le sérieux avantage d'obliger les Préfets qui
sans cette précaution pourraient se faire
pour d'empressement.

Le texte du Ministre est ensuite mis aux voix
et adopté⁽¹⁾.

M. le Président donne ensuite lecture du texte de l'art. 48 modifié par
le Ministre.

M. Waddington ne s'explique en aucune façon l'intérêt qui s'attache
à ces individus condamnés après leur sortie de
l'armée active où ils n'ont rien que de bons exemples,
~~c'est-à-dire~~ de plus on ne peut lui alléguer leur âge
puisqu'ils ont au moins 24 ans $\frac{1}{2}$. enfin il
s'agit de condamnations graves comprises entre 3
mois et 2 ans, l'orateur votera donc contre la
modification proposée.

Le principe est ensuite mis aux voix sauf à
modifier la rédaction qui semble insuffisante.

Le principe est adopté⁽¹⁾.

L'art. 59 modifié par le Mⁱⁿ est ensuite mis aux voix et adopté,
ainsi que l'Assemblée.

M. Bardoux est nommé rapporteur par acclamation.

Le Président.

(1) Contre M. M. Guyot, Billot, Waddington.

2 M. M. Gélis, Jallat et Waddington.

Présidence de M^r le Général Grévy.

Sont présents M^m Bardoux, Gilbert-Gaillard, Choret, Leroy, Charis, Waddington, Guyot-Lavalin, Benazet, Berthelot, Maret.

auditeurs de M.

Le D^r Labbé. M. le D^r Labbé est introduit dans la séance de la Com^m pour s'expliquer sur les dispositions de la proposition de loi de M^r Cornil.

L'orateur commente et développe les arguments suivants :

Avant la mise en œuvre de la loi du 1^{er} juillet 1884 les étudiants en médecine, grâce au volontariat, obtenaient des sursis jusqu'à l'âge de 16 ans. Aujourd'hui au contraire leurs études sont ou retardées ou interrompues.

D'autre part les étudiants incorporés ainsi à l'armée au plustard sont inutilisables dans l'armée au point de vue de la profession ^{l'audi, que} ~~la~~ ^{aucuns} "conditionnels" de cette catégorie iraient dans les divers corps de grands sursis ; Or l'insuffisance du nombre actuel des officiers de service de santé militaire se fait sentir plus vivement encore depuis les nombreuses créations qui datent de 1892 - 19 Reg^t 5^e Inf^{te} - 10 de Caserne 16 bat^{on} alpins etc...

Dans le système proposé par M. Cornil on retrouverait les avantages rappelés plus haut, en outre l'armée de service à laquelle servent actuellement les jeunes docteurs pourrait être consacrée à l'enseignement des divers spécialités de la médecine militaire, hygiène des troupes en marche, au cantonnement, au bivouac - épidémies des armées - blessures de guerre - matériel sanitaire.

fonctionnement du service en campagne - évacuation,
des blessés par route, par eau, par voie ferrée;
il est important de bien remarquer que
cette initiation ne peut s'adresser utilement
qu'à des médecins oraux dans leurs études,
cet enseignement se perd pour des
débutants.

On a parlé d'un amoindrissement de la
discipline à prévoir si les dispositions que nous
proposons étaient adoptées; elle aura moins
de prise, dit-on, sur des hommes faits, âgés
de 26 ans, pourvus du diplôme de docteurs,
que sur des jeunes gens de 21 ans;
c'est le contraire qui se produira, plus âgés
que leurs camarades de régiments, plus sérieux,
plus réfléchis, il n'y a aucun doute que de
bons exemples à attendre de nos jeunes docteurs
quand ils sont versés dans les rangs de
l'armée; d'ailleurs l'expérience des conditions
qui à 26 ans est présumée, jamais
leur attitude n'a donné lieu à aucune
plainte.

On dit aussi: « Dans le système de l'amendement
comment tirer parti, en cas de mobilisation,
des 5 ou 6 mille étudiants en médecine
de 21 à 26 ans qui n'auraient reçu aucune
instruction militaire, ils ne seraient utilisables
ni comme soldats ni comme médecins. »

La vérité est que le nombre des médecins docteurs
français sortant chaque année de nos diverses
facultés est d'environ 500, dont il faut
défalquer une moyenne de 60 docteurs M^{res}
et de 40 médecins de la marine ou des colonies,
il en reste 400 docteurs civils - soit
2000 pour cinq années. Mais le décret de 1878
a pourvu à l'utilisation des étudiants de 4^e et 5^e

année en créant les médecins auxiliaires (Kunzsch)
 Si l'on se rappelle qu'à 21 ans l'étudiant en
 médecine a déjà fait une année de médecine
 au moins, on voit qu'il ne reste plus que
 deux classes d'étudiants qui n'ont pas leur
 place marquée d'avance dans l'organisation
 de notre mobilisation, soit 800 jeunes gens
 au maximum. On admettra sans peine
 qu'ils feront d'excellents infirmiers ou brancards.

Enfin le système proposé préparera ~~des~~ de
 bons officiers de santé M^{re} de réserve, tandis
 que le système actuel est de plus défectueux.
 La période de 28 jours et de 13 jours n'est
 ni suffisante pour l'instruction des aides-
 majors.

En résumé si, à l'avenir, les études médicales
 ne sont pas interrompues, les jeunes docteurs
 obtiendront leur diplôme une année plutôt
 et l'armée y gagnera une classe, c'est-à-dire
 400 aides-majors de plus.

Cette dernière considération fait que l'orateur
 n'hésite pas à accepter la fixation à
 26 ans de la limite d'âge pour l'obtention
 du diplôme de docteur ou d'interne; interroge
 sur ce point par M. Bardoux il
 déclare repousser même l'âge de 27 ans
 car il se préoccupe de l'intérêt de l'armée
 autant que de celui des étudiants laborieux.

Après ces explications M. le D^r Labbé se retire

L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport
 de M. Bardoux sur la proposition de
 loi de M. Béranger portant modifi-
 cation aux articles 5 et 59 de la
 loi du recrutement.

M. Bardsax donne lecture de son rapport. (Voir ci-contre)

M. Cholet pense que si la loi n'autorise que pour 5 ans les engagements contractés par les jeunes gens qui ont des antécédents judiciaires, ils préféreraient ne pas bénéficier d'une faveur aussi onéreuse en s'engageant dans les bataillons d'Afrique.

M. Waddington exprime le regret qu'une disposition spéciale de la loi n'ait pas été introduite dans le texte pour autoriser ces jeunes gens à contracter des engagements dans les troupes de l'armée coloniale dont le recrutement préoccupe en ce moment les deux chambres.

M. Gilbert Gaillard fait observer qu'aux termes des modifications introduites, sur la demande du Ministre de la guerre, dans les dispositions de l'article 48 de la loi de recrutement les hommes qui après avoir quitté le service actif auront encouru une des condamnations prévues à l'article 5, pourront néanmoins n'être pas affectés aux bataillons d'Afrique et par suite accomplir leurs périodes d'instruction comme réservistes ou territoriaux dans des compagnies spéciales, ou au mot bénéficier d'une mesure de faveur si l'enquête faite sur leur conduite après leur sortie de prison est favorable, or ces individus sont moins intéressants que les jeunes gens qui par suite de condamnations antérieures à l'époque de l'incorporation subie ont été versés dans les bataillons d'Afrique et y ont accompli leurs trois années de service, Cependant ces derniers ne sont pas assimilés aux précédents et servent d'office affectés à des compagnies spéciales. Il semble que la

N° 228

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 juin 1893.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹ chargée d'examiner
le proposition de loi de MM. BÉRENGER, Jules SIMON,
Léopold THÉZARD, Eugène GOUIN, tendant à modifier les
articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889, sur le
recrutement de l'armée,*

PAR M. BARDOUX

Sénateur.

MESSIEURS,

§ 1^{er}

La proposition de loi dont a été saisie votre Commission
de l'armée, par un renvoi du Sénat en date du 1^{er} juillet
1892, porte sur deux points : l'incorporation dans l'armée
et l'engagement volontaire *de la Comm. ayant, qu'on dit, justifié*

Aux termes de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1889,

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT,
Président; Général GRÉVY, BERTHELOT, Vice-Présidents; SÉBLINE,
Gilbert GAILLARD, Secrétaires; TÉZENAS, BARDOUX, DE VERNINAC,
MARET, BENAZET, LEVREY, CLARIS, CHOVET, Général JAPY, ISAAC,
GUYOT-LAVALINE, Marquis DE CARNÉ, Richard WADDINGTON.

M. Édouard DUPRÉ, Secrétaire-adjoint.

(Voir Sénat, n° 184, session ordinaire 1892.)

sur le recrutement, sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique : 1° les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal; 2° ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins, pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance, ou attentat aux mœurs, prévus par l'article 334 du Code pénal; 3° ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent.

Aux termes du même article, ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveront retenus, pour ces mêmes faits, dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans lesdits bataillons à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

Cet article 5 contient enfin une dernière disposition sur laquelle nous appelons l'attention du Sénat. Cette disposition est ainsi conçue : « Après un séjour d'une année dans ces bataillons, les hommes désignés au présent article, qui seraient l'objet de rapports favorables de leurs chefs, pourront être envoyés dans d'autres corps par le Ministre de la Guerre. »

L'application de cet article 5 a révélé de graves inconvénients en ce qui touche une catégorie assez nombreuse de jeunes gens qui, bien que s'étant rendus coupables de fautes justement punies, se sont cependant acquis des droits réels à l'intérêt grâce à leurs efforts courageux pour se relever par la bonne conduite et le travail.

Il est incontestable que les lois antérieures sur le recrutement, la loi Gouvion-Saint-Cyr comme celle votée sous la monarchie de Juillet, et même la loi de 1872, sauf les cas d'exclusion de l'armée attachés à certaines condamnations de nature particulièrement grave, ne contenaient à l'égard de ces jeunes gens aucune disposition spéciale. Ils étaient admis à servir dans les conditions ordinaires. C'était au

pouvoir disciplinaire des chefs qu'il appartenait de corriger ce que la législation avait de trop absolu. Les individus suspects étaient surveillés et, à la moindre faute, envoyés soit dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, soit même dans les compagnies disciplinaires. Pour les autres, qui s'appliquaient à racheter leur faute par leur bonne conduite, l'œuvre toujours si fragile de leur relèvement moral n'était pas interrompue.

C'est cet état de choses que la loi de 1889 a modifié.

Non pas (et ce détail n'est pas à négliger) que le Gouvernement eût songé à une modification; si l'on se reporte aux débats des deux Chambres, on remarque que c'est à l'initiative parlementaire que cette modification est due. Le motif invoqué, et nous y reviendrons pour le combattre, était que, du moment que l'armée comprenait toute la nation, il fallait soustraire la masse des conscrits honnêtes au contact d'éléments qui pourraient les souiller. C'est pour ce motif, et uniquement pour ce motif, que les condamnés énumérés dans l'article 5 ont été envoyés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, sans tenir compte des circonstances et de leur bonne conduite après leur peine subie.

Les auteurs de la proposition de loi demandent que les individus reconnus coupables ne soient incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique que sauf décision contraire du Ministre de la Guerre, rendue après enquête sur leur conduite depuis leur libération de l'emprisonnement. é/

La majorité de votre Commission s'est montrée favorable à cette première partie de la proposition. Les arguments qui nous ont déterminés ont déjà été donnés dans les discussions qui se sont élevées à diverses reprises dans le Parlement. Nous ne pouvons que les résumer.

X En fait, après avoir consulté la statistique du Ministère de la Justice, on s'aperçoit que s'il a été permis d'affirmer, dans les débats relatifs à la loi sur le recrutement de l'armée, que les bataillons d'Afrique ne pouvaient être confon-

X
4
dus avec les compagnies de discipline, aujourd'hui, ils ne seront bientôt plus que des bataillons de condamnés. Une question de justice et de préservation sociale, encore plus que d'humanité, se soulève donc en faveur des jeunes gens qui, avant l'âge du service militaire, ont eu le malheur d'avoir encouru dans leur vie une condamnation. Si cette condamnation a été grave, ou s'il y a eu récidive, ils méritent généralement peu d'intérêt; mais si elle a été peu importante et unique, on ne peut oublier qu'ils n'ont pas atteint vingt et un ans, que leur faute a pu être occasionnée par la légèreté ou l'entraînement, qu'elle a d'ailleurs pu être rachetée depuis par la bonne conduite, et que ces jeunes gens ne méritent pas d'être traités, par conséquent, comme des criminels dangereux et endurcis. Le fait de servir dans des bataillons de condamnés expose ces jeunes gens à se voir fatalement ramenés aux conditions les plus propres à les rejeter dans le désordre. Il les soumet, sur la présomption d'une indignité morale, dont leur conduite, depuis l'expiation de leur peine, a pu les relever, au danger des contacts déshonorants et corrupteurs.

Il ne faut pas croire que ces situations soient accidentelles. Il résulte des chiffres communiqués à votre Rapporteur, et qui sont tirés du tableau 29 du compte rendu de la justice criminelle, que le nombre total des mineurs *poursuivis* pour délits de toute nature est de 32.061, se décomposant ainsi : moins de seize ans, 6.743, et de seize à vingt et un ans, 25.318.

Le nombre des mineurs *poursuivis* pour les quatre délits visés par la loi du recrutement (art. 59) est de 13.696, se décomposait ainsi :

	Moins de 16 ans.	De 16 à 21 ans.
Outrage à la pudeur	105	384
Vol	4.080	8.310
Escroquerie	49	403
Abus de confiance	55	310
	<u>4.289</u>	<u>9.207</u>

Ces quatre délits figurent donc pour 44 0/0 dans le nombre total des mineurs poursuivis.

Si l'on prend maintenant le chiffre des mineurs condamnés pour lesquels on ne peut avoir qu'un chiffre total sans détermination de délits, on trouve (tableau 32 du compte rendu :

	Moins de 16 ans.	De 16 à 21 ans.
Condamnés à l'amende seulement.	858	6 690
Condamnés à moins de six jours d'emprisonnement	208	2.276
	<u>1.066</u>	<u>8.966</u>
Total.	<u>10.032</u>	

Si, ce qui est probable, la proportion des condamnés pour les quatre délits, par rapport au nombre total des condamnations, est à peu près la même que pour les inculpés, c'est-à-dire 44 0/0, il y aurait de ce chef 4.400 mineurs auxquels chaque année la disposition que nous vous proposons d'adopter pourrait être appliquée.

Ce nombre serait, nous le pensons, plus que doublé, si, aux peines inférieures à six jours d'emprisonnement, on pouvait ajouter celles de six jours à trois mois.

Sans doute, après une année ces condamnés, incorporés aux bataillons d'Afrique, peuvent, aux termes de la loi actuelle, être envoyés dans d'autres corps. Mais pourquoi attendre une année, si l'on peut au moment même de l'incorporation constater leur bonne conduite? La crainte des contacts dangereux de ces condamnés, vis-à-vis des autres conscrits, est-elle un argument suffisant pour devenir un obstacle?

Du reste, toutes les précautions ont été prises par votre Commission, d'accord avec M. le Ministre de la Guerre, qui donne son adhésion au projet. M. le Ministre a fait observer qu'en effet il se trouverait souvent dans l'impossibilité

d'apprécier les gages de repentir des condamnés après leur sortie de prison. Nous estimons donc avec lui que l'enquête à laquelle donnera lieu la conduite de ces hommes devra être dirigée par l'autorité administrative qui possédera, plus que l'autorité militaire, les moyens de suivre le jeune homme pendant sa détention et après sa sortie de prison. La situation des intéressés devra donc être examinée d'abord par le Préfet du département où réside le condamné et sur sa demande. Dans le cas où, d'après l'enquête, le Préfet jugerait qu'une faveur doit être accordée, il adresserait au Ministre de la Guerre son avis et les pièces de l'enquête ; il serait possible alors au Ministre, avec les pièces sous les yeux et sur l'avis de la plus haute autorité administrative du département auquel appartient l'intéressé, de statuer en toute connaissance de cause.

D'accord avec M. le Ministre de la Guerre, nous rédigerions ainsi la première partie de la proposition de loi :

« Toutefois, sur la proposition du Préfet, et après enquête, l'autorité militaire pourra affecter à d'autres corps ceux de ces jeunes gens dont la conduite, depuis leur sortie de prison, aura été reconnue satisfaisante. »

Nous rencontrons une dernière objection tirée du correctif que l'article 5 de la loi sur le recrutement a apporté à ses rigueurs. On dit que, d'après cet article, après un séjour d'une année dans un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, les hommes qui seraient l'objet de rapports favorables pourront être envoyés dans d'autres corps par le Ministre de la Guerre.

Nous répondons que les chefs de corps n'usent pas souvent de la faculté qui leur est ainsi donnée ; dans tous les cas, le séjour dans le bataillon spécial, ne fût-il habituellement que d'une année, n'est-il pas suffisant pour présenter la plupart des dangers que nous voulons éviter ? Pourquoi ne pas obéir immédiatement au besoin de sauver un enfant déjà à moitié réhabilité ?

§ II

Nous avons en second lieu à examiner la question d'engagement volontaire.

Dans l'état de la législation actuelle, le jeune soldat qui se présente au recrutement avec sa classe n'est incorporé dans les bataillons d'Afrique que lorsqu'il a subi plus de trois mois d'emprisonnement ou deux condamnations, quelle qu'en soit la durée, pour les cinq délits spécifiés par la loi.

En conséquence, si la peine subie a été moindre, il est versé dans les régiments ordinaires. Veut-il devancer l'appel et s'engager, les conditions sont toutes différentes; n'eût-il été condamné qu'à vingt-quatre heures de prison, même à une simple amende, son engagement n'est reçu que pour les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

L'article 59 est en effet ainsi conçu :

« Tout Français ou naturalisé Français, comme il est dit aux articles 11 et 12 de la présente loi, ainsi que les jeunes gens qui doivent être inscrits sur les tableaux de recensement ou qui sont autorisés par les lois à servir dans l'armée française, et les jeunes gens nés en pays étrangers d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, peuvent être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée active, aux conditions suivantes : L'engagé volontaire doit : ... 3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique. »

On fait observer avec raison que cette différence avait une raison d'être dans les législations antérieures. Avec le service restreint et le régime du remplacement, c'était un moyen efficace d'éliminer de l'armée des éléments qu'on

jugeait préférable de n'y point introduire. Cette raison a-t-elle aujourd'hui sa raison d'être ?

La discipline militaire serait le salut pour le jeune homme dont nous venons de parler ; il serait facile sous le drapeau de l'arracher aux chutes qui le menacent. Ayant le sentiment de la faute commise et la volonté de la faire oublier par sa bonne conduite, il deviendrait un excellent soldat. On pourrait citer de nombreux exemples. Or, l'engagement militaire, ce moyen d'éducation généralement si efficace pour tous ceux en qui n'est pas éteint le sentiment de l'honneur, est devenu aujourd'hui presque impossible.

Les auteurs de la proposition affirment cependant, sans être démentis, que l'engagement volontaire est admis pour les jeunes gens que la justice s'est bornée à envoyer, après constatation de leur absence de discernement, dans les maisons de correction ; l'autorité militaire les considère, avec raison, malgré leur séjour dans un pénitencier, comme acquittés. La faveur très légitime de ce traitement ne fait que mieux ressortir la rigueur inexplicable de l'autre.

Les conditions (de service) pour les engagés devraient être les mêmes que celles fixées pour les appelés.

Toutefois, en raison du petit nombre des engagements admis pour trois ans, engagements qui sont/de cinq par régiment d'infanterie, il importe de les réserver aux jeunes gens indemnes de tout antécédent judiciaire. L'armée, suivant l'expression contenue dans la lettre écrite par M. le Ministre de la Guerre à votre Commission, l'armée étant considérée comme une école de relèvement pour les jeunes gens qui ont subi certaines condamnations et qui se seront amendés depuis leur sortie de prison, la faveur de ne pas servir dans les bataillons d'Afrique doit être compensée par une durée plus longue de l'engagement. En portant à cinq ans la durée de l'engagement, on évite, en outre, à ces jeunes gens l'obligation de demander l'autorisation de s'engager à des chefs de corps qui seront peu soucieux, en raison des demandes nombreuses de conscrits dont la

conduite n'a donné lieu à aucun reproche, d'introduire dans leurs régiments des éléments ayant encouru des condamnations.

En outre, il y a lieu de remarquer que les engagements de trois ans ne sont reçus qu'à certaines époques de l'année, tandis que ceux de cinq ans sont reçus toute l'année.

Enfin, la rédaction proposée à l'article 59 par M. Béranger et les cosignataires de la proposition, si elle n'était pas rectifiée, permettrait au jeune homme, condamné à moins de trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, de s'engager dans un corps quelconque, sans qu'il ait à justifier l'amélioration de sa conduite. Il paraît préférable de laisser à l'autorité militaire le soin de prendre une décision à ce sujet après enquête.

Votre Commission estime dès lors que la rédaction de l'article 59 devrait être ainsi modifiée :

« L'engagé volontaire doit : ... 3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le Ministre de la Guerre, après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison. La demande de l'intéressé sera transmise par le Préfet qui y joindra son avis motivé. L'engagement ne sera alors reçu que pour cinq ans dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

§ III

M. le Ministre de la Guerre a signalé, dans la proposition de loi, une lacune qu'il nous propose de combler.

L'article 48 prévoit deux cas : Les hommes désignés

dans l'article 5 comme devant être incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, et qui n'auront point été jugés dignes d'être envoyés dans d'autres corps au moment où ils passeront dans la réserve seront, lors de leur passage dans la réserve, affectés à ces mêmes corps. En temps de paix, ils accompliront leur période d'exercice dans des compagnies spécialement désignées à cet effet.

Tel est le premier cas prévu par l'article 48.

Ainsi le service militaire est terminé : nous supposons que le jeune soldat est parti du bataillon d'Afrique avec un certificat de repentir ; il rentre dans son pays et trouve à se placer. Sa conduite continue à être bonne et il en a fini avec les conséquences de la condamnation expiée. Mais arrive le moment où il devra faire les vingt-huit jours imposés au réserviste. Dans quelle condition va-t-il les faire ? En temps de paix, il accomplira ses périodes d'exercice dans des compagnies spécialement désignées à cet effet. La faute, peut-être ignorée, deviendra publique.

Mention du corps d'affectation est portée sur le livret individuel.

Le voilà devenu homme : il est dans l'armée territoriale ; il s'est établi, marié peut-être. Là encore, il retrouvera cette honte chaque fois qu'il fera ses treize jours de service.

Ce sont là des sévérités bien grandes, funestes à celui qui cherche sincèrement à se relever.

Convient-il de laisser inscrite sur le livret de l'homme une mention qui serait considérée comme une flétrissure définitive, alors que l'indignité morale a cessé ?

Le Ministre de la Guerre et la majorité de la Commission n'ont pas voulu modifier la législation.

Mais il est un second cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 48. Il prévoit le cas où un soldat ayant quitté l'armée active a encouru une des condamnations spécifiées à l'article 5. M. le Ministre de la Guerre sur ce point a innové et nous l'avons suivi. Lorsque les hommes

désignés dans l'article 5 comme devant être incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique passeront dans la réserve, ils resteront en disponibilité un an après leur sortie de prison, afin qu'on puisse apprécier durant cette année leur conduite : Si elle a été bonne et si l'enquête faite par le Préfet et transmise à l'autorité militaire est concluante, le Ministre de la Guerre pourra ne pas les affecter comme réservistes aux bataillons d'Afrique ou aux compagnies spéciales.

Quant aux périodes d'exercice auxquelles ils pourraient être astreints au cours de l'année qui suit la sortie de prison, ils ne les accompliront qu'après qu'il aura été statué, par la décision du Ministre de la Guerre sus-visée, sur leur affectation comme hommes disponibles de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale. C'est une innovation à laquelle nous donnons notre adhésion.

En résumé, les dispositions que votre Commission et le Gouvernement vous proposent d'accepter seront en harmonie avec tous les efforts faits par la législation civile pour détourner de la récidive le condamné, et en particulier le jeune homme susceptible d'être relevé d'une déchéance morale. En France et hors de France, les lois sont combinées actuellement pour essayer de séparer les condamnés en qui peuvent subsister encore de bons sentiments, des éléments mauvais qui l'ont perdu. Nous vous rappelons la loi de 1875 sur le régime cellulaire, la loi sur la libération conditionnelle, celle de 1891, appelée la loi Bérenger, qui permet au juge, après avoir prononcé la peine, de dispenser l'individu de subir le contact de la prison; nous vous rappelons enfin les développements des Sociétés de patronage. Il y a un grand intérêt d'humanité et un grand intérêt social à chercher à détourner un jeune homme de toutes les causes de la récidive.

Toutes les dispositions ci-dessus ne visent que l'armée de terre; sans doute, il y aurait lieu d'examiner s'il ne conviendrait pas de faciliter aussi les engagements des

hommes dont il s'agit dans les troupes coloniales ; mais nous avons pensé que pour opérer un progrès moral, comme celui qui est l'objet de la proposition que nous avons examiné, il ne fallait pas la compliquer.

En conséquence, la majorité de la Commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 5. — Les individus reconnus coupables..... sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Toutefois, sur la proposition du Préfet, et après enquête, l'autorité militaire pourra affecter à d'autres corps ceux de ces jeunes gens dont la conduite depuis leur sortie de prison aura été reconnue satisfaisante.

Art. 48. — Les dispositions des deux derniers paragraphes seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées à l'article 5.

Toutefois ces derniers ne seront affectés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique qu'un an après leur sortie de prison, et par une décision du Ministre de la

Guerre, rendue sur la proposition du Préfet, et après enquête sur leur conduite depuis ce moment.

Les périodes d'exercice auxquelles ils pourraient être astreints au cours de l'année qui suit leur sortie de prison ne seront accomplies qu'après qu'il aura été statué sur leur affectation de la disponibilité de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Art. 59. — L'engagé volontaire doit : 1°, 2°, 3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le Ministre de la Guerre, après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison. La demande de l'intéressé sera transmise par le Préfet, qui y joindra son avis motivé. L'engagement ne sera reçu que pour cinq ans dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Commission ferait une œuvre de justice en ne les traitant pas plus durement que les hommes condamnés après avoir guillotiné le bon.

M. Bardoux réplique en faisant observer qu'aux termes de l'article 48 ne sont affectés comme réservistes aux bataillons d'Afrique que les anciens soldats de ces corps qui après les trois années de présence sous le drapeau n'ont pas été jugés dignes d'être envoyés dans d'autres corps; l'autorité militaire a donc en trois années pour apprécier leurs efforts de retour dans la bonne voie.

M. Gilbert Gaillard maintient que sans avoir été des soldats modèles ils peuvent néanmoins offrir de grands chances de rétablissement et ce n'est pas à ce point de vue que se place le chef militaire quand ils proposent leur le sort de ces hommes.

M. Waddington estime qu'il y aurait lieu de savoir dans quelle proportion se fait le départ des individus en question lors de l'envoi dans la réserve.

M. Bardoux déclare être tout disposé à compléter l'examen de ses renseignements auprès de l'administration de la guerre.

M. Benazet se demande s'il ne serait pas possible de faire disparaître du livre des hommes versés dans les bataillons d'Afrique la mention de leur passage dans ce corps, mention qui équivaut à celle de leur condamnation et leur ferme toutes les portes même lorsqu'ils ont racheté une faute de première jeunesse par une

Conduite exemplaire. Il prend l'hypothèse suivant
 son mineur de 16 ans est condamné, de
 17 à 21 ans, la conduite ne donne lieu
 à aucun reproche, il est conformément à
 l'article 5 incorporé néanmoins aux bataillons
 d'Afrique, mais après une année de présence
 il est versé dans un régiment ordinaire,
 et en sort avec un certificat de bonne conduite
 il est permis de dire que cet homme a
 fait oublier sa faute, néanmoins à la
 première impulsion de son esprit mentionnant
 qu'il a servi aux bataillons d'Afrique
 il ne trouve point de place à se
 plaindre lui-même.

Un échange d'observations s'établit sur ce point
 mais aucune solution pratique n'apparaît.
 car le projet ne saurait contenir aucune lacune
 dans l'indication des différents motifs du
 soldat pendant la présence sous les drapeaux.

Le Rapport de M. Bardoux est ensuite adopté
 ainsi que le texte de la proposition de loi avec
 la rédaction proposée par M. le Ministre
 de la Guerre.

Il est ensuite décidé que M. le Ministre ne
 peut de donner son avis sur la proposition de loi de M. Cornil.

La séance est ensuite levée.

Le Pré. Président.

Le Secrétaire.

Cabinet
du Ministre.

Paris, le 27 Juin 1893.

Monsieur le Vice-Président,

Par lettre du 23 Juin dernier, vous avez bien voulu me faire connaître que la Commission Sénatoriale de l'Armée l'aîné d'une proposition de loi de M. Cornil, tendant à modifier l'article 23 de la Loi du 15 juillet 1889, avait émis le vœu d'avoir mon sentiment sur cette question avant d'arrêter ses résolutions.

Je m'empresse de déférer à ce vœu et de vous indiquer les observations auxquelles donne lieu, de ma part, l'examen du projet de Loi dont il s'agit.

Un 1^{er} argument invoqué en faveur du projet est que la Loi de 1889, en imposant aux étudiants en médecine et en pharmacie d'accomplir une année de service, fait perdre entièrement cette année au point de vue scolaire et retarde d'un an l'obtention du diplôme.

Il y a lieu de remarquer qu'il en est absolument de même pour tous les jeunes gens visés dans l'article 23 depuis les docteurs en droit jusqu'aux élèves ecclésiastiques

Monsieur le Général Grévy, Sénateur
Vice-Président de la Commission de l'Armée.

D'autre part la loi de 1889 fixe à 26 ans l'âge limite auquel le diplôme doit être obtenu pour justifier de l'exemption de 2 années de Services; le projet de loi dont il s'agit propose de porter cette limite à 27 ans pour les étudiants en médecine et en pharmacie, de sorte que, alors que M. Cornil dans l'exposé des motifs se défend de vouloir créer un privilège en faveur de ces étudiants, il atteint le but opposé en leur accordant pour 1^{re} faveur de ne pas interrompre leurs études par le Service militaire et pour 2^e faveur de gagner une année de plus que les autres catégories de l'article 23 pour l'obtention du diplôme.

En outre, il semble que l'on pourrait craindre qu'à ces deux privilèges ne vienne bientôt s'en ajouter un troisième; l'accomplissement de l'année de Service en qualité d'aide-major de réserve. Cette disposition n'existe pas dans le projet, il est vrai; mais il est très-probable qu'elle pourra être produite, soit au cours de la discussion soit plus tard. Il serait bien difficile, en effet, de refuser à des Docteurs en médecine et à des pharmaciens de 1^{re} classe, à un âge où sous le régime actuel, ils jouissent du grade d'aide-major de réserve,

D'accomplir

leur année de service avec ce grade, alors qu'une faveur
analogue aurait été accordée aux élèves de certaines écoles.
En laissant de côté pour l'instant l'insuffisance de
préparation militaire de ces jeunes gens, je signale que cette
disposition nécessiterait une dépense annuelle de plus de 1.800.000 f.

Si ces dépenses et ces privilèges avaient pour but
principal l'intérêt de l'armée, je pourrais peut-être, me
rallier à la proposition; mais j'appelle votre attention sur
ce point important, c'est que le projet de loi de M. Comil-
la, pour conséquence, de retarder l'incorporation de toute une
catégorie de jeunes gens visés à l'art. 23, alors que la loi
du 15 juillet 1889 a pour but de faire passer le plus tôt
possible le plus grand nombre d'hommes sous les drapeaux;
en cas de mobilisation les étudiants en médecine et en
pharmacie âgés de 21 à 24 ans seraient appelés sans avoir
reçu, un seul jour, l'instruction militaire; est-il admissible
de laisser ainsi sans préparation plusieurs classes de jeunes
gens qui seraient difficilement utilisables? Même dans les
sections d'infirmiers où ils devraient servir, il est
indispensable d'avoir certaines notions de discipline
générale, d'habitudes militaires, qui rendent ces sections
maniables dans les marches, les cantonnements et au
combat.

Il me paraît

Il me paraît donc nuisible aux intérêts de l'armée
de laisser ainsi jusqu'à 24 ans, sans être incorporée,
toute une catégorie de jeunes gens, alors qu'il est au
contraire indispensable de donner l'instruction militaire
le plus tôt possible.

Celles sont les observations que je crois devoir
formuler sur cette question: en résumé je suis
absolument opposé au projet de loi de M. Cornil,
non-seulement parce qu'il tend à faire reconnaître
à une catégorie de jeunes gens un privilège contraire
à l'esprit de nos institutions militaires, mais surtout
parce qu'il laisse en dehors de toute instruction militaire
plusieurs classes de ces jeunes gens qui ne pourraient
ainsi rendre, en cas de mobilisation, tous les services
que l'on est en droit d'attendre d'eux.

Agreez, Monsieur le Vice-Président,
les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de la Guerre.

Gal
G. Lorgey

Association Générale des Etudiants

reconnue d'utilité publique par décret du 25 Juin 1891

41, et 43, Rue des Ecoles

Paris, le 19 Juin 1893.

Le Comité

à M.

A Monsieur le Général Billot, Sénateur,
Président De la Commission de l'Armée.

Monsieur le Président,

Au moment où le Sénat va être appelé à examiner les modifications proposées à la loi militaire, l'Association des Etudiants prend la liberté d'exprimer à la Commission de l'Armée les vœux des Etudiants en Médecine, relatifs au projet de Monsieur le Sénateur Cornil,

Avant tout, permettez nous d'affirmer que nous ne sollicitons pas une faveur et que nous voulons

comme Vous les Français servir le pays. - Outre le
temps de service, que nous lui devons Vous, nous serions
heureux d'utiliser pour sa Défense les connaissances que nous
avons pu acquérir durant nos études. - Nous Demandons
que par une conciliation des obligations du citoyen et
de celles de l'étudiant, on nous rende les unes et
les autres plus faciles à remplir. - Légèrement modifiée,
et sans que le principe égalitaire qui la Domine
soit aucunement atteint, ces Difficultés peuvent disparaître.

Le projet présenté par Monsieur le Sénateur Cornil
semble répondre à ce double but; d'une part utiliser
au mieux des intérêts de l'armée les aptitudes
spéciales des étudiants en médecine, d'autre part
sauvegarder les études médicales. - Aussi voulons-nous
apporter respectueusement les vœux des étudiants en
faveur de ce projet.

Il y va de l'avenir des ~~études~~ supérieures
et nous nous adresser à vous, si nous
ne considérons au Dessus de nos intérêts personnels
l'intérêt même de la science et de la défense de
la Patrie.

Association Générale des Etudiants

reconnue d'utilité publique par décret du 25 Juin 1891

41 et 43, Rue des Ecoles

Paris, le

189

Le Comité

à M

Il est il pas à craindre que les exigences de la loi militaire ne peuplent la France de médecins trop jeunes, inexpérimentés, n'ayant pas au moment de leurs débuts la pratique nécessaire? Il arrivera fatalement que le niveau des études de médecine s'abaissera, dans le pays où nous sommes à juste titre si fiers de notre excellence en matière de science médicale.

Nous osons espérer que vous accueillerez nos vœux avec bienveillance. Veuillez du moins être persuadé que nous prétendons agir moins pour notre bien que pour celui du pays; que nous considérons uniquement son intérêt supérieur au nôtre et qu'enfin si nous demandons de le servir

à notre heure, c'est pour être plus libres de
travailler fructueusement pour eux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de notre plus profond respect,

Gaston Laurant
président du comité.



PRÉSIDENT:
Dr PORSON
2, Place St. Pierre
NANTES

Union des Syndicats Médicaux
de France

Siège Social: 23, rue de Dunkerque, Paris.

Paris le 1^{er} juin 1893

à Messieurs les Sénateurs, Membres de la
Commission de l'armée,
Messieurs les Sénateurs,

Le Bureau de l'Union des Syndicats médicaux de France, dans sa dernière réunion, s'est occupé sur la demande de plusieurs Syndicats médicaux de province, de la situation faite aux étudiants en médecine, au point de vue du service militaire, par la loi du 15 juillet 1889.

Dans l'étude de cette importante question, nous nous sommes préoccupés de mettre d'abord le bien du pays avec les intérêts que nous avons la mission de sauvegarder, et nous avons apporté nos soins à écarter toute proposition ne remplissant pas ce double but.

Aux termes de la loi en vigueur, les étudiants en médecine ont la faculté de n'accomplir qu'une année de service, à la condition d'être pourvus du diplôme de Docteur ou du titre d'interné des Hôpitaux, à l'âge de 25 ans.

Pendant cette année de service, ils suivront l'instruction militaire du soldat d'infanterie.

Ces dispositions de la loi portent un préjudice considérable aux études médicales en même temps qu'aux intérêts de l'armée; en effet, l'étudiant obligé de suspendre

ses études soit avant sa première inscription, soit plus tard, perd complètement cette année sans aucune espèce d'utilité ni pour lui, ni pour le service de santé militaire dont il devra un jour faire partie.

Au régiment, il reçoit l'instruction du combattant alors qu'en temps de guerre il n'aura pas le droit de porter les armes; anomalie étrange, puisque la loi prévoit qu'il sera incorporé dans le service de santé, et que, d'autre part, il se trouvera neutralisé par la Convention de Genève.

Le système actuel ne permet pas davantage à l'étudiant de recevoir l'instruction professionnelle qu'il devrait posséder lorsqu'il se présente aux examens de Médecin de réserve. A ce moment, on ne lui a appris nulle part à connaître le matériel du service de santé en campagne, et ce n'est que dans des manuels qu'il a pu étudier l'organisation et la réglementation du service de santé.

Celles sont les conditions absolument défavorables dans lesquelles se recrute aujourd'hui le Médecin de réserve; d'une part, insuffisance d'instruction professionnelle, d'autre part, responsabilité énorme sans préparation préalable. Ce ne sont pas en effet, les deux périodes de 28 jours qu'il est appelé à accomplir dans la réserve, qui peuvent le mettre à même de combler les lacunes de son instruction en tant que médecin militaire.

Il nous a donc semblé que le moment le plus favorable, autant pour la commodité de ses études que pour l'emploi fructueux de son année de service militaire, serait celui où l'étudiant vient d'entrer en possession de son diplôme de docteur. Il consacrerait alors une année entière

à l'étude du service de santé militaire. Après avoir ainsi reçu une instruction spéciale, analogue à celle des stagiaires du Val de Grâce, il se trouverait dans des conditions d'aptitude très suffisantes pour remplir les fonctions de médecin aide-major de réserve.

Ces dispositions permettraient à l'étudiant d'obtenir un an plus tôt son diplôme de Docteur, elles donneraient en outre au service de santé une classe de plus de médecins au moment d'une mobilisation. Cette dernière considération est d'autant moins négligeable que le nombre des médecins militaires, déjà insuffisant en temps de paix, devra être augmenté en temps de guerre dans des proportions qui rendront son recrutement fort difficile.

Nous ne voulons pas insister sur l'inégalité de situation qui existe actuellement entre les étudiants en médecine obligés à de longues et continues études, et les élèves de l'École Polytechnique, de l'École Centrale, de l'École des Mines et de l'École Normale.

Il nous paraît équitable, sans demander toutefois une assimilation absolue entre les étudiants en médecine et les élèves de ces diverses écoles, de s'inspirer vis-à-vis d'eux des mêmes préoccupations qui ont fait introduire dans la loi sur le recrutement les modifications spéciales à ces écoles.

Les considérations précédentes s'appliquent également aux Internes des Hôpitaux nommés au concours dans les villes où existent des facultés de médecine; par suite de la longue préparation que l'étudiant s'impose pour obtenir le titre d'interne, il n'arrive en général que fort tard au doctorat, le plus souvent après l'âge de 26 ans. Si la loi ne tenait pas

(4)

compte de cette situation spéciale, l'interné se trouverait dans l'armée à l'égard du simple docteur en médecine, dans des conditions d'infériorité que ne comporte pas sa valeur scientifique.

En conséquence, Messieurs les Sénateurs, nous vous demandons de vouloir bien modifier l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 dans le sens du vœu suivant que nous avons l'honneur de vous soumettre :

Les étudiants en médecine pourront être mis, sur leur demande, en sursis d'appel jusqu'à l'obtention du Diplôme de Docteur en médecine ou de leur nomination comme Interne titulaires des Hôpitaux nommés au concours dans une ville où existe une faculté de médecine.

Avant l'âge de 27 ans et dans l'année qui suivra leur réception ou leur nomination, ces docteurs en médecine ou Interne des Hôpitaux seront appelés par le service de santé à accomplir une année de service comme médecins auxiliaires ; ils seront ensuite renvoyés dans leurs foyers après avoir été nommés médecins aide-majors de 2^e classe de réserve, s'ils ont satisfait aux conditions exigées par les programmes établis en vue de l'obtention de ce titre.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine seront versés dans le service de santé.

Veuillez agréer, Messieurs les Sénateurs, l'assurance de nos sentiments les plus respectueux.

Pour les Membres du Bureau de l'Union des
Syndicats médicaux de France,

Le Président,

J. Morson

(6^e Séance)

Séance du 29 Juin 1893

Présidence de M. le général Grévy.

Sont présents M. M. Guyot-Lavaline - Clavis - Bardsux - Berthelot - Gilbert - Gaillard - Benazet - Choquet - Général Japy - G^{ral} Billot.

M. le G^{ral} Billot prie M. le G^{ral} Grévy de conserver le fauteuil de la Présidence pour diriger la discussion de ce jour.

Le parole est donnée au Secrétaire M. Dupré pour la lecture des procès-verbaux des précédentes séances. La rédaction est adoptée sans observations.

M. le général Grévy donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de la guerre formulant son avis sur la proposition de loi de M. Cornil - Voir ci. contre ce document -

M. le Président résume ensuite deux pétitions parvenues à la Commission et émanant l'une de l'Association générale des Étudiants, l'autre de l'Union des Syndicats Médicaux, toutes deux réclamant instamment l'adoption de la proposition de loi combattue par M. le Ministre de la guerre.

La Discussion est ensuite déclarée ouverte.

M. Berthelot estime ^{que} le système actuel est très défectueux en ce qu'il n'utilise pas en vue du temps de guerre, tous les services que l'on doit attendre des Docteurs en médecine; si l'on n'y prend garde des milliers de blessés périront victimes de ce vice de notre organisation militaire.

Néanmoins l'orateur ne saurait s'associer à toutes les modifications proposées par M. Cornil. C'est ainsi qu'il est opposé aux Sursis d'appel qu'il a combattus déjà lors de l'élaboration de la

Si du 1^{er} juillet 1889, car leur ^{car leur} ^{et sont} ^{introduction} ^{dans notre}
 législation m^{re} en changerait le caractère démocratique et égalitaire.

Il repousse de même toute modification à la limite d'âge fixée pour l'obtention des diplômes qui procurent la dispense. En cédant sur ce point aux demandes des étudiants en médecine on sera entraîné à accorder la même faveur aux autres catégories de l'article 13; or plus on reculera cette limite d'âge, ~~plus~~ ^{éprouvera de difficulté} à appliquer la disposition de l'article 14 ~~ou augmentera la difficulté d'obliger ces~~ qui obligent ~~jeunes gens~~ à rentrer dans les rangs de l'armée pour y terminer leurs trois années de service. ~~Et les~~ ^{les} femmes dispensées qui ont échoué dans leurs études.

Pour ces raisons M. Berthelot est d'accord avec M. le Ministre de la guerre sur ces deux points; il n'y a pas moins quelque chose à faire en vue d'une meilleure utilisation des services que les étudiants en médecine sont appelés à rendre en temps de guerre.

Cette conception s'inspire, on le voit, plus encore
de l'intérêt de l'armée que des consommateurs et
jeunes gens.

Au sentiment de M^r Verrey l'organisation actuelle
 du Service de Santé M^r ne répond pas aux besoins
 de l'armée.

En instituant le service pour tous, on contractait
 envers les familles l'obligation morale d'entretenir
 nos soldats et tous les soins désirables, et il
 permis de se demander si cet engagement n'est
 pas insuffisamment rempli.

La loi a doté le Service de Santé de 1800 médecins
 militaires, l'étude du budget montre que ce chiffre
 n'est en réalité que de 1874.

Si l'on défalque de ce chiffre environ 50 médecins
 indisponibles, 55 détachés dans nos écoles M^r,
 364 placés hors cadres dans les hôpitaux, et
 au bout de peu de temps on arrive à un chiffre vraiment bien
 minime de 590 médecins pour assurer le
 Service dans nos 18 corps d'armée.

On remarque en outre que malgré les
 nombreuses formations créées depuis 1889
 le cadre de nos officiers du Service de Santé n'a
 pas été renforcé d'une seule unité.

Pour ne parler que des 17 bataillons alpins
 nouvellement créés, si l'on songe que la mission
 même de la mission de défense qui leur est
 confiée, et les compagnies elles mêmes sont
 le plus souvent fractionnées et disséminées par
 sections dans les posts qui couvrent notre
 frontière, on comprendra qu'à elle seule
 cette troupe devrait être pourvue d'une centaine
 de médecins, et dotée par compagnie d'un
 aide à peine suffisant, d'ailleurs cette nécessité
 s'impose à ce point qu'actuellement 60 étudiants
 en médecine l'autorité M^r a été réduite à un
 véritable expédient pour assurer ce service; elle fait appel au
 concours de 60 étudiants
 en médecine puisés dans les rangs de l'armée.

Nos voisins nous donnent un tout autre exemple, non seulement le service médical de l'armée allemande est assuré par 1800 docteurs mais en pressant de l'augmentation d'effectif de 83000 hommes demandée au parlement, une augmentation correspondante de 871 médecins m^{rs} et proporⁿ parallèlement. Aussi d'une part 2000 médecins et chez nous 1300, ces chiffres parlent d'eux-mêmes, il me suffira de citer ce fait que dans certains hôpitaux le service de garde qui doit incomber à un aide-major est confié à des conditionnels par mesure de la dernière évidence par quels déplorable moyens on remédie à la pénurie que je signale.

Or non seulement le système proposé par M. Cornil enrichirait l'armée de 400 médecins de plus, d'une classe en un mot mais encore et surtout le personnel de ce corps de guerre se voit à la hauteur de ses devoirs grâce à une préparation consommable venue du temps de paix.

On ne formule contre la proposition de loi que deux objections :

La première vise l'attente, portée dit-on, au grand principe de l'égalité des charges militaires.

L'orateur estime qu'il ne s'agit que d'une application intelligente de la loi et non de la transgression. Il ne faut pas oublier que les médecins sont les seuls qui par la nature même de leurs études se préparent sur les bancs même de l'université au rôle spécial qui leur est réservé dans l'armée.

Quant à la 2^e objection tirée de l'intérêt de la discipline M. Leroy a bien ne pas

33

en bien saisir la portée. Ne serait-il pas
au moins étrange d'inférer de l'âge plus
avancé, du savoir et de la bonne éducation
d'hommes appelés à exercer dans la société
des fonctions d'un caractère particulièrement
haute, qu'ils se montraient, à ce point
de vue inférieurs à la masse des jeunes
hommes? Une présomption toute opposée
serait plus équitable, car une définitive
l'expérience a été faite pendant les
années sur les conditionnels qui ont
bénéficié de sursis d'appel et aucun
plainte de cette nature ne s'est fait jour.

D'ailleurs quelle difficulté l'exercice du
Commandement trouverait-il rencontrés en
face de jeunes soldats auxquels on n'accorde
pas le moindre galon?

A vrai dire, il existe entre le combattant
et le non-combattant une sorte d'antago-
nisme instinctif et naturel, mais il serait
souverainement injuste d'assimiler le mineur
aux non-combattants, ils ont leurs
champs de bataille à eux et non des moins
meutriers, d'ailleurs leur martyrologe
est digne de celui des troupes qu'ils suivent
jusque sous le feu de l'ennemi; en Crimée
par exemple le service de sapeur a perdu le
quart de son effectif.

Pour toutes ces raisons M. Leroy se rallie
à la proposition de loi de M. Cornil.

M. Bardoux rappelle qu'il a déjà exposé les motifs qui le
rendent lui aussi entièrement favorable
à la proposition de loi.

M. le g^{al} Billot est opposé à la proposition de loi qui porte une

nouvelle atteinte au principe de l'éloignement du
recrutement ; par la porte que l'on veut
ouvrir aux étudiants en médecine toutes
les autres catégories de dispensés passés et
à leur tour, et au jour de la mobilisation
plusieurs classes de jeunes gens seront inutili-
sables. Il faut donc incorporer les étudiants
en médecine le plus tôt possible ^{à l'initiative} ~~conscience~~
Comme le demande M. Berthelot ~~quelques mois~~
~~de leur année~~ ~~de service~~ aux corps militaires
pendant une première période de 4 mois
et consacrer le reste de l'année à
leur préparation au rôle qu'ils auront
à jouer en temps de guerre.

Mais si vous leur accordez des sursis
d'appel, de quel droit et pour quelles
raisons réserver vous la même faveur
aux élèves ecclésiastiques ?

M. Paris

est en principe opposé à toutes les dispenses
mais s'il est prouvé que la proposition
de loi de M. Cornil constitue une véritable
amélioration du service de l'autorité militaire,
et se rattache à la proposition, car les étudiants
en médecine sont les seuls qui par la nature
de leurs études universitaires se préparent en
en même temps à leur service dans l'armée.

Le Discours général étant délaissé, l'ordre
du jour met ensuite aux voix le projet de loi s'il
sera passé à la discussion des articles.

Le projet de loi est adopté.

M. le P^r met ensuite aux voix le projet en consi-
dération du contre-projet de M. Berthelot.
qui s'engage à déposer son prochain amendement
la rédaction.

La proposition en considération est adoptée.

EPREUVE

N^o 007

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 1893

Commission d'armée

PROPOSITION ~~DE LOI~~

Ayant pour objet d'apporter des modifications à la proposition de loi de M. CORNIL tendant à modifier l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889,

PAR M. BERTHELOT

Sénateur.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juillet 1889 ;

Art. 23 bis. — Les jeunes gens qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien de première classe, peuvent, sur leur demande, être autorisés à contracter un engagement de trois ans, à partir de l'âge de 18 ans révolus.

ART. 2.

Ils pourront bénéficier des dispositions de l'article 23 après un an de présence sous les drapeaux, à la condition d'obtenir avant l'âge de 26 ans les diplômes sus indiqués, ou bien d'être nommés au concours internes titulaires des

hôpitaux, dans une ville où il existe une Faculté de médecine, une Faculté mixte ou une École supérieure de pharmacie.

ART. 3.

Si l'instruction militaire des étudiants en médecine et en pharmacie est jugée suffisante au bout de quatre mois de présence sous les drapeaux, ils seront versés dans le service de santé où ils accompliront le reste de leur première année.

ART. 4.

Lorsqu'ils seront appelés sous les drapeaux comme réservistes, ils seront également versés dans le service de santé.

Il en sera de même en cas de mobilisation.

ART. 5.

Les articles 24, 25, 26, 27, 33, 44, 45 de la loi du 15 juillet 1889 sont applicables aux jeunes gens visés par le présent article.

ART. 6.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

M. le général Billot donne ensuite lecture de la lettre
ci-jointe de M. le Ministre de la guerre
relative au vote de la loi des cadres.

L'assemblée est ensuite levée.

Le Vice Président.

- 1^{re} Soir ci-joint le texte du Contre-projet de M. Berthelot.
- 2^e Copie de la lettre de M. le Ministre de la guerre.

N° 237

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1893.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Relatif à la **constitution des cadres et des effectifs
de l'armée active et de l'armée territoriale,**

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par **M. le Général LOIZILLON**

Ministre de la Guerre.

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 24 novembre 1892, un projet de loi relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale.

La Chambre des Députés a adopté ce projet, avec quelques modifications, dans sa séance du 27 juin 1893, et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

(Voir les n°s 2424-2683-2816-2878, — 5^e législ. — de la Chambre des Députés.)

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Infanterie.

Les modifications suivantes sont apportées à la composition des cadres de certains corps d'infanterie :

Régiments subdivisionnaires.

Le cadre complémentaire comprend :

Dans 72 régiments, un lieutenant-colonel et un chef de bataillon ;

Dans 73 régiments, deux chefs de bataillon ;

Dans tous les régiments, huit capitaines et quatre lieutenants (1).

Il est créé, dans les régiments de zouaves, un cadre complémentaire comprenant :

2 chefs de bataillon,

8 capitaines,

6 lieutenants.

Il est créé, dans les bataillons de chasseurs à pied et les

(1) Actuellement, le cadre complémentaire du régiment subdivisionnaire se compose déjà de 1 commandant, 4 capitaines, 4 lieutenants ; il sera donc augmenté de 1 officier supérieur et 4 capitaines.

bataillons d'infanterie légère d'Afrique, un cadre complémentaire comprenant :

- 1 capitaine,
- 1 lieutenant.

Les capitaines dont l'emploi est créé par la présente loi ne sont pas montés en temps de paix.

La compagnie du régiment d'infanterie subdivisionnaire comprend 7 sergents dont 1 fourrier.

ART. 2.

Le quatrième officier de compagnie des régiments subdivisionnaires à effectif renforcé est supprimé.

Dans les corps d'infanterie, l'adjudant de bataillon est supprimé.

ART. 3.

Cavalerie.

Tous les régiments de cavalerie sont uniformément constitués à 5 escadrons. Toutefois, le 1^{er} régiment de spahis, qui détache un escadron au Sénégal, reste constitué à 6 escadrons.

ART. 4.

Les cadres des régiments de France ont la composition déterminée pour ces régiments par la loi du 13 mars 1875, sous les réserves ci-après :

Le capitaine en second du 5^e escadron remplira les fonctions d'officier d'habillement tant que ces dernières fonctions resteront distinctes de celles du capitaine trésorier.

Les régiments de cuirassiers n'ont pas d'aide vétérinaire.

La composition des cadres des régiments d'Afrique (chasseurs et spahis) est la même que celle des régiments de France. Toutefois, ces cadres ne comportent qu'un colonel ou lieutenant-colonel, et dans les régiments de spahis, il n'existe ni capitaine instructeur ni porte-étendard.

ART. 5.

Artillerie.

L'artillerie comprend 18 bataillons à pied, dont la composition est celle fixée par la loi du 24 juillet 1883. Toutefois, la création des deux nouveaux bataillons, dont la formation est prévue par la présente loi, reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

ART. 6.

Les cadres des différents corps de troupe de l'artillerie reçoivent les augmentations suivantes :

- Bataillons à pied Un capitaine en second.
- Régiments de campagne. Un chef d'escadron et trois capitaines en second.
- Batteries Alpines. Un capitaine en second par batterie.
- Régiments de pontonniers. Deux capitaines en second.

ART. 7.

Les sous-lieutenants élèves de l'École d'application qui accomplissent leur deuxième année d'études cessent de compter à l'État-major particulier et sont classés dans les régiments d'artillerie de campagne.

ART. 8.

Corps de toutes armes.

Dans les corps de troupe d'infanterie, d'artillerie et du génie, les capitaines qui remplissent les fonctions de capitaine trésorier et de capitaine d'habillement, dans les troupes de cavalerie ceux qui remplissent les fonctions de capitaine trésorier peuvent être maintenus dans ces fonctions après leur admission à la retraite et jusqu'à l'âge de soixante ans.

Art. 9.

État-major général.

Le nombre des officiers généraux de la 1^{re} section de l'État-major général est porté à 110 pour les généraux de division et à 220 pour les généraux de brigade.

Art. 10.

Service d'État-major.

Sont placés hors cadres, en temps de paix, les officiers appelés à faire un stage de deux ans dans un État-major en exécution de l'article 4 de la loi du 24 juin 1890, et les officiers accomplissant leur deuxième année d'études à l'École supérieure de Guerre.

Art. 11.

Recrutement.

Le personnel fixe attribué à chaque bureau de recrutement comprend un officier supérieur et un capitaine ; ce

personnel est constitué au moyen d'officiers des différentes armes, qui sont placés hors cadres, ou d'officiers retraités, qui peuvent être maintenus dans ce service jusqu'à soixante-trois ans pour les officiers supérieurs et soixante ans pour les capitaines.

Indépendamment de ce personnel fixe et suivant l'importance du service, des capitaines prélevés sur le régiment d'infanterie de la subdivision peuvent être détachés dans le bureau de recrutement de cette subdivision. Ils rejoignent leur corps en cas de mobilisation.

Pour les gouvernements de Paris et de Lyon, le Ministre de la Guerre désigne les corps qui auront à détacher des capitaines dans le service du recrutement.

ART. 12.

Armée territoriale.

Outre le régiment d'artillerie et l'escadron du train des équipages constitué dans chaque région, il est formé :

1° Un régiment territorial d'artillerie rattaché à la 19^e brigade d'artillerie ;

2° Un 19^e escadron territorial du train des équipages militaires rattaché au 19^e escadron actif ;

3° Si les nécessités de la mobilisation l'exigent, il pourra, en outre, être formé un 20^e escadron territorial du train rattaché au 20^e escadron actif.

Les régions qui fourniront le personnel de ces formations sont déterminées par le Ministre de la Guerre.

ART. 13.

L'effectif administratif permanent et soldé de l'armée territoriale prévu par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1873 est supprimé.

Les corps de troupe de l'armée territoriale sont rattachés aux corps de troupe correspondants de l'armée active, désignés par le Ministre de la Guerre, pour tout ce qui concerne l'administration, l'instruction et la mobilisation.

ART. 14.

Dispositions générales

Il ne sera pourvu aux emplois nouveaux créés par la présente loi qu'au fur et à mesure des ressources du recrutement des cadres.

ART. 15.

Des règlements ministériels assurent la complète exécution de la présente loi.

ART. 16.

Sont abrogées toutes les dispositions des lois, ordonnances, décrets et règlements contraires à la présente loi.

Fait à Paris, le 29 juin 1893.

Le Président de la République française,
Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,
Signé : GÉNÉRAL LOIZILLON.

N° 2816

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juin 1893.*

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE* CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *relatif à la constitution des cadres et
des effectifs de l'armée active et de l'armée ter-
ritoriale*,

PAR M. MÉZIÈRES,

Député.

Messieurs,

Vous connaissez les raisons multiples qui ont retardé la discussion de la loi des cadres. En ce qui nous concerne nous sommes prêts depuis plus de deux mois. Malgré un change-

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; de Mahy, *général de Frescheville, vice-présidents*; Camille Dreyfus, *secrétaire*; Buvignier, Bizarelli, Edmond Caze, Vilfeu, Le Provost de Launay, Jumel, vice-amiral de Dompierré-d'Hornoy, Gotteron, Lombard, Legludic, prince d'Arenberg, Guyot-Dessaigne, Dujardin-Beaumetz, baron Reille, Frogier de Ponlevoy, Francis Charmes, Georges Levet, Georges Berger (Seine), comte de Mun, Édouard Lockroy, Henri Brisson, vicomte de Montfort, Baile, Chautemps, Philipon, Bourlier, comte de Lanjuinais, marquis de La Ferronnays.

(Voir les nos 2424-2683.)

ment de Ministère qui avait nécessairement interrompu nos travaux, notre rapport était déposé sur le bureau de la Chambre dans la séance du 27 mars dernier. Si la discussion n'a pas encore commencé, nous n'y sommes pour rien et nous déclinons à cet égard toute responsabilité. Mais nous pensons qu'un plus long retard compromettrait les intérêts dont nous avons la garde. Si nous voulons que nos formations de réserve soient encadrées dès cette année, comme l'exige le soin de la défense nationale, nous n'avons pas un jour à perdre.

Nous vous proposons donc de détacher du projet de loi qui était primitivement soumis dans son ensemble à vos délibérations les parties essentielles sur lesquelles nous sommes unanimement d'accord avec M. le Ministre de la Guerre et qui paraissent de nature à ne soulever dans le Parlement aucune objection. Dans ces derniers mois de législature, le temps nous manque pour les longues délibérations. Nous devons ménager les instants de la Chambre et du Sénat. Nous avons donc ajourné malgré nous les parties du projet qui avaient provoqué le dépôt de nombreux amendements et qui nous faisaient entrevoir de sérieuses discussions.

Nous ne les abandonnons pas pour cela; nous pensons même que le premier devoir de la prochaine législature sera de résoudre les délicates questions que des circonstances indépendantes de nos volontés nous obligent à ajourner aujourd'hui. Les traiter en ce moment serait nous exposer à ne pas aboutir. Puisqu'elles sont dès maintenant très vivement discutées, comme l'indiquent les nombreux et importants amendements dont elles sont l'objet, le temps nous ferait défaut pour obtenir en leur faveur le vote de la Chambre, à plus forte raison celui du Sénat. Nous nous bornons donc au strict nécessaire, à ce qu'il nous est impossible de ne pas vous demander, au nom de l'intérêt supérieur de l'armée. Ce n'est plus un projet de loi des cadres que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations; c'est un fragment de ce grand

ensemble, c'est une simple loi d'encadrement. Notre unique objet, en vous la proposant, est de permettre à M. le Ministre de la Guerre d'encadrer immédiatement nos formations de réserve.

Comme j'avais l'honneur de vous le dire dans un premier rapport, depuis que la réserve de l'armée active comprend trois classes de plus, depuis que les régiments mixtes, composés de réservistes et de territoriaux, sont remplacés par des régiments homogènes uniquement composés de réservistes, l'effectif de nos troupes de première ligne est doublé. Mais le nombre ne suffit pas, le nombre même peut devenir un danger. Si des troupes nombreuses ne sont pas suffisamment encadrées, elles manquent de cohésion et de solidité; elles représentent une foule, elles ne sont pas une armée.

Voulons-nous éviter ce péril, cette cause possible de désastres, donnons à nos corps de troupe, dès le temps de paix, des cadres suffisants pour assurer le commandement des différents éléments du régiment de réserve, sans appauvrir ni affaiblir le régiment actif.

Tel est l'objet que nous nous sommes proposé.

Messieurs, nous espérons que vous voudrez bien vous associer à nous. Le temps presse, en effet. Nous encourrions la plus grave des responsabilités si nous laissions une année de plus sans cadres les formations accomplies.

Il est de la plus haute importance que, dès cette année, les grandes manœuvres puissent se faire dans des conditions plus favorables, que nos régiments de réserve y figurent encadrés et affermis.

Le projet primitif qui vous était soumis comprenait soixante articles. Celui que nous vous soumettons aujourd'hui n'en comprend plus que seize, et ne comporte qu'une très faible dépense. Nous vous demandons de vouloir bien l'adopter, en le ramenant à ses proportions véritables, en le considérant simplement comme un moyen d'assurer l'encadrement des formations de réserve.

PROJET DE LOI

Article premier.

Infanterie.

Les modifications suivantes sont apportées à la composition des cadres de certains corps d'infanterie :

Régiments subdivisionnaires.

Le cadre complémentaire comprend :

Dans 72 régiments, un lieutenant-colonel et un chef de bataillon ;

Dans 73 régiments, deux chefs de bataillon ;

Dans tous les régiments, huit capitaines et quatre lieutenants (1).

Il est créé dans les régiments de zouaves, un cadre complémentaire comprenant :

2 chefs de bataillon,

8 capitaines,

6 lieutenants.

Il est créé, dans les bataillons de chasseurs à pied et les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, un cadre complémentaire comprenant :

1 capitaine,

1 lieutenant.

(1) Actuellement, le cadre complémentaire du régiment subdivisionnaire se compose déjà de 1 commandant, 4 capitaines, 4 lieutenants ; il sera donc augmenté de 1 officier supérieur et 4 capitaines.

Les capitaines, dont l'emploi est créé par la présente loi, ne sont pas montés en temps de paix.

La compagnie du régiment d'infanterie subdivisionnaire comprend 7 sergents dont 1 fourrier.

Art. 2.

Le quatrième officier de compagnie des régiments subdivisionnaires à effectif renforcé est supprimé.

Dans les corps d'infanterie, l'adjudant de bataillon est supprimé.

Art. 3.

Cavalerie.

Tous les régiments de cavalerie sont uniformément constitués à 5 escadrons. Toutefois, le 1^{er} régiment de spahis, qui détache un escadron au Sénégal, reste constitué à 6 escadrons.

Art. 4.

Les cadres des régiments de France ont la composition déterminée pour ces régiments par la loi du 13 mars 1875, sous les réserves ci-après :

Le capitaine en second du 5^e escadron remplira les fonctions d'officier d'habillement tant que ces dernières fonctions resteront distinctes de celles du capitaine trésorier.

Les régiments de cuirassiers n'ont pas d'aide vétérinaire.

La composition des cadres des régiments d'Afrique (chasseurs et spahis) est la même que celle des régiments de France. Toutefois, ces cadres ne comportent qu'un colonel ou lieutenant-colonel, et dans les régiments de spahis, il n'existe ni capitaine instructeur ni porte-étendard.

Art. 5.

Artillerie.

L'artillerie comprend 18 bataillons à pied, dont la composition est celle fixée par la loi du 24 juillet 1883. Toutefois, la création des deux nouveaux bataillons, dont la formation est prévue par la présente loi, reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

Art. 6.

Les cadres des différents corps de troupe de l'artillerie reçoivent les augmentations suivantes :

- Bataillons à pied..... Un capitaine en second.
- Régiments de campagne... Un chef d'escadrons et trois capitaines en second.
- Batteries Alpines..... Un capitaine en second par batterie.
- Régiments de pontonniers.. Deux capitaines en second.

Art. 7.

Les sous-lieutenants élèves de l'École d'application qui accomplissent leur deuxième année d'études, cessent de compter à l'État-major particulier et sont classés dans les régiments d'artillerie de campagne.

Art. 8.

Corps de toutes armes.

Dans les corps de troupe d'infanterie, d'artillerie et du génie, les capitaines qui remplissent les fonctions de capi-

tainé trésorier et de capitaine d'habillement, dans les troupes de cavalerie ceux qui remplissent les fonctions de capitaine trésorier peuvent être maintenus dans ces fonctions après leur admission à la retraite et jusqu'à l'âge de soixante ans.

Art. 9.

État-major général.

Le nombre des officiers généraux de la 1^{re} section de l'État-major général est porté à 110 pour les généraux de division, et 220 pour les généraux de brigade.

Art. 10.

Service d'État-major

Sont placés hors cadres, en temps de paix, les officiers appelés à faire un stage de deux ans dans un État-major en exécution de l'article 4 de la loi du 24 juin 1890, et les officiers accomplissant leur deuxième année d'études à l'École supérieure de Guerre.

Art. 11.

Recrutement.

Le personnel fixe attribué à chaque bureau de recrutement comprend un officier supérieur et un capitaine; ce personnel est constitué au moyen d'officiers des différentes armes, qui sont placés hors cadres, ou d'officiers retraités, qui peuvent être maintenus dans ce service, jusqu'à soixante-trois ans pour les officiers supérieurs et soixante ans pour les capitaines.

Indépendamment de ce personnel fixe et suivant l'importance du service, des capitaines prélevés sur le régiment

d'infanterie de la subdivision, peuvent être détachés dans le bureau de recrutement de cette subdivision. Ils rejoignent leur corps en cas de mobilisation.

Pour les gouvernements de Paris et de Lyon, le Ministre de la Guerre désigne les corps qui auront à détacher des capitaines dans le service du recrutement.

Art. 12.

Armée territoriale.

Outre le régiment d'artillerie et l'escadron du train des équipages constitué dans chaque région, il est formé :

1° Un régiment territorial d'artillerie rattaché à la 19^e brigade d'artillerie ;

2° Un 19^e escadron territorial du train des équipages militaires rattaché au 19^e escadron actif ;

3° Si les nécessités de la mobilisation l'exigent, il pourra en outre, être formé un 20^e escadron territorial du train rattaché au 20^e escadron actif.

Les régions, qui fourniront le personnel de ces formations, sont déterminées par le Ministre de la Guerre.

Art. 13.

L'effectif administratif permanent et soldé de l'armée territoriale prévu par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1873 est supprimé.

Les corps de troupe de l'armée territoriale sont rattachés aux corps de troupe correspondants de l'armée active désignés par le Ministre de la Guerre, pour tout ce qui concerne l'administration, l'instruction et la mobilisation.

Art. 14.

Dispositions générales

Il ne sera pourvu aux emplois nouveaux créés par la présente loi qu'au fur et à mesure des ressources du recrutement des cadres.

Art. 15.

Des règlements ministériels assurent la complète exécution de la présente loi.

Art. 16.

Sont abrogées toutes les dispositions des lois, ordonnances, décrets et règlements contraires à la présente loi.

Conséquences financières du projet de loi nouveau

	TOTAL des augmentations.	TOTAL des diminutions.
Infanterie.....	3.881.953	2.645.175
Cavalerie.....	771.071	713.998
Artillerie.....	878.724	402.960
	5.531.748	3.762.133

Différence en plus (Augmentation de dépenses) }	1.769.615 fr.
Diminution résultant de l'emploi d'un certain nombre d'officiers en retraite aux fonctions de trésorier et d'officier d'habillement (dans la proportion des 2/5).	480.000 »
Reste en augmentation.....	1.289.615 fr.
Augmentation du personnel de l'État-Major général	441.000 »
Mise hors cadre des stagiaires d'État-Major et de la plus ancienne promotion de l'École supérieure de guerre.....	863.301 »
Total.....	2.593.916 fr.
Économies à réaliser sur les primes annuelles aux sous-officiers rengagés	2.500.000 »
Augmentation définitive.....	93.916 fr.

N° 2878
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 27 juin 1893.

AVIS

PRÉSENTÉ

AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET* SUR LE PROJET DE LOI
relatif à la constitution des cadres et des effectifs de
l'armée active et de l'armée territoriale,

PAR M. GEORGES COCHERY,

Député.

Messieurs,

Le projet de loi relatif à la constitution des cadres de l'armée active et de l'armée territoriale, dont vous avez appelé votre Commission du budget à vous faire connaître les conséquences financières, comporte une série de mesures

* Cette Commission est composée de MM. Burdeau, *président*; Lockroy, Deluns-Montaud, *vice-présidents*; Lasserre, Jamais, Cornudet, Bastid, *secrétaires*; Jules Roche, Étienne, Pourquery de Boisserin, Gerville-Réache, Dupuy-Dutemps, Mège, Sarrien, Yves Guyot, Horteur, Bertrand, Rouvier, Georges Graux, Charles Roux, Jacquemin, Thomson, Hervieu, Siegfried, Salis, Henry Boucher (Vosges), Pelletan, Gustave Isambert, Labussière, Mesureur, Antonin Dubost, Merlou, Georges Cochery.
(Voir les nos 2424-2683-2816.)

entraînant des augmentations de dépenses, diverses dispositions de nature à réaliser certaines économies; enfin, il ne doit pas être envisagé isolément du projet de loi voté dans la séance d'hier et réduisant certains avantages attribués par la loi de 1889 aux sous-officiers rengagés, projet de loi qui doit amener dans quelques années d'importantes réductions de dépenses.

Les augmentations de dépenses s'élèvent à 6.836.049 fr., savoir :

État-major général.

Création de 10 emplois de généraux de division et 20 généraux de brigade, 441.000 francs.

État-major.

Mise hors cadre des stagiaires d'état-major et de la plus ancienne promotion de l'école de guerre (230 officiers), 863.301 francs.

Infanterie.

Création dans les régiments subdivisionnaires de 72 lieutenants-colonels, 73 chefs de bataillon, 580 capitaines, 2.968.362 francs.

Création dans les [zouaves de 8 chefs de bataillon, 32 capitaines, 24 lieutenants, 249,476 francs.

Création dans les bataillons de chasseurs et d'infanterie légère d'Afrique de 35 capitaines, 35 lieutenants, 241.295 fr.

Création d'un 6^e sergent de compagnie dans les régiments subdivisionnaires, 422.820 francs.

Total pour l'infanterie, 3.881.953 francs.

Cavalerie.

Création de 11 colonels, 9 lieutenants-colonels, 35 chefs d'escadron, 66 capitaines, 771.071 francs.

Artillerie.

Création de 38 chefs d'escadron, 146 capitaines, 878.724 francs.

Total des augmentations, 6.836.049 francs.

Les diverses économies qui doivent atténuer cette dépense atteignent au total 6.094.173 francs, savoir :

Infanterie.

Suppression des lieutenants surnuméraires adjoints au recrutement et aux capitaines majors de l'armée territoriale, 1.230.100 francs.

Suppression du 4^e officier des compagnies du régiment subdivisionnaire à effectif renforcé, 594.000 francs.

Suppression de l'adjudant de bataillon, 696.075 francs.

Total pour l'infanterie, 2.520.175 francs.

Cavalerie.

Suppression du 6^e escadron des 2^e et 3^e spahis, 444,151 francs.

Suppressions des 54 sous-lieutenants dans les chasseurs d'Afrique et les spahis, 196.830 francs.

Ramener les cadres inférieurs de 13 régiments aux fixations de la loi de 1875, 25.935 francs.

Non création de 14 aides-vétérinaires dans les régiments de cuirassiers, 47.082 francs.

Total pour la cavalerie, 713.998 francs.

Artillerie. — Mémoire.

Officiers comptables, emploi d'officiers en retraite (2 cinquièmes du total, soit 200) comme trésoriers et officiers d'habillement, 360.000 francs.

Il faut en outre tenir compte de l'économie à réaliser par la modification de la loi sur les sous-officiers.

Cette économie résulte de deux causes :

Suppression de la part proportionnelle de la prime de rengagement aux sous-officiers nommés officiers, 600×850 (environ), 500.000 francs.

Réduction à 100 fr. de la gratification annuelle de 200 fr. aux sous-officiers rengagés.

$20.000 \times 100 = 2$ millions.

Soit, ensemble, 2.500.000 francs.

Mais cette dernière économie ne pourra être complétée qu'à la fin de 1898.

La loi, en effet, stipule que ces diminutions d'avantages ne sont pas applicables aux rengagements en cours, et c'est là le seul sens — nous nous en sommes assurés d'après les déclarations de M. le Ministre de la Guerre et de la Commission de l'armée — qu'il faut attacher à la réserve finale de la loi.

Tout rengagement postérieur à la promulgation de la loi, qu'il soit contracté par un sous-officier actuellement rengagé ou non, constituant un nouveau contrat, le rengagé retombera sous le régime de la loi nouvelle.

Total, 6.094.173 francs.

Lorsque les deux lois seront entièrement appliquées, les augmentations de dépenses s'élèveront donc à 6.836.000 fr. environ, et les réductions à 6.100.000 francs, soit une augmentation de dépenses de 700.000 francs environ, compensée, dans une certaine mesure, par l'abandon d'une dépense prévue pour l'avenir de 402.000 francs (120 lieutenants d'artillerie, loi du 15 juillet 1889.)

C'est là l'expression exacte de la charge à prévoir, par

rapport aux dépenses actuelles, par suite de l'application complète des deux lois ensemble.

Nous devons ajouter que cette aggravation de dépenses résulte moins d'une augmentation du nombre des officiers, dans l'ensemble des corps de troupes, que de la substitution d'officiers d'un grade plus élevé à des officiers d'un grade inférieur.

L'augmentation du nombre des emplois de capitaines en activité que leur donnera la loi nouvelle correspond, en effet, à quelques unités près, à la diminution du nombre des emplois de lieutenant et sous-lieutenant, et il ne reste guère, en augmentation nette, que l'accroissement des cadres des officiers généraux, la mise hors cadres d'un certain nombre d'officiers d'état-major et la création dans les corps de troupes d'emplois d'officiers supérieurs.

En somme, le projet de loi accroît en réalité dans une mesure moindre qu'il ne peut paraître à première vue le nombre des officiers de notre armée. Il les répartit autrement comme emplois et comme grades. Il ne constitue pas, d'après les déclarations du Gouvernement, une organisation nouvelle et une extension de nos forces militaires; mais il est la conséquence des lois du 15 juillet 1889 et du 19 juillet 1892, dont il complète les dispositions et assure l'exécution.

Toutefois, si les augmentations et les diminutions doivent en définitive se compenser à 700.000 fr. près, il y a lieu d'observer que si aucune réserve n'était formulée, les augmentations seraient immédiatement applicables, tandis que les diminutions ne pourront s'opérer que progressivement.

Mais M. le Ministre de la Guerre nous a déclaré formellement que son intention était dans les circonstances normales de ne commencer les créations d'emploi qu'avec l'exercice 1894; de faire, pendant cet exercice, la moitié de celles qui sont prévues au projet de loi, en dehors de la mise hors cadre des nouveaux officiers d'état-major qu'il réserve comme la dernière opération à réaliser; d'en faire un quart en 1895 et un quart ultérieurement. Il compte en outre éche-

lonner ces créations, en sorte que pour chacun de ces deux exercices 1894 et 1895, les dépenses nouvelles s'équilibrent avec les économies réalisées.

On peut évaluer les réductions pour 1894 à 2.405.416 fr.

Pour 1895, elles seront augmentées de 1.200.000 francs.

La moitié des créations afférentes aux corps de troupes entraîneraient une dépense d'environ 2.800.000 francs, si elles portaient sur l'année entière ; mais leur échelonnement permettra de ne pas dépasser, pour la dépense effective, l'économie afférente à 1894.

Il en sera de même pour 1895, bien qu'une partie des économies nouvelles de cet exercice doivent être absorbées par la répercussion sur toute l'année 1895 des augmentations de l'année précédente qui n'auront porté que sur une partie de l'année 1894.

En résumé, il résulte, d'une part, de l'examen que nous avons fait et, d'autre part, des déclarations de M. le Ministre de la Guerre, dont votre commission du budget a pris acte, que, pendant les exercices 1894 et 1895, l'administration de la Guerre échelonnera les créations ou transformations d'emplois de manière à équilibrer les dépenses en résultant pour ces deux exercices par les économies réalisées. Il n'en devra donc résulter aucune charge ni pour 1894 ni pour 1895.

Après application complète des deux lois, la charge pour le Trésor atteindra environ 700.000 francs.

Telles sont les indications que vous aviez donné mandat à votre Commission du budget de vous apporter, sans entrer aucunement dans l'appréciation du fond même du projet de loi.

7^e Seance

Seance du 4 Juillet 1893.

Présidence de M^e le Général Billot.

Voir ci. contre. Sont présents M. M. Berthelot, Lézénas, Chovet, Rapp^t suppl^r de M. Méquien Clavis, Isaac, Général Japy, Bardoux, Benazet, Avis de la C^o de finances, Gilbert Gaillard, Général Grévy, Guyot-Lachaux.

Se reporter au Projet initial & l'ordre du jour appelle l'examen de la loi des présents par M. de Freycinet Cadres adoptée par la chambre des députés le 29 juin 1893 et au Rapport de M.

Méquieres - n^o 2683
- 27 Mars 1893 -

M. le Ministre de la guerre retenu par une réunion du Conseil des ministres s'excuse de ne pouvoir assister à la séance ainsi qu'il avait été convenu, et sera remplacé par M^e le Général Renouard, L^e chef de l'Etat Major général pour fournir à la Commission tous les renseignements désirables.

M. le Président donne la parole au Commissaire du Gouvernement.

M. le G^{al} Renouard rappelle que les dispositions de l'article 1^{er} ont pour objet l'encadrement de nos forces d'infanterie.

Actuellement le Cadre Complémentaire du Régiment Subdivisionnaire se compose de 1 commandant 4 Capitaines et 4 lieutenants, le projet de loi l'augmenterait de 1 officier supérieur et de 4 capitaines.

Que ces renouers il paraîtrait possible d'assurer le Commandement du Régiment de réserve au moment de la mobilisation. En effet le Command^t du régiment est attribué au L^e Colonel du Reg^t actif correspondant. Le Command^t des 3 bataillons est assuré par les deux Commandants du Cadre Complémentaire du Major.

Des 12 Compagnies qui restent à pourvoir d'un officier de carrière afin que toutes les unités du Reg^t de réserve soient bien commandées on dispose actuellement déjà de 3 capitaines adjudants-majors et de 4 capitaines du cadre complémentaire ce qui fait 7 capitaines, avec les 4 nouveaux capitaines créés par le projet on atteint le chiffre de 11 enfin en empruntant au reg^t actif le capitaine trésorier ou le Capitaine d'habillement on trouve les 12 officiers nécessaires. Ce système permettra aussi de pourvoir au commandement du 3^e Bataillon du Reg^t de réserve qui n'aura plus de Commandant dans les 7^e Reg^t auxquels le projet donne deux lieutenants colonels.

On sait, en effet, que la Commission de la chambre préoccupe surtout de favoriser l'avancement etait disposée à créer dans chaque régiment subdivisionnaire 1 Lt^e Colonel au lieu de chef de Bataillon que demandait le projet du gouvernement.

Dans une pensée de transaction la difficulté s'étant élevée il a été admis que dans la moitié des régiments subdivisionnaires les officiers supérieurs dont l'emploi était créé, seraient du grade de Lt^e Colonel.

M. le Ministre s'est d'ailleurs rallié sans aucune pensée à cette solution qui tout en présentant certaines difficultés au point de vue de l'emploi du 2^e Lt^e Colonel en temps de paix offre cependant de très réels avantages au moment de la mobilisation. Cette création permettant de rendre disponible un Colonel par brigade assure entièrement le commandement des brigades correspondantes de réserve ; la solution est donc très acceptable.

M. le G^{al} Japy déclare avec la dernière énergie que les dispositions de l'article 1^{er} sont aussi mauvaises que possible, L'institution du cadre supplémentaire actuel est détestable on fait pis encore puisqu'on en double les inconvénients en augmentant dans cette proportion le nombre de ces officiers qui voués à l'oisiveté perdent bientôt dans le désœuvrement les qualités qu'ils possédaient et jusqu'à la considération qui leur est due. On viole ainsi ce principe absolu posé par la 1^{re} République « pas de grades sans emploi ». Vaut-il modifier nos institutions militaires sur celles de l'armée anglaise ou espagnole?

A coup sûr de semblables conceptions ne sont pas sorties de la direction de l'Infanterie, peut-être même n'aurait-elle pas été consultée.

M. le Général Renouard s'excuse de ne pouvoir suivre M. le Général Japy sur ce terrain il n'appartient qu'à M. le Ministre de la Guerre d'entrer en discussion avec les membres de la Commission, son rôle est plus modeste et c'est de voir la borne à fournir tous les renseignements qui lui sont demandés sur le mécanisme même du projet de loi tel qu'il a été adopté par la chambre.

M. le Général Billot appuie et partage ces sentiments.

M. Barthélot demande quelle seront les conséquences financières de l'article 1^{er}.

M. le G^{al} Renouard Le total des augmentations s'élève à 3 881 953^f
Celui des Suppressions. " " 2 520 175^f

En résumé une augmentation de 1 361 778

M. Benazet demande si les auteurs du système proposé ont aussi envisagé la possibilité de pourvoir au Commandement des unités de réserve en donnant du temps de paix aux officiers désignés par leur ancienneté ou leur mérite pour exercer ce commandement des lettres de service qui ne leur conférant que des grades qu'en cas de mobilisation. Le système aurait du moins l'avantage de ne pas grever le budget en temps de paix.

M. le g^{al} Renouard Ce système a été examiné mais rejeté par l'infanterie qui ne pourrait accepter qu'une solution qui n'aurait pas pour conséquence d'affaiblir les cadres actifs en cas de mobilisation, or le système auquel M. Benazet fait allusion créant un trou dans l'armée active - le cadre supplémentaire disparaissant il faudrait trouver les Capitaines dans les rangs de Lieutenant les plus anciens mais on trouverait où les éléments nécessaires pour remplacer ces derniers ?

M. Gilbert Gaillard ne pourrait on avoir recours au corps des Sous-officiers ?

M. le g^{al} Renouard ne croit pas que cela soit possible.

M. Gilbert Gaillard demande ensuite de combien d'officiers le projet de loi renforcer les cadres de l'infanterie.

M. le g^{al} Renouard Le vote du projet de loi donne 309 officiers. et si le projet de loi sur les retraites professionnelles était adopté ainsi tout il enrichirait l'armée de 400 officiers dans une année de 4 années donc en tout 700 officiers qui viendraient fortifier nos encadrements.

Or s'il faut le demander aux chefs de S^t Maurice et de S^t Cyr, dont on ne peut sans diminuer sensiblement le moyen de leur éducation, augmenter le chiffre de promotion par la raison de 50 élèves pour le premier et de 100

pour la seconde on voit qu'il faudrait un long
délai pour combler le vide.

M. Gilbert Gaillard s'étonne que l'on considère comme de la dernière
importance une réforme qui en définitive ne
donne qu'un officier de plus à chaque reg^t
d'infanterie.

M. le g^{al} Renuard fait observer qu'il s'agit surtout d'une meilleure
répartition du cadre des officiers qui en définitive
est aussi majoré.

M. le g^{al} Japy exprime le regret que l'on ne fasse pas état des officiers
supérieurs retraités dont un grand nombre quittent l'armée
atteints par la limite d'âge mais encore capables
de rendre les meilleurs services.

M. le g^{al} Billot & M. le g^{al} Renuard déclarent qu'on utilise au contraire
ces officiers dans la plus large mesure, malheureusement
l'expérience démontre qu'après 1 ou 3 années
auparès ils ne sont plus à hauteur de leurs
fonctions parce qu'ils n'ont pas les moyens
nécessaires pour entretenir leur activité.

Il est ensuite passé à l'examen des dispositions
du projet relatives à la Casalerie.

M. le g^{al} Renuard rappelle que nous possédons actuellement 8 types
de régiments, le projet doit faire disparaître
les distinctions entre nos régiments de corps & nos
reg^t de Casalerie indépendants pour leur donner
une constitution identique, celle établie par la loi
de 1875.

L'adoption du projet donne une augmentation de 18
Colonels et de 10 L^{ts} Colonels, 38 chefs d'escadrons
& 66 capitaines et une diminution de 54 L^{ts}.

Donc en définitive, 67 officiers en plus de divers grades.

M. Gilbert Gaillard constate dans le même ordre d'idées que pour l'infanterie.

41

que 67 officiers repartis sur 91 reg^{ts} ne sauraient
apporter une grande force de plus à l'arme.

Il est ensuite passé à l'examen des dispositions relatives
à l'artillerie.

M. le g^{ral} Renouard de projet comporte la création d'un emploi de
chef d'escadron et de trois emplois de capitaines en
second, dans chacune des 28 régiments d'artillerie.
Cette augmentation semble pleinement justifiée par
la nécessité de pourvoir à l'augmentation de nos
formations de réserve en cas d'insubordination.

Il importe aussi que les sections de munitions qui
jouent un si grand rôle dans une bataille, soient
autant que possible commandées par des officiers
de l'armée active.

Le projet soude aussi la création de deux nouveaux
bataillons d'artillerie de forteresse et le traduit en
définitive par une augmentation de 38 chefs d'escadron
et 146 Capitaines.

M. le g^{ral} Japy proteste énergiquement contre une augmentation des
cadres d'une arme qui possède déjà deux fois
d'officiers supérieurs que l'infanterie, proportion
d'effectif gardée. Un grand nombre d'emplois
attribués à des Colonels seraient aussi bien
remplis par des officiers d'un grade moins élevé.

En ce qui concerne l'article 9 relatif à l'Etat-major
général le nombre de généraux est augmenté
de 30. — 10 généraux de brigade et 10 généraux
de division.

M. le Général Japy estime qu'il y a lieu de mettre dans la loi
que le nombre des généraux se proportionne
à chaque arme; et faudrait faire cesser un
abus qui consiste dans la prédominance excessive

N° 239

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1893.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Relatif au **rengagement des sous-officiers,**

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par **M. le Général LOIZILLON**

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 26 novembre 1892, un projet de loi relatif au rengagement des sous-officiers.

La Chambre des Députés a adopté ce projet sans modifications dans sa séance du 26 juin, et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des

(Voir les n° 2430-2814, — 5^e législ. — de la Chambre des Députés.)

motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 18 mars 1889 est remplacé par le suivant :

Le sous-officier, nommé officier, n'a pas droit à cette part proportionnelle.

Le tarif n° 2 est modifié comme il suit :

« Gratification annuelle, 100 francs. »

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux sous-officiers actuellement rengagés.

Fait à Paris, le 29 juin 1893.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : GÉNÉRAL LOIZILLON.

N° 2615
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 4 mars 1893.

PROJET DE LOI

*tendant à modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889
sur le **rengagement des sous-officiers** (Composition
des conseils d'enquête), le tableau A annexé à cette loi
et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le **recru-
tement de l'armée,***

(Renvoyé à la Commission de l'armée.

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. le général LOIZILLON,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

L'article 6 de la loi du 13 mars 1889, relative au rengagement des sous-officiers, dispose, d'une part, que les Conseils d'enquête des sous-officiers rengagés et commissionnés

ne sont autres que les Conseils de régiment auxquels sont adjoints, suivant le cas, un ou deux sous-officiers, et, d'autre part, que la procédure est réglée par décret, *d'après les formes en usage pour les Conseils d'enquête concernant les officiers.*

Cette disposition est d'une application difficile dans la pratique et donne lieu à des déplacements d'officiers et de militaires de tout grade, nuisibles au bien du service et onéreux pour le Trésor.

Nous estimons, en conséquence, qu'il serait préférable d'avoir deux conseils distincts, composés suivant les intérêts spéciaux en présence, dans l'un ou l'autre cas : *rengagement, discipline.*

En matière de rengagement, le chef de corps est le principal intéressé ; c'est lui qui a la responsabilité de la bonne composition des cadres de son régiment ; c'est lui seul qui est à même de connaître exactement les éléments nécessaires pour la constitution des diverses parties de ses cadres inférieurs et de veiller à ne pas laisser dépasser les fixations imposées par le Ministre, aux termes mêmes de la loi.

De plus, dans les questions de rengagement, les sous-officiers n'ont pas à comparaître devant le Conseil ; aucun témoin n'est appelé, et les chefs hiérarchiques du sous-officier intéressé peuvent, s'ils ne sont pas membres du Conseil, adresser un rapport écrit contenant leur avis motivé sur la suite à donner à la demande de rengagement soumise à la délibération du Conseil de régiment.

Enfin, les questions de rengagement ne sont pas toujours urgentes ; elles peuvent être prévues à l'avance et plusieurs affaires peuvent être traitées à la fois.

D'où il résulte : 1° que la *présidence* du Conseil de régiment doit toujours appartenir *à l'officier qui commande le corps* de troupe intéressé ; 2° que ce Conseil *peut toujours être réuni à la portion principale* du corps ; 3° qu'il n'est pas indispensable que les *chefs hiérarchiques immédiats* du sous-officier intéressé (chef de bataillon, commandant de

compagnie) soient membres du Conseil de régiment, ces officiers pouvant, au besoin, *faire connaître leur avis motivé par voie de rapport écrit.*

Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889 peut donc, sous la réserve de légères modifications que nous avons l'honneur de vous proposer ci-après, être maintenu et présenter toutes les garanties nécessaires.

Ces modifications consisteraient :

1° A attribuer la présidence du Conseil, dans le régiment et dans le bataillon formant corps, à l'officier supérieur qui exerce effectivement les fonctions de chef de corps;

2° A ne pas remplacer le lieutenant-colonel en cas d'absence;

3° A ne pas faire siéger obligatoirement au Conseil les commandants des bataillons et des compagnies détachés de la portion principale; dans ce dernier cas, en effet, il suffit que ces officiers transmettent au chef de corps un rapport contenant leur avis motivé;

4° A remplacer, dans les bataillons formant corps, un des capitaines prévus au tableau A ancien par un lieutenant, en vue de faciliter la composition du Conseil, sans recourir trop souvent à des éléments étrangers au corps, et à appliquer ce principe à la composition de quelques autres Conseils visés dans le paragraphe ci-après;

5° Enfin, à prévoir une composition du Conseil de régiment pour les corps de troupe ou fractions de corps de troupe auxquels ne peuvent s'appliquer les fixations déterminées pour les régiments et pour les bataillons et compagnies formant corps.

Ce tableau, ainsi modifié, resterait annexé à la loi et ne viserait que les rengagements des sous-officiers.

En matière de discipline, la question devrait être étudiée en se plaçant à de tous autres points de vue, et il est préfé-

nable de laisser à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les règles à suivre.

Les sous-officiers intéressés doivent, en effet, toujours comparaître en personne devant le Conseil, et des témoins sont souvent cités devant le Conseil d'enquête. Ce Conseil doit donc, semble-t-il, dans l'intérêt même de la discipline et du militaire objet de l'enquête, être convoqué là où se trouve le sous-officier intéressé, où se trouvent les chefs et les camarades de ce sous-officier.

De plus, certains éléments appelés à former le Conseil d'enquête pourraient, en cas de besoin, être pris sans inconvénient en dehors du corps ou du service auquel appartient le militaire traduit devant le Conseil.

Actuellement, la composition des Conseils d'enquête, telle qu'elle résulte du 2^e paragraphe de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 et des indications sommaires du tableau A annexé à cette loi, donne lieu, dans la pratique, à des difficultés réelles : déplacements nombreux de militaires de tout grade, trouble profond apporté dans le service, charges pour le Trésor. Quant aux sous-officiers rengagés, les garanties qui leur sont données ne sont pas plus grandes que celles qui résulteraient d'une réglementation plus précise et plus conciliable avec les exigences du service.

C'est, d'ailleurs, ainsi qu'a procédé le législateur, en ce qui concerne les officiers et fonctionnaires assimilés.

La loi du 19 mai 1834 (art. 13) se borne à remettre, en effet, à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la composition et les formes des Conseils d'enquête pour les officiers. Cependant, nul ne peut songer à contester l'importance qui s'attache à toutes les questions intéressant *l'état des officiers de notre armée*.

Nous estimons également qu'il y a lieu d'apporter une légère modification à l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, pour mettre les dispositions qui y sont contenues en harmonie avec la réglementation actuellement en vigueur dans les corps de troupe et avec les

dispositions insérées à l'article 6 de la loi du 18 mars 1889, sur le rengagement des sous-officiers.

L'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 dispose, en effet, (alinéa 9) qu' « en cas d'inconduite de la part du commissionné, le *Ministre de la Guerre* peut, sur l'avis conforme d'un Conseil de discipline, soit suspendre les effets de la *Commission*, soit révoquer définitivement le militaire commissionné, suivant la gravité des faits reprochés ».

L'examen de ce texte permet de constater trois anomalies qu'il importe de faire disparaître :

1° La loi du 15 juillet 1889 prévoit la suspension des effets de la *Commission*, que la loi du 18 mars 1889 ne mentionne pas;

Cette punition a disparu dans l'usage, et les règlements sur le service intérieur des corps de troupe ne la contiennent plus. Il vaut donc mieux ne plus la faire figurer dans un texte de loi.

2° L'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 ne mentionne pas la mise à la retraite d'office des commissionnés; cette mesure est cependant inscrite dans la loi du 18 mars 1889 et s'applique dans la pratique; elle figure, pour ce motif, dans les règlements sur le service intérieur des corps de troupe.

3° Enfin l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 dispose que le *Ministre de la Guerre* peut, soit suspendre les effets de la *Commission*, soit révoquer le commissionné; la loi du 18 mars 1889 remet, au contraire, au commandant du corps d'armée le droit de casser, de rétrograder, etc., le sous-officier rengagé ou commissionné.

Sans doute, on doit admettre que la loi du 15 juillet 1889 n'a pas, en fait, modifié la loi du 18 mars précédent; que, par suite, l'article 6 de cette dernière loi est seul applicable aux sous-officiers et assimilés rengagés ou commissionnés,

tandis que l'article 68 (paragraphe 9) de la loi du 15 juillet vise uniquement les caporaux ou brigadiers commissionnés. Mais alors l'anomalie est plus grande, puisque *le Ministre seul pourrait révoquer un commissionné du grade de brigadier ou de caporal et même simple soldat*, alors que *les gouverneurs militaires et les commandants de corps d'armée possèdent ce droit à l'égard des sous-officiers rengagés ou commissionnés*.

Il est donc plus normal de décider que, *dans tous les cas*, la rétrogradation ou la cassation des sous-officiers rengagés, la mise d'office à la retraite ou la révocation des commissionnés *sont prononcées par le Ministre ou par le commandant du corps d'armée, délégué*.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous soumettre le projet de loi ci-après, portant modifications à l'article 6 de la loi du 18 mars 1889, sur le rengagement des sous-officiers, au tableau A annexé à cette loi, et à l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier.

Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889, modifiée par celle du 6 janvier 1892, relative au rengagement des sous-officiers (composition des Conseils de régiment), est remplacé par le tableau A annexé à la présente loi.

Art. 2.

La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la mise à la retraite d'office ou la révocation du sous-officier commissionné sont prononcées par le Ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis d'un Conseil d'enquête, dont la composition et la forme seront déterminées par un règlement d'administration publique.

La mise à la retraite d'office ou la révocation des caporaux, brigadiers et soldats commissionnés sont prononcées par la même autorité, d'après l'avis d'un Conseil de discipline constitué suivant les règlements militaires en vigueur.

Les avis du Conseil d'enquête ou du Conseil de discipline ne peuvent être modifiés qu'en faveur du militaire.

Les dispositions du présent article abrogent les paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 et le paragraphe 9 de l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889.

Fait à Paris, le 27 février 1893.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : LOIZILLON.

ANNEXE

**au projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du
18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers, et
l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrute-
ment de l'armée.**

TABLEAU A

Composition des Conseils de régiment (*Application de l'article 5 de la loi relative au rengagement des sous-*

DÉSIGNATION DES CORPS.	PRÉSIDENT.	MEMBRES DU CONSEIL.	OBSERVATIONS.
Régiments	Le chef de corps.	Le lieutenant-colonel (1), 2 chefs de bataillon ou d'escadron (2), 4 capi- taines (3).	(1) Non remplacé, en cas d'empêchement. (2) Dont le commandant du bataillon auquel appartient le sous-officier si le bataillon est réuni à la portion principale. (3) Dont le capitaine de la compagnie à laquelle appartient le sous-officier si la compagnie est réunie à la portion principale.
Bataillons ou escadrons formant corps..	Id.	2 capitaines (3), 1 lieutenant.	(4) Dont un pris en dehors de la compagnie ou batterie.
Compagnies formant corps.....	Un chef de bataillon ou d'escadron.	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	(5) Si le commandant du régiment est un officier en retraite, le Conseil est présidé par un chef de bataillon ou d'escadron du service d'état-major; dans ce cas, un des capitaines pris dans ce service est remplacé comme membre du Conseil par l'officier qui a le commandement de la section.
Batteries d'artillerie en Algérie et en Tunisie.....	L'officier supérieur commandant les unités de la division (Algérie) ou de la brigade (Tunisie).	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	(6) Dont un est remplacé par un adjoint à l'intendance s'il s'en trouve un dans la ville où est stationnée la portion principale de la section.
Compagnies du train des équipages militaires en Algérie et en Tunisie.....	Id.	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	
Compagnies du génie (Algérie et Tunisie).	Le directeur du génie.	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	
Compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers	Le directeur de l'établissement auquel la compagnie est attachée.	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	
Sections. {	d'état-major et du recrutement.....	Le commandant de recrutement commandant la section (5).	3 capitaines dont 2 pris dans le service d'état-major, 1 dans les corps de troupe.
	de commis et ouvriers militaires d'administration.	Le sous-intendant militaire chargé de la surveillance administrative de la section.	2 capitaines (6), l'officier d'administration commandant la section.
	d'infirmiers militaires....	Le médecin chef, principal ou major de 1 ^{re} classe duquel relève la section.	1 capitaine, 1 médecin-major de 2 ^e classe, l'officier d'administration commandant.
Écoles militaires	Le commandant.	3 officiers dont le commandant en second s'il en existe.	

NOTA. — Le Conseil de régiment siège à la portion principale du corps.
Le Président a voix prépondérante en cas de partage des voix.
L'officier commandant la compagnie à laquelle appartient le sous-officier envoie, s'il ne siège pas au Conseil, un rapport écrit contenant son avis motivé.
Les officiers entrant dans la composition du Conseil sont pris autant que possible, et sauf des exceptions indiquées au tableau dans les corps de troupe auquel appartient le sous-officier.
Le chef de corps ou de service, Président, est, en cas d'empêchement, remplacé par celui qui le supplée.
Le lieutenant prévu pour la composition des Conseils d'enquête, dans certains corps de troupe, peut, en cas de nécessité, être remplacé par un capitaine pris au besoin dans un autre corps de troupe.

N° 2814

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1893

[Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juin 1893.]

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *relatif au rengagement des sous-*
officiers,

PAR M. MÉZIERES,

Député.

Messieurs,

Au moment où le service de trois ans a été établi dans
l'armée, le Gouvernement et les Chambres ont pensé qu'il

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; de Mahy, général de Frescheville, *vice-présidents*; Camille Dreyfus, *secrétaire*; Buvignier, Bizarelli, Edmond Caze, Vilfeu, Le Provost de Launay, Jumel, vice-amiral de Dompierres, d'Hornoy, Gotteron, Lombard, Legludic, prince d'Arenberg, Guyot-Dessaigne, Dujardin-Beaumetz, baron Reille, Frogier de Ponlevoy, Francis Charmes, Georges Levet, Georges Berger (Seine), comte de Mun, Edouard Lockroy, Henri Brisson, vicomte de Montfort, Baile, Chautemps, Philippon, Bourlier, comte de Lanjuinais, marquis de La Ferronnays.

(Voir le n° 2430.)

était de la plus haute importance de favoriser le rengagement des sous-officiers. Nous ne pouvions réduire le nombre des années de service sans nous occuper en même temps de fortifier les cadres inférieurs. Le résultat que nous poursuivions a été rapidement atteint. Grâce aux avantages de toute nature accordés dans le présent et dans l'avenir aux sous-officiers rengagés, il se présente aujourd'hui beaucoup plus de sujets que l'armée ne peut en retenir. Les sous-officiers les plus méritants, les plus dignes d'être rengagés, éprouvent beaucoup de peine à trouver des postes vacants. Dans ces conditions, le recrutement des cadres inférieurs de l'armée est désormais assuré. La loi du 6 janvier 1892, qui autorise le rengagement sans prime, nous a permis d'en faire la preuve. Le nombre de ceux qui demandent à se rengager, même sans prime, ne cesse de s'accroître. Nous n'avons plus de ce côté aucune inquiétude à concevoir. Les sujets ne nous manqueront pas.

Le moment semble donc venu d'alléger dans une certaine mesure les sacrifices qu'impose au Trésor le rengagement des sous-officiers. C'est ce que nous demande M. le Ministre de la Guerre, dans un projet de loi qui a été déposé le 26 novembre 1892 sur le bureau de la Chambre. La loi du 18 mars 1889 accorde à chaque sous-officier rengagé une gratification annuelle de 200 francs. M. le Ministre propose de réduire cette gratification à 100 francs.

Il propose en même temps d'abroger le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 18 mars 1889, qui ouvre au sous-officier nommé officier le droit à la part proportionnelle de prime de rengagement. Cette disposition n'est en rien justifiée. Les avantages pécuniaires accordés par la loi ont pour objet de maintenir sous les drapeaux des sous-officiers de carrière. Si, à l'origine, au moment où se produit la demande de rengagement, il est difficile d'établir une distinction entre ceux qui pourront devenir officiers et les autres, il n'existe en tout cas aucune raison de payer aux sous-officiers rengagés, une fois qu'ils sont promus officiers, une part propor-

tionnelle de la prime de rengagement. Cette prime n'a pas été créée pour eux, elle n'appartient qu'à ceux qui restent dans les cadres inférieurs, puisque la loi a pour unique objet de fortifier ceux-ci.

En conséquence, nous vous proposons, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique.

Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 18 mars 1889 est remplacé par le suivant :

Le sous-officier, nommé officier, n'a pas droit à cette part proportionnelle.

Le tarif n° 2 est modifié comme il suit :

« Gratification annuelle : 100 francs. »

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux sous-officiers actuellement rengagés.

DIRECTION

du Contrôle

BUREAU

Budgets - Comptes.

Paris, le

26 Juin 1892.

LE MINISTRE DE LA GUERRE

à M.²

le Président de la Commission
de l'Armée au Sénat

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 26 courant, la Chambre des Députés a adopté un projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 18 mars 1889 relative au rengagement des S^t officiers. Le dernier alinéa de ce projet est ainsi conçu :

" Ses dispositions de la présente loi ne sont pas applicables
" aux S^t officiers actuellement rengagés."

D'autre part dans la séance du 27 juin le Rapporteur du Budget de la Guerre a fait au nom de la Commission du Budget la déclaration suivante :

" La loi, en effet, stipule que ces diminutions
" d'avantages ne sont pas applicables aux rengagements
" en cours, et c'est là le seul sens (nous nous en sommes assurés
" d'après les déclarations de M^r le Ministre de la Guerre et de
" la Commission de l'armée) qu'il faut attacher à la réserve
" finale de la loi.

" Tout rengagement postérieur à la promulgation

« de la loi, qu'il soit contracté par un ¹ officier actuellement
 « engagé ou non, constituant un nouveau contrat, le engagé
 « retombera sous le régime de la loi nouvelle. »

Mon opinion est conforme à celle qui a été
 exposée à la Chamb. Si la Commission de l'armée
 du Sénat la partage elle jugera peut être opportun
 de l'indiquer d'une manière précise dans son rapport
 afin d'éviter pour l'avenir toute difficulté d'interpré-
 tation.

Dans le cas où le texte adopté par la Chambre
 des Députés ne lui paraîtrait pas pouvoir être interpré-
 té ainsi, il semble qu'il conviendrait d'y introduire
 une modification qui pourrait être rédigée ainsi
 qu'il suit :

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables
 « aux ¹ officiers pendant la durée des engagements contractés
 « antérieurement à la promulgation de la présente loi. »

Agreez, Monsieur le Président, l'assurance
 de ma haute considération

Gal
 Loizellier

du nombre des officiers d'artillerie dans le cadre de
l'Etat major général; c'est aussi qu'un grand
nombre de divisions d'infanterie sont commandées
par des artilleurs, et qu'ils ont accaparé
en quelque sorte tous les hauts emplois de
l'armée de la guerre et qu'ils constituent
presque à eux seuls le Conseil Supérieur de
la guerre l'aurait qu'il est incontestable
que c'est dans l'arme de l'infanterie que
l'officier s'exerce le mieux aux manœuvres
des masses.

Après un échange d'observations sur la rédaction
du § 3^e de l'article 18 la commission passe
à l'examen du projet de loi sur le
Rengagement des Sous-officiers sur lequel
M. le G^{al} Ruvionard reproduit les considérations
contenues dans l'exposé des motifs.

(Soit les textes ci contre)

La commission passe ensuite à l'examen du projet
de loi sur les retraites proportionnelles.

M. le G^{al} Ruvionard rappelle que le projet de loi a été inspiré
par la pensée de se procurer par des retraites
anticipées un certain nombre d'officiers de
réserve de 1^{er} ordre; grâce au système
des retraites pp^{elles} accordées à 10 ans de service
l'Allemagne trouve en nombre considérable ces
éléments de première pp^{elle} le commandement
de unités de réserve ouvrier d'ailleurs sur
le nombre de sous-officiers et en France
extrêmement élevé surtout dans l'arme de
l'infanterie

Lehmann et ensuite Lesca

Le Président

Lebentane

Commission de l'Armée

Proposition ayant pour objet d'apporter des modifications au projet de loi relatif à la constitution des cadres et de des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale.

par M. le Général Tapy
Sénateur.

Article 1^{er}

Les modifications suivantes sont apportées à la constitution des corps d'Infanterie.

Le cadre complémentaire des régiments subdivisionnaires est réduit à un Chef de Bataillon et un Capitaine ;

pareil cadre est créé dans les régiments de zouaves ;

dans les bataillons formant corps, il est créé un deuxième emploi d'adjudant major.

Dans les régiments subdivisionnaires, les régiments de zouaves et les bataillons formant corps, il est créé un 3^e emploi de lieutenant dans chaque compagnie ;

l'un de ces lieutenants est chargé de l'emploi d'adjoin au Trésorier.

Dans tous les régiments d'infanterie, tant subdivisionnaires que régionaux, il est créé une compagnie de dépôt à cadre restreint.

Article 2.

Les Bataillons de Chasseurs à pied sont tous formés à 6 compagnies actives.

Chacun d'eux est commandé par un lieutenant Colonel assisté d'un Chef de Bataillon commandant en second.

Article 3.

(Comme au projet.)

Article 4.

Les cadres des régiments de cavalerie de France ont la composition déterminée par la loi du 13 Mars 1875, sous la réserve que les régiments des Divisions indépendantes n'ont pas d'aide-vétérinaire.

La composition des cadres des régiments d'Afrique est la même que celle des régiments de France, toutefois ces cadres ne comportent qu'un Colonel ou lieutenant Colonel, et dans les régiments de spahis il n'existe ni capitaines instructeurs ni porte-étendard.

Les articles 5, 6, 7 et 8 sont supprimés.

Article 9.

Le cadre de l'Etat-Major général est composé d'officiers généraux provenant des diverses armes proportionnellement à l'ensemble des officiers existant dans chacune de ces armes. Aucun officier général ne peut être chargé du commandement d'une division active ou d'une brigade d'une arme quelconque, s'il n'a servi effectivement dans cette arme au moins deux ans comme capitaine ou quatre ans comme officier supérieur.

Article 10.

Sont placés hors cadres, en temps de paix, les capitaines d'infanterie ou d'artillerie détachés à titre permanent dans une école militaire, ou comme stagiaires dans un état-major.

Article 11.

Comme paragraphe (comme au projet)

Indépendamment de ce personnel fixe et suivant l'importance du service, des lieutenants prélevés sur le régiment d'infanterie de la subdivision peuvent être détachés dans le bureau de recrutement de cette subdivision. Ils rejoignent leur corps en cas de mobilisation.

Pour les gouvernements de Paris et de Lyon, le Ministre de la Guerre désigne les corps qui auront à détacher des lieutenants dans le service du recrutement.

Article 12

(Comme au projet.)

Article 13.

L'effectif permanent à solde de l'armée territoriale se réduit à un capitaine major par régiment d'infanterie de cette armée. Ce capitaine, pris comme les officiers de recrutement, parmi les officiers retraités, est placé sous les ordres directs du major du régiment subdivisionnaire.

Les corps de troupe de toutes armes de l'armée territoriale sont rattachés etc. (comme dans le projet)

Articles 14, 15 et 16 sans modifications.

Présence de M. le Général Billot

Sont présents MM. Lerenas, Benaret, Charis, Loney, Guyot, Lavalure, Général Japy, Général Grisy, Choret, Haddington, Isaac.

M. le Général Japy a la parole pour développer le contre projet dont il est l'auteur et qui est ainsi conçu :
Voici le contre.

En résumé au lieu du cadre complémentaire tel qu'il est créé dans le projet de loi ; savoir :

2 officiers supérieurs

8 capitaines

4 lieutenants

le général réduit le cadre à 1 officier sup. et à 1 capitaine en outre un 3^e emploi de lieutenant traiterie dans chacun des 12 Compagnies du Reg^t.

On créerait ainsi l'introduction dans l'armée d'officiers sans emploi en temps de paix. Les inconvénients qui résultent d'un semblable système ont été développés ailleurs.

D'autre part les Compagnies possédant 4 officiers suffiraient en se doublant comme cadre au Commandement de C^{ie} du Reg^t de réserve.

M. le G^{al} Grisy

Combat un système qui, à sous-entendu, Morganiserait le reg^t actif au moment de la mobilisation, sans que chaque C^{ie} perdant la moitié de ses officiers.

De plus le C^{ie} du Reg^t de réserve devrait du fait au lendemain Commandant par 2 officiers n'ayant jamais exercé la fonction de capitaine et qui par suite le mieux peut être au denier d'une tâche aussi difficile.

M. le G^{al} Japy

Soutient que les lieutenants nommés capitaines le sont

de la déclaration de guerre se montrèrent plus aptes
à leurs fonctions que les capitaines du cadre complémentaire
qui auront perdu dans l'inaction toutes leurs
qualités.

En ce qui concerne la Cavalerie M. le g^{al} Japy
représente aucun obstacle au projet.

Au regard de l'artillerie le général repousse
toute augmentation de cadres.

M. le g^{al} Grzy explique le mécanisme de la mobilisation, en
ce qui concerne le régiment d'artillerie, qui donnera
chaque division naissance à 30 unités ~~et~~ ~~est~~ ~~don~~
~~à 15 unités nouvelles~~ et fera donc absolument
indispensable d'adopter la solution proposée par le
Ministre d'accord avec la Chambre.

En ce qui concerne l'art. 9 relatif à l'Etat-major
général M. le g^{al} Japy soutient ses opinions
sur la proportionnalité de généraux d'après les
armes d'origine en mettant sous les yeux de
la Commission le tableau suivant.

actuel de	180	général	l'infanterie n'en a que	141	soit	39 en moins
"	52	"	la cavalerie en a	66	"	14 en trop
"	88	"	l'artillerie en a	8	"	10 "
"	13	"	le génie	28	"	15 "

On le voit c'est l'infanterie qui est sacrifiée
et est donc indispensable d'introduire dans
la loi le principe de la proportionnalité sur
l'ensemble des officiers de l'arme.

10 divisions d'infanterie sont commandées
par des généraux d'artillerie, il semble cependant
que les brigades et les divisions d'infanterie ne sont
pas faites pour l'éducation de généraux de armes
spéciales, il semble plus convenable qu'elles soient
commandées par ceux qui les ont formés et
instruits.

M. le g^{ral} Grévy fait observer que le premier de la proposition est excellent jusqu'au grade de colonel inclusivement mais et offrait de même au delà de ce grade. De plus en exigeant pour obtenir le com^{te} d'une durée d'infanterie que l'officier s^t ait servi 1 an dans l'armée comme capitaine & 4 ans comme officier supérieur on exclut en réalité les officiers d'artillerie & de cavalerie, et cependant indispensable que les généraux appellés dans l'armée à exercer des commandements de corps d'armée ou à avoir tous les armées sous leurs ordres soient préparés à ce haut commandement.

Après un échange d'observations sur le groupement des batteries détachées en Algérie de 11^e & 12^e Rég^t d'artillerie le commandant décide sur elle le 7 juillet — 1870.

Le plan est arrêté ainsi :

Le Président

Le Secrétaire

Séance du 7 juillet 1893.

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. M. Bardoux, Ferry, Claris, Choret, Isaac, Gilbert Gaillard, Guyot-Lavaline, G^{al} Grivy, Benazet.

M. Bardoux avant qu'il ne soit passé à l'examen de la loi des Cadres demande à ses collègues l'autorisation de leur soumettre une modification qu'il y aurait lieu d'apporter aux dispositions que la Commission a adoptées en ce qui concerne la proposition de loi présentée par M. Béranger et relative à l'incorporation des individus ayant des antécédents judiciaires.

Au cours de son travail le Rapporteur a été frappé d'une contradiction que révèle l'examen des dispositions de l'article 5 de la loi du recrutement, comparées à la loi du 26 Mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

En effet sans qu'il soit nécessaire de mettre sous les yeux de la Commission les textes des deux lois, il suffira de rappeler que les jeunes gens condamnés aux peines visées à l'article 5 de la loi du Recrutement sont incorporés d'office dans les bataillons d'infanterie lorsqu'ils sont atteints par l'âge de la conscription;

d'autre part, aux termes de la loi du 26 Mars 1891 la peine encourue par ces mêmes individus est suspendue pendant cinq années s'ils ont été admis au bénéfice de cette loi.

Or ces derniers sont incorporés dans lesdits bataillons (ce qui est une véritable peine) par l'autorité militaire, conformément d'ailleurs

aux termes mêmes de l'article 5 qui dit :
Les individus condamnés de... En effet, la
condamnation a été prononcée, ^{les conséquences} ~~la peine~~ Seules
sont suspendues pendant une période de cinq
années.

La contradiction signalée plus haut n'en
est pas moins flagrante puisque les
jeunes gens, bénéficiaires de la loi Bédarride
supportent, on le voit, une conséquence
grave de la condamnation encourue ce qui
est absolument contraire à son esprit.

On remarquera, en outre, l'anomalie
qui résulte de cette application de la loi :
elle réserve ses rigueurs pour les seuls
individus reconnus aptes au service armé,
tandis que ceux qui ont été déclarés
impropres au service bénéficient dans
leur intégrité des bienfaits de la législation
du 26 mars 1891.

Ces considérations développées dans un long
entretien du rapporteur avec M. le Ministre
de la guerre ne devaient pas rester sans écho.
Après avoir demandé le délai nécessaire à une
étude approfondie de cette question, le rapporteur
avait la satisfaction de recevoir par lettre
la preuve d'une entière adhésion du Gouvernement.
Le Commissaire l'annonce sans doute à la
peine du Rapporteur en introduisant dans
le texte de la proposition de loi une disposition
qui constitue un véritable progrès.

M. Gilbert Gaillard exprime le regret que les hommes libérés d'Alsace
après 3 ans de séjour aux bataillons ne
soient pas admis aux mêmes avantages que les
individus condamnés après avoir quitté le service.
Si l'urgence qui s'est faite sur la conduite de ces

N° 228

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 juin 1893.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹ chargée d'examiner
la proposition de loi de MM. BÉRENGER, Jules SIMON,
Léopold THÉZARD, Eugène GOUIN, tendant à modifier les
articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889, sur le
recrutement de l'armée,*

PAR M. BARDOUX

Sénateur.

MESSIEURS,

§ 1^{er}

La proposition de loi dont a été saisie votre Commission de l'armée, par un renvoi du Sénat en date du 1^{er} juillet 1892, porte sur deux points : l'incorporation dans l'armée et l'engagement volontaire des hommes ayant des antécédents judiciaires.

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT, *Président*; Général GRÉVY, BERTHELOT, *Vice-Présidents*; SÉBLINE, Gilbert GAILLARD, *Secrétaires*; TÉZENAS, BARDOUX, DE VERNINAC, MARET, BENAZET, LEVREY, CLARIS, CHOVET, Général JAPY, ISAAC, GUYOT-LAVALINE, Marquis DE CARNÉ, Richard WADDINGTON.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-adjoint*.

(Voir Sénat, n° 184, session ordinaire 1892.)

Aux termes de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement, sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique : 1° les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal; 2° ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins, pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance, ou attentat aux mœurs, prévus par l'article 334 du Code pénal; 3° ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent.

Aux termes du même article, ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveront retenus, pour ces mêmes faits, dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans lesdits bataillons à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

Cet article 5 contient enfin une dernière disposition sur laquelle nous appelons l'attention du Sénat. Cette disposition est ainsi conçue : « Après un séjour d'une année dans ces bataillons, les hommes désignés au présent article, qui seraient l'objet de rapports favorables de leurs chefs, pourront être envoyés dans d'autres corps par le Ministre de la Guerre. »

L'application de cet article 5 a révélé de graves inconvénients en ce qui touche une catégorie assez nombreuse de jeunes gens qui, bien que s'étant rendus coupables de fautes justement punies, se sont cependant acquis des droits réels à l'intérêt, grâce à leurs efforts courageux pour se relever par la bonne conduite et le travail.

Il est incontestable que les lois antérieures sur le recrutement, la loi Gouvion-Saint-Cyr, comme celle votée sous la monarchie de Juillet, et même la loi de 1872, sauf les cas d'exclusion de l'armée attachés à certaines condamnations de nature particulièrement grave, ne contenaient à l'égard

de ces jeunes gens aucune disposition spéciale. Ils étaient admis à servir dans les conditions ordinaires. C'était au pouvoir disciplinaire des chefs qu'il appartenait de corriger ce que la législation avait de trop absolu. Les individus suspects étaient surveillés et, à la moindre faute, envoyés soit dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, soit même dans les compagnies disciplinaires. Pour les autres, qui s'appliquaient à racheter leur faute par leur bonne conduite, l'œuvre toujours si fragile de leur relèvement moral n'était pas interrompue.

C'est cet état de choses que la loi de 1889 a modifié.

Non pas (et ce détail n'est pas à négliger) que le Gouvernement eût songé à une modification; si l'on se reporte aux débats des deux Chambres, on remarque que c'est à l'initiative parlementaire que cette modification est due. Le motif invoqué, et nous y reviendrons pour le combattre, était que, du moment que l'armée comprenait toute la nation, il fallait soustraire la masse des conscrits honnêtes au contact d'éléments qui pourraient les souiller. C'est pour ce motif, et uniquement pour ce motif, que les condamnés énumérés dans l'article 5 ont été envoyés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, sans tenir compte des circonstances et de leur bonne conduite après leur peine subie.

Les auteurs de la proposition de loi demandent que les individus reconnus coupables ne soient incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique que sauf décision contraire du Ministre de la Guerre, rendue après enquête sur leur conduite depuis leur libération de l'emprisonnement.

La majorité de votre Commission s'est montrée favorable à cette première partie de la proposition. Les arguments qui nous ont déterminés ont déjà été donnés dans les discussions qui se sont élevées à diverses reprises dans le Parlement. Nous ne pouvons que les résumer.

En fait, après avoir consulté la statistique du Ministère

de la Justice, on s'aperçoit que s'il a été permis d'affirmer, dans les débats relatifs à la loi sur le recrutement de l'armée, que les bataillons d'Afrique ne pouvaient être confondus avec les compagnies de discipline, aujourd'hui, ils ne sont plus que des bataillons de condamnés. Une question de justice et de préservation sociale, encore plus que d'humanité, se soulève donc en faveur des jeunes gens qui, avant l'âge du service militaire, ont eu le malheur d'avoir encouru dans leur vie une condamnation. Si cette condamnation a été grave, ou s'il y a eu récidive, ils méritent généralement peu d'intérêt; mais si elle a été relativement peu importante et unique, on ne peut oublier qu'ils n'ont pas atteint vingt et un ans, que leur faute a pu être occasionnée par la légèreté ou l'entraînement, qu'elle a d'ailleurs pu être rachetée depuis par la bonne conduite, et que ces jeunes gens ne méritent pas d'être traités, par conséquent, comme des criminels dangereux et endurcis. Le fait de servir dans des bataillons de condamnés expose ces jeunes gens à se voir fatalement ramenés aux conditions les plus propres à les rejeter dans le désordre. Il les soumet, sur la présomption d'une indignité morale, dont leur conduite, depuis l'expiation de leur peine, a pu les relever, au danger des contacts déshonorants et corrupteurs.

Il ne faut pas croire que ces situations soient accidentelles. Il résulte des chiffres communiqués à votre Rapporteur, et qui sont tirés du tableau 29 du compte rendu de la justice criminelle, que le nombre total des mineurs *poursuivis* pour délits de toute nature est de 32.061, se décomposant ainsi : moins de seize ans, 6.743, et de seize à vingt et un ans, 25.318.

Les jeunes filles sont comprises dans le chiffre total; mais dans des proportions minimales.

Le nombre des mineurs *poursuivis* pour les quatre délits visés par la loi du recrutement (art. 59) est de 13.696, se décomposant ainsi :

	Moins de 16 ans.	De 16 à 21 ans.
Outrage à la pudeur	105	384
Vol	4.080	8.310
Escroquerie	49	403
Abus de confiance	55	310
	<u>4.289</u>	<u>9.207</u>

Ces quatre délits figurent donc pour 44 0/0 dans le nombre total des mineurs poursuivis.

Si l'on prend maintenant le chiffre des mineurs condamnés pour lesquels on ne peut avoir qu'un chiffre total sans détermination de délits, on trouve (tableau 32 du compte rendu :

	Moins de 16 ans.	De 16 à 21 ans.
Condamnés à l'amende seulement	858	6.690
Condamnés à moins de six jours d'emprisonnement	208	2.276
	<u>1.066</u>	<u>8.966</u>
Total	<u>10.032</u>	

Si, ce qui est probable, la proportion des condamnés pour les quatre délits, par rapport au nombre total des condamnations, est à peu près la même que pour les inculpés, c'est-à-dire 44 0/0, il y aurait de ce chef 4.400 mineurs auxquels chaque année la disposition que nous vous proposons d'adopter pourrait être appliquée.

Ce nombre serait, nous le pensons, plus que doublé, si, aux peines inférieures à six jours d'emprisonnement, on pouvait ajouter celles de six jours à trois mois.

Sans doute, après une année, les condamnés, incorporés aux bataillons d'Afrique, peuvent, aux termes de la loi actuelle, être envoyés dans d'autres corps. Mais pourquoi attendre une année, si l'on peut au moment même de

l'incorporation constater leur bonne conduite? La crainte des contacts dangereux de ces condamnés, vis-à-vis des autres conscrits, est-elle un argument suffisant pour devenir un obstacle?

Toutes les précautions ont été prises par votre Commission, d'accord avec M. le Ministre de la Guerre, qui donne son adhésion au projet. M. le Ministre a fait observer qu'en effet il se trouverait souvent dans l'impossibilité d'apprécier les gages de repentir des condamnés après leur sortie de prison. Nous estimons avec lui que l'enquête à laquelle donnera lieu la conduite de ces hommes devra être dirigée par l'autorité administrative qui possédera, plus que l'autorité militaire, les moyens de suivre le jeune homme pendant sa détention et après sa sortie de prison. La situation des intéressés devra donc être examinée d'abord par le Préfet du département où réside le condamné et sur sa demande. Dans le cas où, d'après l'enquête, le Préfet jugerait qu'une faveur doit être accordée, il adresserait au Ministre de la Guerre son avis et les pièces de l'enquête; il serait possible alors au Ministre, avec les pièces sous les yeux et sur l'avis de la plus haute autorité administrative du département auquel appartient l'intéressé, de statuer en toute connaissance de cause.

D'accord avec M. le Ministre de la Guerre, nous rédigerions ainsi la première partie de la proposition de loi :

« Toutefois, sur la proposition du Préfet, et après enquête, l'autorité militaire pourra affecter à d'autres corps ceux de ces jeunes gens dont la conduite, depuis leur sortie de prison, aura été reconnue satisfaisante. »

Nous rencontrons une dernière objection tirée du correctif que l'article 5 de la loi sur le recrutement a apporté à ses rigueurs. On dit que, d'après cet article, après un séjour d'une année dans un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, les hommes qui seraient l'objet de rapports favorables pourront être envoyés dans d'autres corps par le Ministre de la Guerre.

Nous répondons que les chefs de corps n'usent pas souvent de la faculté qui leur est ainsi donnée ; dans tous les cas, le séjour dans le bataillon spécial, ne fût-il habituellement que d'une année, n'est-il pas suffisant pour présenter la plupart des dangers que nous voulons éviter ? Pourquoi ne pas obéir immédiatement au besoin de sauver un enfant déjà à moitié réhabilité ?

Une autre question s'est imposée à l'attention de la Commission.

Quelles dispositions seront prises en ce qui concerne les hommes qui auraient été condamnés, mais auraient bénéficié du sursis prononcé par les tribunaux, en vertu de la loi qui porte communément le nom de notre honorable collègue, M. Béranger ?

Il ne peut s'agir des condamnés qui sont exclus de l'armée, aux termes de l'article 4 de la loi du recrutement, mais seulement des condamnés visés par l'article 5. Pour ceux-là nous estimons, avec M. le Ministre de la Guerre, que le bénéfice de la loi Béranger ayant pour effet de suspendre la condamnation, les dispositions bienveillantes du projet de loi s'appliquent, *a fortiori*, aux hommes de cette catégorie. Tant que ces hommes n'auront pas été définitivement condamnés, ils ne peuvent être assimilés, au point de vue du service militaire, à ceux qui ont subi leur peine.

§ II

Nous avons en second lieu à examiner la question d'engagement volontaire.

Dans l'état de la législation actuelle, le jeune soldat qui se présente au recrutement avec sa classe n'est incorporé dans les bataillons d'Afrique que lorsqu'il a subi plus de trois mois d'emprisonnement ou deux condamnations, quelle qu'en soit la durée, pour les cinq délits spécifiés par la loi.

En conséquence, si la peine subie a été moindre, il est versé dans les régiments ordinaires. Veut-il devancer l'appel et s'engager, les conditions sont toutes différentes ; n'eût-il été condamné qu'à vingt-quatre heures de prison, même à une simple amende, son engagement n'est reçu que pour les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

L'article 59 est en effet ainsi conçu :

« Tout Français ou naturalisé Français, comme il est dit aux articles 11 et 12 de la présente loi, ainsi que les jeunes gens qui doivent être inscrits sur les tableaux de recensement ou qui sont autorisés par les lois à servir dans l'armée française, et les jeunes gens nés en pays étrangers d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, peuvent être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée active, aux conditions suivantes : L'engagé volontaire doit : ... 3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique. »

On fait observer avec raison que cette différence avait une raison d'être dans les législations antérieures. Avec le service restreint et le régime du remplacement, c'était un moyen efficace d'éliminer de l'armée des éléments qu'on jugeait préférable de n'y point introduire. Cette raison a-t-elle aujourd'hui sa raison d'être ?

La discipline militaire serait le salut pour le jeune homme dont nous venons de parler ; il serait facile sous le drapeau de l'arracher aux chutes qui le menacent. Ayant le sentiment de la faute commise et la volonté de la faire oublier par sa bonne conduite, il deviendrait un excellent soldat. On pourrait citer de nombreux exemples. Or, l'engagement militaire, ce moyen d'éducation généralement si efficace pour tous ceux en qui n'est pas éteint le sentiment

de l'honneur, est devenu aujourd'hui presque impossible. Il ne s'agit et nous ne parlons que des engagements volontaires de trois ans.

Les auteurs de la proposition affirment cependant, sans être démentis, que l'engagement volontaire est admis pour les jeunes gens que la justice s'est bornée à envoyer, après constatation de leur absence de discernement, dans les maisons de correction ; l'autorité militaire les considère, avec raison, malgré leur séjour dans un pénitencier, comme acquittés. La faveur très légitime de ce traitement ne fait que mieux ressortir la rigueur inexplicable de l'autre.

Les conditions de service pour les engagés devraient être les mêmes que celles fixées pour les appelés.

Toutefois, en raison du petit nombre d'engagements admis pour trois ans dans les régiments d'infanterie, il importe de les réserver aux jeunes gens indemnes de tout antécédent judiciaire. L'armée, suivant l'expression contenue dans la lettre écrite par M. le Ministre de la Guerre à votre Commission, l'armée étant considérée comme une école de relèvement pour les jeunes gens qui ont subi certaines condamnations et qui se seront amendés depuis leur sortie de prison, la faveur de ne pas servir dans les bataillons d'Afrique doit être compensée par une durée plus longue de l'engagement. En portant à cinq ans la durée de l'engagement, on évite, en outre, à ces jeunes gens l'obligation de demander l'autorisation de s'engager à des chefs de corps qui seront peu soucieux, en raison des demandes nombreuses de conscrits dont la conduite n'a donné lieu à aucun reproche, d'introduire dans leurs régiments des éléments ayant encouru des condamnations.

En outre, il y a lieu de remarquer que les engagements de trois ans ne sont reçus qu'à certaines époques de l'année, tandis que ceux de cinq ans sont reçus toute l'année.

Enfin, la rédaction proposée à l'article 59 par M. Bérenger et les cosignataires de la proposition, si elle

n'était pas rectifiée, permettrait au jeune homme, condamné à moins de trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, de s'engager dans un corps quelconque, sans qu'il ait à justifier l'amélioration de sa conduite. Il paraît préférable de laisser à l'autorité militaire le soin de prendre une décision à ce sujet après enquête.

Votre Commission estime dès lors que la rédaction de l'article 59 devrait être ainsi modifiée :

« L'engagé volontaire doit : ... 3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le Ministre de la Guerre, après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison. La demande de l'intéressé sera transmise par le Préfet, qui y joindra son avis motivé. L'engagement ne sera alors reçu que pour cinq ans dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

§ III

M. le Ministre de la Guerre a signalé, dans la proposition de loi, une lacune qu'il nous propose de combler.

L'article 48 prévoit deux cas : Les hommes désignés dans l'article 5 comme devant être incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, et qui n'auront point été jugés dignes d'être envoyés dans d'autres corps au moment où ils passeront dans la réserve seront, lors de leur passage dans la réserve, affectés à ces mêmes corps. En temps de paix, ils accompliront leur période d'exercice dans des compagnies spécialement désignées à cet effet.

Tel est le premier cas prévu par l'article 48.

Ainsi le service militaire est terminé : nous supposons

que le jeune soldat est parti du bataillon d'Afrique avec un certificat de repentir ; il rentre dans son pays et trouve à se placer. Sa conduite continue à être bonne et il en a fini avec les conséquences de la condamnation expiée. Mais arrive le moment où il devra faire les vingt-huit jours imposés au réserviste. Dans quelle condition va-t-il les faire ? En temps de paix, il accomplira ses périodes d'exercice dans des compagnies spécialement désignées à cet effet. La faute, peut-être ignorée, deviendra publique.

Mention du corps d'affectation est portée sur le livret individuel.

Le voilà devenu homme : il est dans l'armée territoriale ; il s'est établi, marié peut-être. Là encore, il retrouvera cette honte chaque fois qu'il fera ses treize jours de service.

Ce sont là des sévérités bien grandes, funestes à celui qui cherche sincèrement à se relever.

Convient-il de laisser inscrite sur le livret de l'homme une mention qui serait considérée comme une flétrissure définitive, alors que l'indignité morale a cessé ? M. le Ministre de la Guerre a fait savoir à la Commission que les seules condamnations qui, jusqu'au 23 avril dernier, figuraient à ce livret, concernaient seulement les faits d'insoumission, de désertion et de participation à des mouvements insurrectionnels. Une note du 23 avril 1893 insérée au *Bulletin officiel* stipule que les condamnations précitées ne figureront plus au livret individuel. « On se bornera, dit la note, pour ces condamnations, comme pour les autres, à porter, s'il y a lieu, la mention : Interruption de service du au ». C'est une amélioration.

Le Ministre de la Guerre et la majorité de la Commission n'ont pas voulu, pour le premier cas prévu par l'article 48, modifier la législation.

Mais il est un second cas visé par le dernier paragraphe de l'article 48. Il prévoit le cas où un soldat ayant quitté l'armée active a encouru une des condamnations

spécifiées à l'article 5. M. le Ministre de la Guerre sur ce point a innové et nous l'avons suivi. Actuellement, les hommes dont il s'agit, qui sont versés dans la réserve de l'armée active, et qui commettent une des fautes visées à l'article 5, sont affectés, après l'expiration de leur peine, et aux termes de la législation en cours, aux bataillons d'Afrique. M. le Ministre propose de suspendre cette affectation pendant une année, qui servira d'épreuve, et permettra d'apprécier la conduite du condamné. Une fois la peine subie, si la conduite a été bonne et si l'enquête faite par le Préfet et transmise à l'autorité militaire est concluante, le Ministre de la Guerre pourra ne pas les affecter comme réservistes aux bataillons d'Afrique ou aux compagnies spéciales.

Quant aux périodes d'exercice auxquelles ils pourraient être astreints au cours de l'année qui suit la sortie de prison, ils ne les accompliront qu'après qu'il aura été statué, par la décision du Ministre de la Guerre sus-visée, sur leur affectation comme hommes disponibles de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale. C'est une innovation à laquelle nous donnons notre adhésion.

En résumé, les dispositions que votre Commission et le Gouvernement vous proposent d'accepter seront en harmonie avec tous les efforts faits par la législation civile pour détourner de la récidive le condamné, et en particulier le jeune homme susceptible d'être relevé d'une déchéance morale. En France et hors de France, les lois sont combinées actuellement pour essayer de séparer les condamnés en qui peuvent subsister encore de bons sentiments, des éléments mauvais qui l'ont perdu. Nous vous rappelons la loi de 1875 sur le régime cellulaire, la loi sur la libération conditionnelle, celle de 1891, appelée la loi Bérenger, qui permet au juge, après avoir prononcé la peine, de dispenser l'individu de subir le contact de la prison; nous vous rappelons enfin les développements des Sociétés de patronage. Il y a un grand intérêt d'humanité et un grand intérêt

social à chercher à détourner un jeune homme de toutes les causes de la récidive.

Toutes les dispositions ci-dessus ne visent que l'armée de terre ; sans doute, il y aurait lieu d'examiner s'il ne conviendrait pas de faciliter aussi les engagements des hommes dont il s'agit dans les troupes coloniales ; mais nous avons pensé que pour opérer un progrès moral comme celui qui est l'objet de la proposition que nous avons examinée, il ne fallait pas la compliquer.

En conséquence, la majorité de la Commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 5. — Les individus reconnus coupables..... sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Toutefois, sur la proposition du Préfet, et après enquête, l'autorité militaire pourra affecter à d'autres corps ceux de ces jeunes gens dont la conduite depuis leur sortie de prison aura été reconnue satisfaisante.

Ajouter à l'article 5 un dernier paragraphe ainsi conçu :

D'une manière générale, les hommes qui ont été condamnés pour les faits visés à l'article 5, mais auxquels

il aurait été fait application de la loi du 26 mars 1891 ne doivent pas être considérés comme condamnés, tant que leur peine aura été suspendue.

Art. 48. — Les dispositions des deux derniers paragraphes seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées à l'article 5.

Toutefois ces derniers ne seront affectés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique qu'un an après leur sortie de prison, et par une décision du Ministre de la Guerre, rendue sur la proposition du Préfet, après enquête sur leur conduite depuis ce moment.

Les périodes d'exercice auxquelles ils pourraient être astreints au cours de l'année qui suit leur sortie de prison ne seront accomplies qu'après qu'il aura été statué sur leur affectation comme hommes de la disponibilité, de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Art. 59. — L'engagé volontaire doit : 1°, 2°, 3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le Ministre de la Guerre, après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison. La demande de l'intéressé sera transmise par le Préfet, qui y joindra son avis motivé. L'engagement ne sera reçu que pour cinq ans dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

La discussion, en 1^{re} lecture, de
la proposition de loi de M. Beranger
a eu lieu le 13 juillet 1893.

La proposition fut adoptée mais après
une observation de M. Chérad qui
a amené la Commission à modifier
la rédaction de la manière ci-dessous

Cet article a été adopté en 2^e lecture

le 17 juillet 1893.

SÉNAT

20 Juillet 1893.

Session 1893.

PROPOSITION DE LOI

De MM. BÉRENGER, Jules SIMON, Léopold THÉZARD,
Eugène GOUIN, *tendant à modifier les articles 5
et 59 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrute-
ment de l'armée.*

(Voir les nos 184, sess. ord. 1892, et 228, sess. 1893.)

NOUVELLE RÉDACTION

PRÉSENTÉE PAR LA COMMISSION

Entre la 1^{re} et la 2^e délibération,

Le 20 Juillet 1893.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889
sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 5. — Sont incorporés dans les bataillons d'in-
fanterie légère d'Afrique :

Les individus reconnus coupables de crimes et

condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal;

Ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, prévu par l'article 334 du Code pénal, *à moins que leur peine n'ait été suspendue par application de la loi du 26 mars 1891;*

Ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent.

Toutefois, sur la proposition du Préfet, et après enquête, l'autorité militaire pourra affecter à d'autres corps ceux de ces jeunes gens dont la conduite, depuis leur sortie de prison, aura été reconnue satisfaisante.

~~Ceux qui au moment de l'appel de leur classe... (le reste de l'article sans changement), il aurait été fait application de la loi du 26 mars 1891, ne doivent pas être considérés comme condamnés, tant que leur peine aura été suspendue.~~

Art. 48. — Les dispositions des deux derniers paragraphes seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées à l'article 5.

Toutefois, ces derniers ne seront affectés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique qu'un an après leur sortie de prison, et par une décision du Ministre de la Guerre, rendue sur la proposition du

Préfet, après enquête sur leur conduite depuis ce moment.

Les périodes d'exercice auxquelles ils pourraient être astreints au cours de l'année qui suit leur sortie de prison ne seront accomplies qu'après qu'il aura été statué sur leur affectation comme hommes de la disponibilité, de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Art. 59. — L'engagé volontaire doit : 1^o, 2^o, 3^o, n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le Ministre de la Guerre, après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison. La demande de l'intéressé sera transmise par le Préfet, qui y joindra son avis motivé. L'engagement ne sera reçu que pour cinq ans dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Les mêmes dispositions sont applicables aux individus visés au troisième paragraphe de l'article 5, dans le cas où leur peine aurait été suspendue par application de la loi du 26 mars 1891.

50
51
derniers pendant l'année qui suivra leur sortie de prison, si ne seront pas affectés pour les appels aux Compagnies Spéciales; il semblait de toute justice d'accorder le même faveur aux anciens soldats des bataillons dont la conduite est sans reproche une fois rentrés dans leurs foyers.

Soit ci contre le texte
réfinitif du Rapport de
M. Bardoux

Après avoir accepté la motion de M. Bardoux la Commission revient à la discussion générale sur le loi de cadres.

M. Clavis Les explications si nettes et si précises que M. le Général Renouard a fournies avec tant de compétence sur les questions qui lui ont été posées dans une précédente séance montrant jusqu'à l'évidence la solidarité absolue qui existe entre les dispositions du projet et la mise en œuvre de la mobilisation; or le fonctionnement de nombreux rouages de ce mécanisme si compliqué nous échappe et avec beaucoup de sagesse la Commission ne croit pas devoir réclamer du Ministre une complète initiation qui doit rester le partage des hommes spécialement chargés d'une organisation qui a au plus haut degré, un caractère secret.

Dans ces conditions, n'est-il pas souverainement imprudent d'imiter les errements de la Chambre qui au lieu de respecter l'œuvre de l'Etat-major général c'est à dire d'hommes de haute valeur qui de plus ont consacré leur existence à l'étude de ces questions spéciales, se croit au contraire tenue de modifier les projets qui lui sont apportés présents moins dans l'espoir de les améliorer que pour obéir à ses habitudes de remaniements souvent malheureux aussi qu'elle le prouve une fois de plus dans l'élaboration avortée du projet de loi sur l'armée Coloniale.

Dans l'ignorance où nous sommes restés volontairement

sur bien des points, gardons nous d'une intervention indiscrette qui pourrait se traduire par des erreurs dont nous ne sommes pas à même d'apprécier toute la portée.

Que demandait le gouvernement en ce qui concerne le cadre supplémentaire des Régiments d'Infanterie ?
1° 2 Chef de bataillon au lieu d'un qui existe actuellement.

Sans autre objet que de favoriser l'avancement la Chambre a voulu que dans la moitié des régiments subdivisionnaires le cadre supplémentaire fut doté d'un Lieutenant-Colonel et d'un Chef de Bataillon au lieu de deux commandants.

Si le rôle du Lieut^e Colonel est déjà discutable quand il n'y a qu'un officier de ce grade dans le Rég^t que penser de la situation qui sera faite aux deux L^{ts} Colonels des 72 Rég^s subdivisionnaires.

On a fait mainte fois ressortir l'inconvénient d'avoir dans la Cavalerie deux types de régiments. Cet argument qui a prévalu pour cette arme n'a-t-il pas la même valeur quand il s'agit de l'Infanterie.

On n'obtiendra même pas le résultat qu'on se propose au regard de l'avancement, car il faut tenir compte de ce fait qu'en créant 72 L^{ts} Colonels au lieu de 72 chef de bataillon on recule de 2 ans pour le même nombre d'officiers la limite d'âge après laquelle ils quittent les rangs.

L'orateur est donc partisan du projet primitif du Ministre.

Mais ce dernier lui-même s'est rallié aux idées qui ont triomphé dans le sein de la Commission de l'armée de la Chambre. Et on ; cela est vrai mais il est permis de croire que c'est à un corps défendant qu'il a abandonné la première

corruption, et l'a même soutenue par de si bonnes raisons que M. Mequien lui-même avoue dans son rapport que "la Commission a reconnu la justice de ses observations" (page 6)

En ce qui concerne le commandement des 18 Compagnies du Régiment de réserve le gouvernement se contentait de la création de trois emplois de capitaines. La Commission de la Chambre lui en donne quatre sous prétexte qu'elle réalise des économies correspondantes sur les capitaines Presoir et d'habillement qu'elle a imaginé de maintenir en activité jusqu'à soixante ans. Là encore on m'objectera que M. le Ministre s'est résigné, et n'en a pas moins protesté contre la mesure proposée, estimant qu'à tout le moins il vaut mieux qu'un même régiment ait à la fois deux officiers de cette catégorie. D'ailleurs M. l'officier constate d'un cœur léger que la Commission n'a pas eu besoin de tenir compte des objections de M. Lefèvre.

Les considérations pourraient être reproduites sous la disposition du projet relative aux autres armes, mais l'orateur se borne à signaler les modifications introduites par la Commission de la Chambre.

M. Bénazet fait observer que la situation faite à la Commission sénatoriale est assez délicate et est bonne que le projet apparaisse à tous les membres plus ou moins défectueux.

Quoiqu'il en soit l'organisation actuelle des Régiments mixtes est condamnée à la suite de l'expérience qui en a été faite aux grands manœuvres. Le cadre lui-même de la réserve et de l'armée territoriale se sont révélés insuffisants, de plus il y a un encombrement énorme à placer les réservistes, qui depuis la mise en œuvre de la loi récente servent

3 ans de plus à cet égard et comprenant exclusivement
l'ancien rég^{ts} mixte, sous le commandement
d'officiers de l'armée territoriale.

C'est donc la situation actuelle ne peut subsister
de l'avis de tous.

Or, dans les circonstances où nous nous trouvons,
dans les derniers jours d'une législature
pour nous espérer de mener à bien
l'élaboration d'une loi complète et quand
nous nous rendons compte de la possibilité d'obtenir
le vote de la Chambre en temps utile?

Évidemment non.

Quel est le but? doubler notre armée et la doter
de cadres fournis par les officiers de carrière.
Malheureusement cet idéal est irréalisable
au point de vue budgétaire.

Un autre système consistant à reconstituer
les 4^{es} bataillons et les 8 compagnies de
dépot ou en éléments ou avec les éléments
convenables, le noyau du régiment d'élite,
mais le budget ne pourrait supporter une
aussi lourde charge et d'ailleurs les hommes
aux mêmes nous feraient défaut.

La question se réduit donc à savoir si
(malgré les inconvénients et le médiocrité du
profit) ce qu'on nous propose vaut mieux
que ce que nous avons.

On peut répondre oui hardiment, sans doute
les officiers dont s'est préoccupé si vivement le
Général Japy, sont exposés à perdre dans
l'inactivité une partie de leurs qualités, mais
à coup sûr cette diminution de leur valeur
ne se fera sentir qu'après quelques années
or nous n'avons pas renoncé à l'élaboration
d'une loi complète de cadres, tout fait après
au contraire qu'elle sortira de délibération

du parlement dans un avenir peu éloigné.
 Nous pourrions donc, sans engager définitivement l'avis
 Cider à l'urgence démontrée s'engager im-
 médiatement nos régiments d'armée.

M. le g^{al} Grey appuie l'opinion de M. Benazet

M. Gilbert Gaillard votera aussi le projet comme une preuve de
 confiance donnée au ministère

M. le g^{al} Billot estime qu'il est indispensable que M. le Ministre
 de la guerre s'entende par la présence des délégués
 de M. le général Rensuard.

À l'unanimité la Commission charge son Président
 de s'entendre sur ce point avec M. le Ministre de la guerre.

La séance est ensuite levée.

Le Président

(10^e séance)

Séance du 10 juillet 1893.

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents M. Gilbert Gaillard, Choquet, Guyot-
 Larabine, Benazet, Clavis, Général Grey,
 Bardoux, Lebline, Waddington, Haac.

M. le général Coixilloz, Ministre de la guerre,
 accompagné de M. le général Rensuard
 est introduit dans la séance de la Commission.

M. le Président donne la parole à M. le Ministre de la guerre.

56
M. le G^{al} Loizillon, Ministre de la guerre est le premier à refuser le titre de Loi des cadres au projet actuel qui n'est qu'un fragment de projet d'ensemble et ne mérite à proprement parler que le simple sous-titre de loi d'encadrement de nos formations de réserve, tel est, d'ailleurs, son unique objet.

Les circonstances qu'il est inutile de rappeler feraient un devoir au gouvernement d'ajourner à une époque plus favorable l'examen des dispositions qui donneraient à prévoir de longues discussions, nous nous bornons donc, en un mot à demander aujourd'hui au parlement la renouée en cadres qui seraient indispensables pour entrer en campagne et faire la guerre si cette éventualité venait à se produire.

En effet l'expérience a montré que l'encadrement de nos unités de réserve est insuffisant, M^r le Ministre précédent M. de Freycinet l'ayant reconnu fait la même constatation : Seuls des officiers de carrière savent faire repasser, vivre et combattre leurs troupes.

Il faut que dès cette année nos régiments de réserve figurent aux manœuvres prochaines sous les cadres que leur donnera la vote de la loi - Il va de soi que l'expérience se poursuivra en empruntant ces cadres à l'armée active actuelle car la nouvelle loi n'aura pas encore reçu son application au regard des nominations à faire, mais ces considérations n'en demandent pas moins l'extrême urgence.

Quant aux conséquences budgétaires de la loi elle ne se feront sentir qu'en 1896 par un excédent d'intérêts 700 000⁺, chiffre peu important si on le compare au résultat qu'on est en droit d'attendre de la réforme, sans :

un bon encadrement de nos soldats et de nos officiers de réserve sans porter la moindre atteinte à nos forces de l'armée active.

M. le Ministre ajoute que la Chambre a compris l'appel que le gouvernement faisait à son patriotisme en lui demandant le vote du projet sans débats publics, il exprime l'espoir que la Commission de l'armée et le Sénat lui-même consentiront à servir la même loi.

M. Clavis. désirerait tenir de la bouche du Ministre lui-même qu'il accepte sans aucune arrière pensée les modifications que la Chambre a cru devoir introduire dans le projet de loi.

M. le Ministre de la Guerre reconnaît qu'il n'a pas réussi à faire préalablement toutes ses idées mais néanmoins, grâce à des concessions réciproques l'accord s'est fait sur des bases qu'il juge parfaitement acceptables, il s'estime même heureux du résultat obtenu non sans de réelles difficultés.

On lui demandait par exemple pourquoi le projet ne comportait pas la création d'emplois de Colonels. Notre organisation n'eut pas permis de donner à ces officiers supérieurs des commandements de leur grade; or ces hautes fonctions exigent une expérience qui ne s'acquiert que dans l'exercice du commandement lui-même; il ne suffit pas pour faire un Colonel dans la véritable acception du mot de lui en donner les épaulettes.

Au contraire il sera possible de confier beaucoup d'emplois de leur grade aux Lieutenants-Colonels que prévoit le projet dans le service des places par exemple, où depuis la suppression de l'Etat major Spécial on est obligé de détacher beaucoup de Commandants en second des

régiments. Dans les écoles d'instruction et de
tir il en sera de même, enfin l'éducation
des officiers de réserve et de l'armée territoriale,
que je me préoccupe de développer le plus
possible leur sera aussi confiée.

D'autre part un certain nombre de ces
officiers de choix sont appelés à prendre le
commandement de régiments en cas de mobilisation,
et rendront ainsi disponibles un nombre
correspondant de colonels pour le remplacement
de généraux de brigade qui se résèleront
insuffisants. Enfin j'ai dû reconnaître que
la création de deux chefs de bataillon par
régiment modifiant les chances d'avancement
dans l'armée.

M. le Général Grévy demande à M. le Ministre si un certain
nombre des 4^e colonels créés par le projet de
loi ne pourraient être affectés au commandement
des bataillons de Chasseurs à pied dont une
partie déjà a des officiers de ce grade aspirants.

M. le Ministre n'est pas partisan de cette idée; il estime
que la grande valeur de ces bataillons d'élite
tient précisément à la jeunesse de leurs
chefs, qui y déploient les qualités d'ardeur
et d'entrain qui en sont l'apanage; cet
élément est précieux à côté des qualités d'un
autre ordre qui distinguent les colonels de nos
régiments de ligne.

M. Waddington fait observer que dans le cas où M. le Ministre
desirerait introduire certaines modifications dans
le projet, le moment serait très favorable
attendu que dans les circonstances actuelles tout
permet de croire que la Chambre sanctionnerait

sans résister le vote qui sera émis par le Sénat.

M. le Ministre déclare qu'il n'a aucune modification à proposer et estime qu'il y a d'ailleurs un intérêt de premier ordre à ne pas courir le risque auquel M. Stoddington - fait allusion, fut-il des moindres.

M. Gilbert Gaillard frappé des effets considérables que l'on attend d'une loi qui en définitive donne moins de 600 officiers nouveaux à l'armée, demande si elle peut être considérée comme marquant un commencement d'exécution méthodique qui pourra être poursuivie si le besoin s'en fait sentir plus tard; en outre l'orateur se préoccupe des efforts faits pour l'utilisation des officiers de réserve et de l'armée territoriale grâce à une meilleure préparation professionnelle.

M. le Ministre déclare que M. G. Gaillard doit être ramené sur ces deux points.

M. le g^{al} Grivy dans le même ordre d'idées rappelle que la loi sur les retraites proportionnelles fournira sans doute de bons éléments pour nos formations de réserve.

M. le Ministre avoue ne pas faire grand fond sur cette ressource, toute fois l'expérience mérite d'être tentée.

M. le Président prie M. le Ministre de vouloir bien s'expliquer sur le projet de loi relatif au Rengagement des Sous-officiers. (Voir les votes ci contre J. Siau)

M. le Ministre déclare que ce n'est pas dans un sentiment de regret qu'il oppose un projet de cette nature, toute fois en présence de la surabondance des demandes de rengagement le gouvernement a cru devoir chercher à réaliser une économie sur ce chapitre.

Après le départ de M. le Ministre de la guerre
et de M. le général Renuard
M. le g^{al} Billot Président met aux voix les dispositions
du Projet de loi.

Il est adopté à l'unanimité.
Il est ensuite procédé à la nomination des
Rapporteurs.

M. le général Gressy est nommé Rapporteur de
la loi de Cadres.

M. Benazet rapporteur de la loi sur le
engagement des Sous-officiers.

La séance est ensuite levée.

Le Président

Le Secrétaire.

(11^e Séance)

Séance du 12 juillet 1893.

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents M. M. Lévry, Benazet, Guyot Lavalin, Charis
Choret, Bardoux.

M. le Président donne la parole à M. Benazet pour la lecture
de son rapport sur le projet de loi relatif au
engagement des Sous-officiers.

M. Benazet donne lecture de ce document qui est aussi connu
(voir ci contre)

Les conclusions du Rapport sont ensuite adoptées
à l'unanimité des membres présents.

La séance est levée.

Le Président.

Le Secrétaire.

N° 272

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 juillet 1893.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹ chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
relatif au **rengagement des sous-officiers.***

PAR M. BENAZET

Sénateur.

MESSIEURS,

Les partisans les plus convaincus de la réduction du service militaire à trois ans s'étaient à juste titre préoccupés de la possibilité de recruter, dans ces conditions nouvelles, un nombre suffisant de bons sous-officiers pour encadrer solidement nos jeunes troupes.

La crainte d'éprouver un grave mécompte dans cette partie si importante du recrutement a fait prendre au légis-

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT, *Président*; Général GRÉVY, BERTHELOT, *Vice-Présidents*; SÉBLINE, Gilbert GAILLARD, *Secrétaires*; TÉZENAS, BARDOUX, DE VERNINAC, MARET, BENAZET, LEVREY, CLARIS, CHOVET, Général JAPY, ISAAC, GUYOT-LAVALINE, Marquis DE CARNÉ, Richard WADDINGTON.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-adjoint.*

(Voir les nos 239, Sénat, session 1893, et 2430-2814, — 5^e législ. — de la Chambre des Députés.)

lataur de 1889 des mesures peut-être excessives pour assurer le rengagement des sous-officiers.

Parmi les avantages matériels qui leur furent accordés, rappelons : la première mise d'entretien, pouvant s'élever à 600 francs ; la prime de rengagement, pouvant atteindre 1.500 francs ; la gratification annuelle de 200 francs ; les hautes payes, etc. Si l'on joint à ces avantages très appréciables le nombre considérable d'emplois civils qui leur sont exclusivement réservés, on comprendra que le chiffre de 24.000 rengagés ait pu être atteint dès le 1^{er} janvier 1891.

On se trouva alors en présence de certaines difficultés : la dépense résultant de ces 24.000 rengagements dépassait 13 millions et la Commission du budget de la Chambre des Députés refusa d'aller plus loin dans cette voie. D'accord avec le Gouvernement, le chiffre de 24.000 fut donc arrêté comme un maximum qu'on ne dépasserait pas ; mais il résulta de cette mesure qu'un très grand nombre de jeunes gens, ayant une réelle vocation militaire et désirant se rengager, ne purent être acceptés dans les régiments faute de place ; ce fut là la cause de la loi du 6 janvier 1892, qui porta une première atteinte à la loi du 18 mars 1889 en organisant les rengagements sans prime.

Ce nouveau système a donné de bons résultats ; les rengagements sans prime ont même dû être limités dans un intérêt budgétaire ; car la prime seule étant supprimée, les autres avantages accordés aux sous-officiers rengagés constituent une charge pour nos finances ; mais cette loi de 1892 nous a donné un certain nombre de sous-officiers en réserve qui prennent les places des rengagés avec prime dès qu'elles deviennent vacantes, et elle nous assure ainsi que le nombre de 24.000 admis par la Commission du budget restera toujours au complet.

Il semble donc démontré aujourd'hui que, grâce au jeu de ces deux lois, le nombre nécessaire de rengagements annuels peut être facilement entretenu et, dans ces condi-

tions, M. le Ministre de la Guerre a pensé qu'il serait possible de trouver, dans une nouvelle modification de la loi de 1889, certaines économies dont le produit pourrait compenser une partie des dépenses qu'entraînera l'adoption de la loi des cadres, actuellement soumise à vos délibérations.

Ces économies seraient de deux sortes :

1°. — *Abroger le 2° alinéa de l'article 10 de la loi du 18 mars 1889, ouvrant au sous-officier nommé officier le droit à la part proportionnelle de prime de rengagement.*

Cette mesure produirait une économie d'environ 500.000 francs. Elle paraît s'imposer car la faveur qu'elle accorde aux sous-officiers devenus officiers ne peut guère se justifier. En effet, le but de la loi du 18 mars 1889 était de maintenir sous les drapeaux le plus grand nombre possible de sous-officiers et non d'en faire des officiers au détriment des cadres inférieurs qu'on voulait fortifier. Ces jeunes gens seront toujours libres d'entrer dans les écoles d'où ils sortent avec l'épaulette ; mais, quand ils ont été assez heureux pour obtenir ce résultat, il n'y a vraiment aucune raison pour leur donner les avantages pécuniaires qu'on leur offrait pour rester sous-officiers.

2° *Réduire à 100 francs la gratification annuelle qui est aujourd'hui de 200 francs.*

Cette diminution ne peut avoir des conséquences sensibles sur la résolution des sous-officiers qui sont décidés à embrasser la carrière militaire et qui continueront à recevoir dans leur intégralité tous les autres avantages matériels que nous avons énumérés. Cette réduction, s'appliquant à environ 20.000 sous-officiers, produirait une économie de 2.000.000 de francs.

Cette loi aurait donc l'avantage très réel d'alléger de 2.500.000 francs le budget de la Guerre sans compromettre le rengagement des sous-officiers.

En conséquence, d'accord avec le Gouvernement, votre Commission a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit et qui a été voté par la Chambre des Députés dans sa séance du 26 juin dernier.

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 18 mars 1889 est remplacé par le suivant :

Le sous-officier, nommé officier, n'a pas droit à cette part proportionnelle.

Le tarif n° 2 est modifié comme il suit :

« Gratification annuelle, 100 francs. »

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux sous-officiers actuellement rengagés.

*adopté par le Sénat
le 17 juillet 1893*

Voté le 17 juil.

N° 278

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1893.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
relatif à la constitution des cadres et des effectifs
de l'armée active et de l'armée territoriale,*

PAR M. LE GÉNÉRAL GRÉVY

Sénateur.

(Urgence déclarée.)

MESSIEURS,

La loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée ayant augmenté, dans une assez grande proportion, le nombre d'hommes soumis au service militaire, des modifications importantes ont dû être apportées dans nos organisations d'unités du temps de paix et du temps de guerre. C'est

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT, *Président*; Général GRÉVY, BERTHELOT, *Vice-Présidents*; SÉBLINE, Gilbert GAILLARD, *Secrétaires*; TÉZENAS, BARDOUX, DE VERNINAC, MARET, BENAZET, LEVREY, CLARIS, CHOVET, Général JAPY, ISAAC, GUYOT-LAVALINE, Marquis DE CARNÉ, Richard WADDINGTON.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 237, Sénat, session 1893, et 2424, 2683, 2816, 2878, — 5^e législ. — de la Chambre des Députés.)

ainsi que pour l'infanterie on a pu organiser, dans chaque subdivision de région de corps d'armée, trois régiments de composition différente : un régiment actif, un régiment mixte et un régiment territorial.

Le régiment mixte comprend, comme vous le savez, un bataillon de réservistes, commandés par les officiers du cadre complémentaire du régiment actif et deux bataillons exclusivement composés de territoriaux : officiers et soldats.

Des régiments mixtes, ainsi constitués, ont pris part aux manœuvres annuelles en 1890, 1891 et 1892, et ces expériences ont permis de constater que les éléments sont excellents, mais que l'organisation adoptée ne donne ni la cohésion ni l'homogénéité désirables, et ne laisse pas une élasticité suffisante pour les mutations reconnues nécessaires d'un bataillon à l'autre.

La constatation de cet état de choses a conduit le ministre de la guerre à présenter au Parlement la loi du 19 juillet 1892. Vous vous rappelez, messieurs, les dispositions essentielles de cette loi : elle augmente de trois ans la durée du service dans la réserve de l'armée active et diminue d'autant le service dans la territoriale.

Ces nouvelles dispositions ont permis de transformer le régiment mixte en régiment de réserve ne comprenant que des sous-officiers et soldats réservistes. A ce point de vue, l'homogénéité est donc bien établie ; mais pour qu'elle soit complète à tous les degrés, il faut que le régiment, les bataillons et les compagnies aient à leur tête des officiers présentant toutes les qualités de vigueur, de solidité et d'entrain qu'on est accoutumé à rencontrer chez les officiers de l'armée active. Mais où pourra-t-on les prendre ?

Les cadres actuels des régiments actifs ne présentent pas une élasticité qui permette d'y faire des prélèvements importants sans courir le risque d'affaiblir d'une façon notable la force et la valeur des corps de première ligne. Personne, assurément, ne peut avoir cette pensée.

C'est pour obéir à ce déficit que le Gouvernement avait présenté au mois de novembre 1892, un projet de loi beaucoup plus étendu et plus complet que celui qui vous est actuellement soumis. Il comprenait des dispositions relatives aux différents services : état-major, administration, intendances, service médical et services accessoires. C'était une constitution complète des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale.

La commission de l'armée de la Chambre des députés, après avoir mûrement étudié ce projet, avait déposé son rapport au mois de mars dernier. Mais ce rapport n'étant pas venu en discussion en temps utile, elle a craint que le projet complet ne donnât lieu à des discussions trop étendues et ne pût pas être voté avant la fin de la législature. D'accord avec le ministre de la guerre, elle en a détaché les dispositions les plus essentielles et les plus urgentes : celles qui sont absolument nécessaires pour le commandement et l'encadrement des unités à former en cas de mobilisation et pour permettre d'expérimenter les nouveaux régiments de réserve aux grandes manœuvres de 1893.

Ce projet restreint ne concerne pas l'infanterie seulement ; il statue aussi pour la cavalerie, l'artillerie et le génie, qui concourent à la composition des divisions et des corps d'armée.

Il donne à chaque arme ce qui lui est strictement indispensable pour encadrer ses unités de dédoublement.

Il n'a pas, comme on a pu le croire, la prétention de doubler les effectifs de nos corps de première ligne, mais il a pour résultat d'apporter une amélioration notable à l'encadrement des réserves.

Les principales augmentations ou transformations qu'il édicte peuvent se résumer de la façon suivante :

Création d'un officier supérieur par régiment d'infanterie et d'artillerie ;

Augmentation du nombre des emplois de capitaines, à laquelle correspond une diminution, à peu près égale du

nombre des emplois de lieutenants et de sous-lieutenants ;

Mise hors cadres d'un certain nombre d'officiers d'état-major ;

Enfin création de 10 généraux de division et de 20 généraux de brigade.

Pour justifier cette légère augmentation du cadre de l'état-major général, il suffit d'observer que nous avons actuellement un certain nombre de divisions et de brigades commandées par des généraux de brigade et des colonels. Cette augmentation reste bien au-dessous des emplois créés depuis quelques années.

Messieurs, votre Commission a examiné et discuté avec le plus grand soin les dispositions qui vous sont soumises ainsi que les amendements présentés par quelques-uns de ses membres. Après de longues discussions, elle a été d'avis de voter le projet tel qu'il est sorti de la Chambre des Députés.

M. le Ministre de la Guerre a vivement insisté dans le sein de la Commission pour que le vote eût lieu dans le plus bref délai possible. Il n'a plus que le temps strictement nécessaire pour ordonner les mesures à prendre aux grandes manœuvres du mois de septembre prochain.

Si cette expérience faisait reconnaître quelques imperfections, elles pourraient être corrigées lors du vote de la loi générale qui sera sans doute soumise au parlement dès sa nouvelle réunion.

Les conséquences financières du projet sont moins importantes qu'elles ne paraissent à première vue ; surtout si l'on se place en face des résultats à obtenir. L'augmentation de dépenses, après la mise en exécution complète, serait compensée en grande partie par des diminutions réalisées, d'autre part, sur le budget de la guerre. D'ailleurs les augmentations de cadres ou transformations seraient réparties sur plusieurs années suivant les ressources du recrutement et les allocations budgétaires. M. le Ministre de la Guerre nous a déclaré que pour les années 1894 et 1895 les nominations seraient échelonnées de façon à

obtenir l'équilibre entre les économies et les augmentations de dépenses.

Pour tous ces motifs et vu la demande instante du Ministre, nous vous prions de vouloir bien adopter le projet dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Infanterie.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la composition des cadres de certains corps d'infanterie :

Régiments subdivisionnaires.

Le cadre complémentaire comprend :

Dans 72 régiments, un lieutenant-colonel et un chef de bataillon;

Dans 73 régiments, deux chefs de bataillon;

Dans tous les régiments, huit capitaines et quatre lieutenants (1).

Il est créé, dans les régiments de zouaves, un cadre complémentaire comprenant :

2 chefs de bataillon,

8 capitaines,

6 lieutenants.

Il est créé, dans les bataillons de chasseurs à pied et les

(1) Actuellement, le cadre complémentaire du régiment subdivisionnaire se compose déjà de 1 commandant, 4 capitaines, 4 lieutenants; il sera donc augmenté de 1 officier supérieur et 4 capitaines.

bataillons d'infanterie légère d'Afrique, un cadre complémentaire comprenant :

- 1 capitaine,
- 1 lieutenant.

Les capitaines dont l'emploi est créé par la présente loi ne sont pas montés en temps de paix.

La compagnie du régiment d'infanterie subdivisionnaire comprend 7 sergents dont 1 fourrier.

ART. 2.

Le quatrième officier de compagnie des régiments subdivisionnaires à effectif renforcé est supprimé.

Dans les corps d'infanterie, l'adjudant de bataillon est supprimé.

Cavalerie.

ART. 3.

Tous les régiments de cavalerie sont uniformément constitués à 5 escadrons. Toutefois, le 1^{er} régiment de spahis, qui détache un escadron au Sénégal, reste constitué à 6 escadrons.

ART. 4.

Les cadres des régiments de France ont la composition déterminée pour ces régiments par la loi du 13 mars 1875, sous les réserves ci-après :

Le capitaine en second du 5^e escadron remplira les fonctions d'officier d'habillement tant que ces dernières fonctions resteront distinctes de celles du capitaine trésorier.

Les régiments de cuirassiers n'ont pas d'aide vétérinaire.

La composition des cadres des régiments d'Afrique (chasseurs et spahis) est la même que celle des régiments de France. Toutefois, ces cadres ne comportent qu'un colonel ou lieutenant-colonel, et dans les régiments de spahis, il n'existe ni capitaine instructeur ni porte-étendard.

Artillerie.

ART. 5.

L'artillerie comprend 18 bataillons à pied, dont la composition est celle fixée par la loi du 24 juillet 1883. Toutefois, la création des deux nouveaux bataillons, dont la formation est prévue par la présente loi, reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

ART. 6.

Les cadres des différents corps de troupe de l'artillerie reçoivent les augmentations suivantes :

Bataillons à pied	Un capitaine en second.
Régiments de campagne.	Un chef d'escadron et trois capitaines en second.
Batteries Alpines.	Un capitaine en second par batterie.
Régiments de pontonniers.	Deux capitaines en second.

ART. 7.

Les sous-lieutenants élèves de l'École d'application qui accomplissent leur deuxième année d'études cessent de compter à l'État-major particulier et sont classés dans les régiments d'artillerie de campagne.

Corps de toutes armes.

ART. 8.

Dans les corps de troupe d'infanterie, d'artillerie et du génie, les capitaines qui remplissent les fonctions de capitaine trésorier et de capitaine d'habillement, dans les troupes de cavalerie ceux qui remplissent les fonctions de capitaine trésorier peuvent être maintenus dans ces fonctions après leur admission à la retraite et jusqu'à l'âge de soixante ans.

État-major général.

ART. 9.

Le nombre des officiers généraux de la 1^{re} section de l'État-major général est porté à 110 pour les généraux de division et à 220 pour les généraux de brigade.

Service d'État-major.

ART. 10.

Sont placés hors cadres, en temps de paix, les officiers appelés à faire un stage de deux ans dans un État-major en exécution de l'article 4 de la loi du 24 juin 1890, et les officiers accomplissant leur deuxième année d'études à l'École supérieure de Guerre.

Recrutement.

ART. 11.

Le personnel fixe attribué à chaque bureau de recrutement comprend un officier supérieur et un capitaine ; ce

personnel est constitué au moyen d'officiers des différentes armes, qui sont placés hors cadres, ou d'officiers retraités, qui peuvent être maintenus dans ce service jusqu'à soixante-trois ans pour les officiers supérieurs et soixante ans pour les capitaines.

Indépendamment de ce personnel fixe et suivant l'importance du service, des capitaines prélevés sur le régiment d'infanterie de la subdivision peuvent être détachés dans le bureau de recrutement de cette subdivision. Ils rejoignent leur corps en cas de mobilisation.

Pour les gouvernements de Paris et de Lyon, le Ministre de la Guerre désigne les corps qui auront à détacher des capitaines dans le service du recrutement.

Armée territoriale.

ART. 12.

Outre le régiment d'artillerie et l'escadron du train des équipages constitué dans chaque région, il est formé :

1° Un régiment territorial d'artillerie rattaché à la 19^e brigade d'artillerie;

2° Un 19^e escadron territorial du train des équipages militaires rattaché au 19^e escadron actif;

3° Si les nécessités de la mobilisation l'exigent, il pourra, en outre, être formé un 20^e escadron territorial du train rattaché au 20^e escadron actif.

Les régions qui fourniront le personnel de ces formations sont déterminées par le Ministre de la Guerre.

ART. 13.

L'effectif administratif permanent et soldé de l'armée territoriale prévu par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1873 est supprimé.

Les corps de troupe de l'armée territoriale sont rattachés aux corps de troupe correspondants de l'armée active, désignés par le Ministre de la Guerre, pour tout ce qui concerne l'administration, l'instruction et la mobilisation.

Dispositions générales

ART. 14.

Il ne sera pourvu aux emplois nouveaux créés par la présente loi qu'au fur et à mesure des ressources du recrutement des cadres.

ART. 15.

Des règlements ministériels assurent la complète exécution de la présente loi.

ART. 16.

Sont abrogées toutes les dispositions des lois, ordonnances, décrets et règlements contraires à la présente loi.

*Adopté par le Sénat le 17 Juillet 1893
(Sans discussion)*

(12^e Séance)

Séance du 13 Juillet 1893.

Présidence de M^r le général Billot

Sont présents: M^m Grévy, Guyot-Lacatine, Leroy, Clavis, Benazet, Choret, Isaac.

M. Dupré, secrétaire adj^t donne lecture des Procès Verbaux des trois dernières séances qui sont adoptés sans observations.

L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport de M^r le général Grévy sur le projet de loi relatif à la constitution des Cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale.

M^r le général Grévy donne lecture de son Rapport. (Voir ci-contre).

M^r le Président fait connaître à la Commission qu'il a prie M^r Esnard de vouloir bien, en sa qualité de Président de la Commission de finances inviter cette Commission à formuler son avis sur les conséquences budgétaires du projet. M^r Esnard a fait connaître que cet avis était favorable mais qu'il n'y avait pas lieu de le formuler. Dans ces conditions, il avait peut être bon de donner une indication dans ce sens dans le texte même du Rapport.

M^r le G^{ral} Grévy pense que le projet ne comportant pas une imputation immédiate de dépenses la procédure parlementaire qui régit le Sénat n'exige pas que la Commission de finances soit consultée.

Le Rapport est ensuite adopté à l'unanimité des Membres présents.

L'ordre du jour appelle ensuite la lecture du Rapport de M^r Isaac sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre et relative à l'article 7 de la loi sur le Recrutement — Conditions d'éligibilité —

M. Isaac donne lecture de l'article unique de la proposition de loi et est aussi connu :

9^e art. 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié :

« Nul n'est admis dans une administration de l'Etat, on ne peut être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

L'orateur rappelle que dans la séance du 10 juin dernier, ~~après s'être ralliée~~ après s'être ralliée à la pensée inspiratrice de la proposition de loi et en avoir adopté le principe, la Commission de l'armée a chargé son rapporteur de rechercher une rédaction de nature à faciliter la solution des nombreuses difficultés que le texte adopté sans discussion par la Chambre, ne résolvait en aucune façon. C'est ainsi que dans la séance même de la Commission sénatoriale, on s'était demandé si la formule de la Chambre des Députés ~~serait~~ éloignerait ou non des fonctions électives, les omis, les déserteurs, les réfractaires qui auraient bénéficié de la prescription légale ou qui après condamnation auraient d'ailleurs accompli leur service militaire ; on voulait d'autre part, écarter des urnes contrairement à la lettre de la proposition de loi, les étrangers qui ne recherchaient la naturalisation qu'après avoir dépassé l'âge qui les eut assujettis aux obligations militaires, ou regardait comme un danger ~~de laisser~~ ^{d'ouvrir} à des étrangers, n'ayant ainsi donné aucun gage à leur patrie d'adoption, l'accès de nos hautes fonctions administratives ou électives ; qu'adviendrait-il enfin en cas d'amnistie ?

L'étude attentive de toutes ces questions porte le Rapporteur à croire que ~~la mise en œuvre~~ ^{la mise en œuvre} du principe absolu posé par la Chambre présenterait

d'inextricables difficultés d'application. Peut-être disparaîtraient-elles en face d'une définition très précise ~~de~~ de ce qu'il faut entendre ici par les mots "obligations imposées par la présente loi". En effet, un simple manquement à l'appel pour une période d'instruction de 13 jours, emporterait-il comme sanction l'inéligibilité? quand d'ailleurs toutes les obligations militaires antérieures auraient été scrupuleusement remplies? N'y aurait-il pas là disproportion manifeste entre la faute commise et la punition enesamée, punition qui semble devoir être empruntée plutôt aux règles de la discipline qu'à une disposition législative?

Enfin, si par "obligations militaires" il faut entendre l'ensemble de la charge imposée aux citoyens, s'il faut, sous peine d'inéligibilité avoir accompli non seulement le service dans l'armée active, mais toutes les périodes d'instruction attachées au service dans la réserve et ensuite dans l'armée territoriale, on frappe jusqu'à l'omis de bonne foi, qui ressort par l'autorité militaire, quelques années après l'incorporation régulière des hommes de sa classe, n'aura pas été porté en fait pendant 25 ans sur les contrôles, attendu qu'en tout état de cause les hommes ne sont rayés à 48 ans au porteur; on pourrait presque en dire autant de l'instituteur qui rompt son engagement décennal pour accomplir son temps de service dans l'armée active mais avec un retard plus ou moins long sur les conscripts de sa classe d'âge.

Ces considérations développées dans ^{projet de} un rapport sont M^r Isaac donne lecture, et où la question est envisagée au point de vue juridique sous toutes ses faces avec une compétence à la

quelle la Commission rend hommage, ont amené l'auteur à proposer à ses collègues une simplification considérable de la disposition insérée dans la proposition de loi qu'il rédigeait ainsi :

« Nul n'est admis dans une administration de l'Etat ou ne peut être investi de fonctions publiques électives s'il ne justifie avoir accompli dans l'armée active le temps de service imposé par la présente loi »

M. Bardoux estime que la proposition de M. Haac n'est pas sans présenter un caractère de gravité qui exige qu'une discussion sérieuse s'institue à cet égard dans le sein de la Commission.

Le texte voté par la Chambre fait un bloc des obligations militaires, il les veut respectées dans leur intégrité aussi bien lorsqu'elles visent le service actif qu'au regard du service dans la réserve ou dans l'armée territoriale. Dans le système de M. Haac, au contraire, le service dans l'armée active est seul exigé.

Peut-on sans de graves inconvénients, distinguer ainsi entre les obligations qui résultent du service militaire, tous, au même degré, constituant le plus haut des devoirs du citoyen et le bon sens public n'est au moins surpris d'apprendre que ses représentants peuvent ne l'accomplir que par parties.

M. le général Billot ne saurait pour sa part accepter une semblable théorie. Quant aux difficultés d'application, ils semblent qu'elles trouveront leur solution, soit au Conseil d'Etat s'il s'agit d'un élu au Conseil départemental, soit à la Chambre elle-même, souveraine en matière d'invalidation si une élection législative est en jeu. D'autre part, la

N° 279

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1893.

RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner la proposition de loi, ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, portant modification de l'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,

PAR M. ISAAC

Sénateur.

MESSIEURS,

L'accomplissement du service militaire constitue aujourd'hui une des obligations essentielles attachées à la qualité de Français. Aussi la loi du 15 juillet 1889, en même temps qu'elle imposait à tous cette obligation, par ses articles 1 et 2, a-t-elle eu le soin d'y attacher de rigoureuses

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT, *Président*; Général GRÉVY, BERTHELOT, *Vice-Présidents*; SÉBLINE, Gilbert GAILLARD, *Secrétaires*; TÉZENAS, BARDOUX, DE VERNINAC, MARET, BENAZET, LEVREY, CLARIS, CHOVET, Général JAPY, ISAAC, GUYOT-LAVALINE, Marquis DE CARNÉ, Richard WADDINGTON.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 34, Sénat, session extraordinaire de 1892, et 1762-1769-2402, — 5^e législ. — de la Chambre des Députés.)

sanctions. Au nombre de ces sanctions, il en est une qui consiste à refuser la complète capacité civique à quiconque s'est dérobé au devoir d'occuper sa place dans les rangs de l'armée nationale. Cette sanction résulte de l'article 7, ainsi conçu :

« Nul n'est admis dans une administration de l'État
« s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par
« la présente loi. »

Lors de la discussion de cet article à la Chambre des Députés en 1887, un député, M. Lorois, avait proposé d'y ajouter une disposition portant que les personnes visées audit article ne pourraient non plus « être investies de fonctions publiques électives » ; mais la Chambre avait rejeté cette proposition.

Le motif du rejet était, suivant les observations du rapporteur, qu'une pareille adjonction, qui se rapportait à la matière électorale, ne devait pas trouver place dans la loi militaire. Ce qui importait seulement, disait-il, c'était de poser le principe de l'incapacité, l'application pourrait en être réglée soit par des lois spéciales, soit par des règlements d'administration publique.

Les choses restèrent en cet état jusqu'à la fin de l'année 1891, époque à laquelle, à la suite d'incidents qu'il est inutile de rappeler ici, MM. Le Provost de Launay et Armand Després déposèrent des propositions ayant pour but de réaliser l'idée exprimée en 1887. La première de ces propositions, celle de M. Le Provost de Launay, fut ainsi formulée :

« *Article unique.* — L'article 6 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés :

« Tout électeur est éligible, sans conditions de cas,
« à l'âge de 25 ans accomplis »,

« Est ainsi complété :

« Il doit toutefois, s'il est élu, justifier qu'il a accompli

« le service militaire en temps de paix et en temps de
« guerre, suivant les prescriptions des lois, ou qu'il a béné-
« ficié d'une dispense légale. »

La proposition de M. Armand Després était conçue dans les termes suivants :

« *Article premier.* — Nul ne peut être inscrit sur les
« listes électorales s'il n'a satisfait à loi militaire.

« *Art. 2.* — Les étrangers nés ou élevés en France
« qui n'auront demandé leur naturalisation qu'après l'âge
« de 25 ans devront, s'ils font une déclaration de candi-
« dature à la députation, fournir la preuve qu'ils appar-
« tiennent ou ont appartenu à la réserve de l'armée
« active. »

La Commission de la Chambre des Députés ne s'est approprié ni l'une ni l'autre de ces propositions, dont les termes lui ont paru de nature à faire naître des difficultés d'application et des contradictions plutôt qu'à améliorer l'état de la législation. Ainsi, on ne s'expliquerait pas que le Français, d'origine ou par naturalisation, qui n'aurait pas satisfait à la loi militaire, fût déclaré incapable, comme le voudraient les auteurs des deux propositions, d'exercer le mandat de député, alors qu'il pourrait être conseiller général, sénateur, président de la République même. Une disposition conçue dans des termes aussi restrictifs serait trop manifestement une disposition de circonstance.

D'un autre côté, l'article 1^{er} de la proposition Després avait le défaut de manquer d'efficacité, attendu qu'on peut être éligible sans être inscrit sur les listes électorales. La jurisprudence admet, en effet, que le défaut d'inscription n'altère en rien l'éligibilité quand le candidat réunit, d'ailleurs, les conditions d'âge, de nationalité, de capacité civile et politique. (Poudra et Pierre. — *Traité pratique de droit parlementaire*, n° 529.)

L'insuffisance de cet article se manifesterait encore dans certains cas : c'est quand il s'agirait de jeunes gens ayant atteint l'âge de l'électorat avant leur appel sous les drapeaux. Par exemple, un jeune homme né le 10 janvier 1871 aura atteint ses vingt ans révolus en janvier 1891 et sera porté sur les tableaux de recensement dressés au commencement de l'année 1892. A partir du 1^{er} avril 1892, il sera apte, par son âge, à prendre part aux opérations électorales qui pourraient se présenter, alors que l'appel de sa classe n'aurait pas encore eu lieu, puisque la durée du service ne compte (art. 40 de la loi de 1889) que du 1^{er} novembre de l'année de l'inscription sur les tableaux de recensement.

La Commission de la Chambre des Députés a fait remarquer, en outre, qu'il serait très délicat de confier à l'autorité municipale, chargée de la confection des listes électorales, le soin de se prononcer sur la situation d'un citoyen au point de vue de la loi militaire. On s'exposerait ainsi à toutes les complications que pourrait créer ce droit d'appréciation s'exerçant sur des situations qui ne seront pas toujours d'une extrême simplicité, car les obligations de la loi militaire sont multiples, et il s'agirait, dans chaque cas particulier, de décider quelles sont celles dont l'inobservation devrait entraîner l'incapacité électorale.

Il ne conviendrait pas davantage, dans le cas prévu à l'article 2 de la proposition de M. Després, d'accorder à une autorité administrative la faculté de refuser ou d'accepter une déclaration de candidature, suivant qu'elle jugerait que le candidat aurait obéi ou non à la loi militaire.

Pour ces différentes raisons, la Commission de la Chambre des Députés a écarté les propositions de MM. Le Provost de Launay et Armand Després, et, revenant à la formule présentée en 1887 par M. Lorois et rejetée alors par la Chambre, elle a adopté le texte suivant :

« L'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié :

« Nul n'est admis dans une administration de l'État
« *ou ne peut être investi de fonctions publiques électives*
« s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées
« par la présente loi. »

La Chambre a voté ce texte, sans discussion, dans sa séance du 28 novembre 1892.

Votre Commission n'y a rien trouvé qui ne fût conforme à l'esprit de la loi de 1889 et qui par conséquent ne méritât votre assentiment. Nous avons vu qu'en 1887 la Chambre des Députés ne repoussait pas le principe de l'incapacité que la loi nouvelle a pour objet de créer.

Le texte actuel de l'article 7 indique lui-même quelles ont été, à cet égard, les dispositions du législateur. Si le Français qui ne s'est pas soumis à l'obligation militaire n'est pas reconnu apte à exercer une fonction administrative, comment pourrait-il être appelé à représenter, dans les Assemblées électives, une patrie qu'il n'a pas voulu servir ? Dans l'un et l'autre cas, la raison de l'incapacité est la même.

On peut dire, il est vrai, qu'il ne faut pas gêner la manifestation du suffrage universel, et qu'il convient de lui laisser la liberté de charger de son mandat tout citoyen qu'il juge digne de sa confiance. Mais la liberté n'est pas exclusive de certaines conditions qui la limitent nécessairement, et qui garantissent en même temps l'exercice des droits qu'elle confère.

Déjà, dans notre législation existante, on trouve plus d'un exemple de déchéances électorales résultant de l'inexécution des obligations militaires.

D'après l'article 73 de la loi du 15 juillet 1889, « le
« condamné pour insoumission ou désertion en temps de
« guerre est privé de ses droits électoraux. »

Le décret organique du 2 février 1852 refuse soit l'électorat, soit l'éligibilité aux individus condamnés pour certaines infractions à la loi militaire.

Il s'agit ici de la simple extension, sinon de la simple application d'un principe consacré.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que nous nous trouvons en présence de dispositions pénales qui doivent être formulées avec une grande précision. Toutes les prescriptions de la loi de 1889 ne peuvent pas être sanctionnées par la déchéance électorale.

Un scrupule, cependant, s'est manifesté au sein de votre Commission : il aurait été désirable, a-t-on dit, qu'une loi qui édicte une pénalité aussi grave que la perte des droits les plus importants du citoyen fût très précise dans sa formule et qu'au lieu de se référer aux prescriptions éparses de la loi de 1889, elle indiquât expressément celles d'entre ces prescriptions dont l'inexécution entraînerait l'incapacité qu'elle prévoit. Mais il a été répondu que la pensée de la loi est bien nette : c'est d'exclure des fonctions publiques électives, aussi bien que des administrations de l'État, quiconque, étant soumis à l'obligation militaire, n'a pas fourni, tant dans l'armée active que dans la réserve ou dans l'armée territoriale, le service auquel il était tenu. Il est bien entendu, d'ailleurs, que cette exclusion ne s'appliquerait pas à ceux à l'égard desquels la loi de 1889 serait restée sans exécution par le fait d'une abstention gouvernementale. Ceux-là ne peuvent pas être rendus responsables d'une faute qu'ils n'ont pas commise. Tel est le cas des Français des colonies, qui n'ont cessé de réclamer, il est juste de le constater ici, leur part du devoir militaire. Il est entendu aussi que la pénalité de l'article 7 devra s'appliquer seulement aux réels manquements à l'obligation du service, et non aux simples infractions déjà punies disciplinairement.

Au surplus, la Commission a considéré que les juridictions qui auront à se prononcer sur ces questions d'inéligibilité seront assez hautes et assez compétentes pour qu'on puisse, sans inquiétude, leur laisser le soin de l'application

de la loi. C'est le Conseil d'État, pour les élections locales ; ce sont, pour les élections à la Chambre des Députés et au Sénat, les Assemblées législatives elles-mêmes. Celles-ci, il est vrai, ont, en pareille matière, un pouvoir sans limite ; mais elles se sont toujours montrées respectueuses des conditions d'éligibilité fixées par les lois ; et le fait seul de la liberté d'appréciation dont elles jouissent suffit à écarter, en ce qui les concerne, toute difficulté relativement à l'interprétation de la disposition proposée.

Votre Commission vous demande, en conséquence, de sanctionner par votre vote le texte adopté par la Chambre des Députés.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

L'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié :

« Nul n'est admis dans une administration de l'État, ou ne peut être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

*adopté par le Sénat
le 7 juillet 1893 (sans discussion)*

Commission est en présence d'une proposition déjà adoptée par la Chambre depuis le 28 novembre 1892, peut être pensera-t-elle que le Sénat assumerait une certaine responsabilité en ajournant encore son vote sur une question d'éligibilité à la veille des élections générales.

Dans ces conditions M. le Président met aux voix le texte ^{vote} adopté par la Chambre.

Il est adopté à la majorité des membres présents.
Le même est ensuite lu.

Le Secrétaire.

Le Président

(13^e séance)

Séance du 17 juillet

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents MM. Cholet, de Sermaise, Benazet, Leféras, Madington, Leroy, Général Geéry, Bardoux, Gilbert Gaillard, Isaac.

M. Dupré Secrétaire adjoint donne lecture du procès verbal de la précédente séance qui est adopté sans observations.

L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport de M. Isaac qui est aussi lu : (voir ci-dessus)

Le Rapport est adopté.

M. Bardoux rappelle l'observation présentée à la tribune du Sénat par M. Chérand lors de la discussion en première lecture de la proposition de loi de M. Berengé.

Voici l'officiel de la séance du 13 juillet 1893.

L'orateur propose l'addition suivante à l'art. 59 pour donner pleine satisfaction à M. Chérand.

66
« Les mêmes dispositions sont applicables aux
individus visés au 2^e § de l'article 5 dans
le cas où leur peine aurait été suspendue
conformément aux dispositions de la loi du 26
mars 1891. »

Cette rédaction mise aux voix est adoptée.

La séance est ensuite levée.

Le Président

Le Secrétaire